



Indicateurs trimestriels du marché du travail

Situation au 30 juin 2020

Préface



L'ONEM publie périodiquement ses statistiques les plus importantes. Mensuellement, des tableaux de données détaillés relatifs aux missions principales de l'ONEM sont mis à disposition sur son site. En plus, un bref commentaire sur l'évolution du chômage indemnisé qui s'appuie sur la statistique des paiements des allocations de chômage est publié.

Tous les ans, l'ONEM rédige un rapport annuel détaillé. Il comprend, en plus d'un rapport d'activités, un volume détaillé et dédié aux statistiques qui sont analysées pour chaque régime qui ressort des missions de l'ONEM (chômage complet et partiel, interruption de carrière et crédit-temps, etc.).

La publication actuelle, « Indicateurs trimestriels du marché du travail », reprend les données trimestrielles les plus récentes relatives à ces missions. La publication trimestrielle des données permet de détecter plus rapidement que dans un rapport annuel, les tendances dans l'évolution de ces régimes et, plus largement, du marché du travail. En outre, l'impact de certains effets saisonniers ou techniques qui peuvent influencer une statistique mensuelle est amoindri.

La structure de cette publication s'appuie essentiellement sur la répartition réglementaire des différentes missions de l'ONEM (chapitres 2 à 7) qui est aussi celle du site internet de l'ONEM et des statistiques qui y sont disponibles. Afin de placer ces indicateurs trimestriels dans un cadre plus large, un premier chapitre a été consacré à un certain nombre d'indicateurs conjoncturels complémentaires émanant de sources extérieures (p. ex. l'évolution de la conjoncture économique, le nombre d'offres d'emploi, le travail intérimaire etc.). La publication contient aussi un aperçu synthétique de l'évolution des missions traitées par l'ONEM ainsi qu'un certain nombre d'éléments pour une comparaison internationale.

Pour la présentation des données, nous avons opté, quand c'est possible, pour une série qui remonte à 2007. C'est, en effet, l'année précédant la crise économique et financière de 2008 ce qui permet d'appréhender les conséquences de la crise et de la reprise qui s'ensuivit.

Compte tenu du fait qu'il s'agit d'une perspective historique relativement large, la présentation des données se limite à la comparaison avec les trimestres les plus proches et avec les trimestres correspondants à la période analysée. Cela a comme avantage supplémentaire de faire en sorte que les analyses peuvent faire abstraction d'effets saisonniers éventuels. Afin de pouvoir fournir une série de données complète et continue des matières traitées pour la période considérée, la publication s'achève avec une annexe statistique détaillée.

Il va de soi que l'ONEM, outre ces publications périodiques, s'engage à continuer à publier sur son site internet des études sur des thèmes spécifiques. L'objectif est de compléter ainsi la contribution de l'ONEM à l'analyse et au progrès de notre marché du travail.

L'Administrateur général,

Georges Carlens

Sommaire



Préface	3
1 Contexte conjoncturel	6
1.1 PIB	7
1.2 Baromètre conjoncturel.....	9
1.3 Offres d'emploi	10
1.4 Ratio d'emplois	11
1.5 Travail intérimaire.....	12
1.6 Création d'entreprises	13
1.7 Faillites	14
1.8 Licenciements collectifs	18
2 Chômage temporaire (COVID-19)	19
3 Chômeurs complets indemnisés	21
3.1 Introduction	21
3.2 Evolution des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI-DE)	23
3.3 Evolution des chômeurs complets indemnisés non-demandeurs d'emploi (CCI-NDE)	31
3.4 Thèmes spécifiques relatifs au chômage	33
4 Travailleurs à temps partiel	39
4.1 Selon le régime	39
4.2 Par région.....	41
4.3 Selon le sexe	42
4.4 Selon la classe d'âge	43
5 Mesures pour l'emploi et la formation	44
5.1 Introduction : conséquences de la sixième réforme de l'État	44
5.2 Mesures pour l'emploi et l'activation	47
5.3 Dispenses	49
5.4 Evolution du total des mesures pour l'emploi et la formation	51
6 Crédit-temps, congé thématique et interruption de carrière	53
6.1 Evolution générale	53
6.2 Crédit-temps	56
6.3 Congés thématiques	58

6.4	Interruption de carrière	60
6.5	Répartition de toutes les interruptions confondues selon le motif	62
7	Mesures prises dans le cadre de la mise en place du Statut Unique.....	64
8	Aperçu général	66
9	Comparaison internationale	67
9.1	Taux de chômage	67
9.2	Emploi	69
9.3	Taux d'inactivité.....	70
10	Annexe statistique.....	71
10.1	Context conjoncturel	72
10.2	Chômage temporaire.....	90
10.3	Chômeurs complets indemnisés.....	91
10.4	Travailleurs à temps partiel	111
10.5	Mesures pour l'emploi et la formation.....	119
10.6	Crédit-temps, congé thématique et interruption de carrière	125
10.7	Mesures prises dans le cadre de la mise en place du Statut Unique.....	127
10.8	Comparaison internationale	129

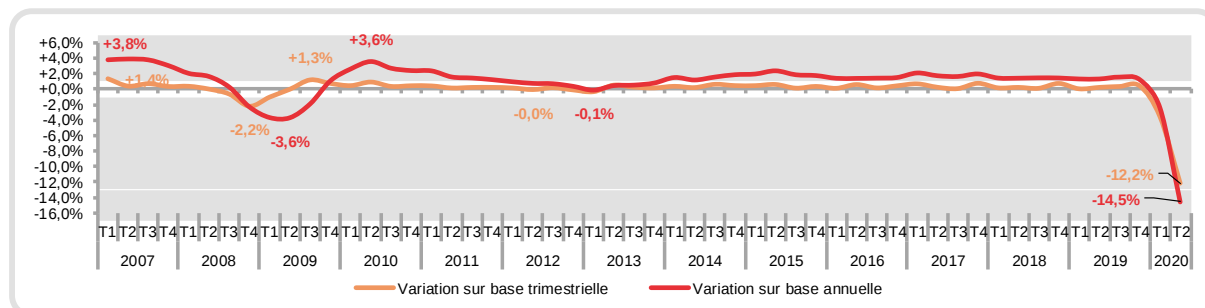


Contexte conjoncturel

Le deuxième trimestre 2020 se caractérise par des mesures de grande envergure pour contrôler le coronavirus COVID-19. La situation a un fort impact social et économique, que l'on peut constater dans les différents indicateurs conjoncturels examinés dans ce chapitre ainsi que dans le système d'indemnisation le plus sensible aux variations conjoncturelles qui relève de la compétence de l'ONEM, en particulier le chômage temporaire (cf. chapitre 2).

1.1 PIB

Graphique 1
Evolution des variations du PIB



Source : BNB Statistiques online (stat. bnn.be) - PIB de l'économie totale en millions d'euros chaînés (année de référence 2016) - corrigées des variations saisonnières et calendaires + communiqué de presse - ICN - Flash estimate et comptes trimestriels (trimestre le plus récent)

L'examen des variations du PIB sur une base annuelle et trimestrielle depuis le T1 2007 révèle clairement le « double dip » qui a caractérisé la crise économique-financière 2008. La forte diminution de la conjoncture économique à partir de la seconde moitié de 2008, a été suivie d'une reprise qui, à son tour, a de nouveau ralenti, stagné et évolué vers de nouvelles diminutions sur une base trimestrielle et annuelle en 2012 et 2013. Depuis le T3 2013, nous avons assisté à une nouvelle reprise de la conjoncture, qui a entraîné une croissance légère mais continue sur une base trimestrielle et annuelle.

Depuis le T1 2020, le PIB connaît à nouveau une tendance à la baisse du fait des mesures de lutte contre le coronavirus COVID-19, qui ont un fort impact financier et économique. Au T2 2020, la croissance est de -12,2% sur une base trimestrielle et de -14,5% sur une base annuelle. La BNB attire l'attention que « ces chiffres de croissance sont empreints **d'une incertitude plus grande** que ce n'est habituellement le cas avec l'estimation « flash ». Faute de données administratives pour le mois de juin, cette estimation « flash » a été réalisée selon une méthode adaptée.

Tableau 1
Evolution du PIB

	PIB en millions euros chaînés	Evolution
2007	385.884	+3,7%
2008	387.603	+0,4%
2009	379.781	-2,0%
2010	390.659	+2,9%
2011	397.278	+1,7%
2012	400.215	+0,7%
2013	402.053	+0,5%
2014	408.399	+1,6%
2015	416.701	+2,0%
2016	422.861	+1,5%
2017	430.912	+1,9%
2018	437.322	+1,5%
2019	443.464	+1,4%
2020*	396.900	-10,5%
	421.734	-4,9%

* Prévisions basées sur le Budget économique du Bureau Fédéral du Plan, les projections économiques et le Belgian Prime News de la Banque nationale, les Regards économiques de l'IRES, World Economic Outlook du FMI, les Economic forecasts de la Commission Européenne et l'Economic Outlook de l'OCDE. Le tableau indique la croissance minimale et maximale estimée sur la base de ces différentes prévisions.

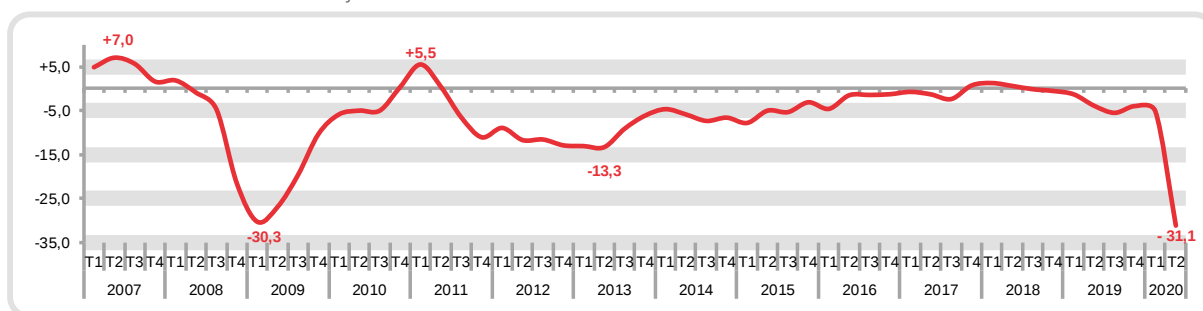
Selon la Banque nationale de Belgique, en 2019, le PIB a augmenté de 1,4%. Les dernières prévisions tablent sur une croissance du PIB située entre -10,5% et -4,9% pour 2020. Toutefois, étant donné l'évolution difficile à prévoir de la crise corona actuelle, nous pouvons nous attendre à ce que les perspectives de croissance de diverses agences soient ajustées régulièrement au cours des prochains mois.

1.2

Baromètre conjoncturel

Le baromètre conjoncturel, basé sur une enquête effectuée auprès d'un échantillon d'entrepreneurs, donne une image de la manière dont le monde économique perçoit les évolutions conjoncturelles. Si le baromètre est positif, cela témoigne de la confiance des entrepreneurs dans l'évolution future de la conjoncture.

Graphique 2
Evolution du baromètre de la conjoncture



Source : BNB Statistiques online (stat.bnb.be) - Enquête mensuelle de conjoncture : courbe synthétique corrigée des influences saisonnières

Le baromètre de la conjoncture a fortement réagi à la crise. À l'exception d'un pic limité au T1 2011, il reste depuis mi-2008 généralement en dessous de zéro. Durant la période qui suit ce pic jusqu'au T2 2013, il présente plutôt une tendance à la baisse pour finalement atteindre -13,3 points de pourcentage. Ensuite, la confiance entrepreneuriale recommence à augmenter. Depuis le T3 2013, nous constatons une tendance globale plutôt à la hausse et à partir du T4 2017, le baromètre de la conjoncture est positif jusqu'au T3 2018 où il indique à nouveau une valeur négative.

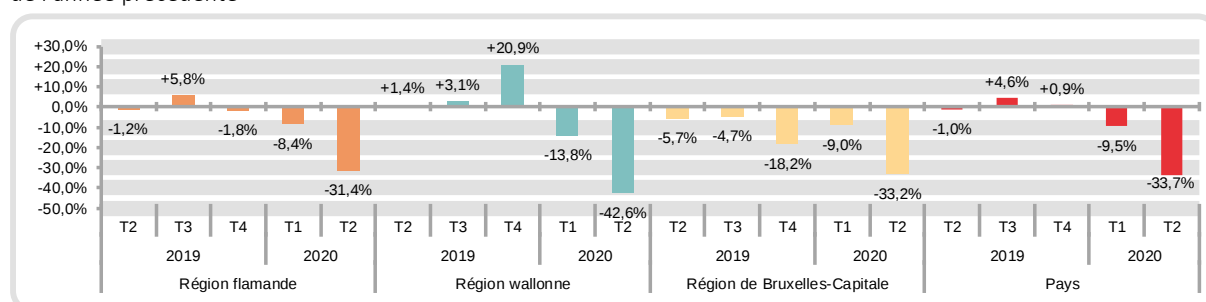
En T2 2020 le baromètre de la conjoncture est fortement négatif (-31,1 points de pourcentage), et atteint le point le plus bas jamais atteint depuis le T1 2007.

1.3 Offres d'emploi

Tableau 2
Evolution du nombre d'offres d'emploi par région

T2	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	50.674	20.240	3.109	74.023	1	2018	2007	2018	2018
2008	50.882	18.409	3.859	73.150	2	2019	2011	2019	2019
2009	35.780	15.232	3.364	54.376	3	2017	2019	2016	2017
2010	43.307	17.487	3.937	64.731	4	2016	2018	2017	2016
2011	52.485	19.560	5.213	77.258	5	2011	2008	2011	2011
2012	46.219	15.095	4.673	65.987	6	2008	2010	2015	2007
2013	39.111	12.813	4.334	56.258	7	2007	2017	2012	2008
2014	39.473	12.993	4.560	57.026	8	2020	2016	2020	2012
2015	43.519	12.739	4.810	61.068	9	2012	2009	2014	2020
2016	58.510	15.248	6.007	79.765	10	2015	2012	2013	2010
2017	66.742	17.219	5.711	89.672	11	2010	2014	2010	2015
2018	73.277	18.941	7.411	99.629	12	2014	2013	2008	2014
2019	72.432	19.200	6.991	98.623	13	2013	2015	2009	2013
2020	49.657	11.016	4.670	65.343	14	2009	2020	2007	2009
Evol. 2007-2020	-2,0 %	-45,6 %	+50,2 %	-11,7 %					

Graphique 3
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Sources : VDAB, FOREM, Actiris, ADG - Offres d'emploi reçues par les services publics régionaux de l'emploi, issues du circuit économique normal à l'exclusion de l'intérim et des échanges d'offres entre services régionaux. Les offres d'emploi communiquées au VDAB par le biais de bureaux de recrutement ou de sélection ne sont plus reprises, de sorte que la série historique ne soit pas la même que celle des publications précédentes.

Pour l'ensemble du pays, une diminution du nombre d'offres d'emploi est constatée sur une base annuelle durant le T2 2020.

En Région wallonne, le nombre d'offres d'emploi reçues diminue de nouveau, et ce après un recul considérable au cours de la période 2012-2015 et une augmentation au cours de la période 2016-2019. Au

T2 2020, on enregistre en Région wallonne 11.016 offres d'emploi. Pour la Région de Bruxelles-Capitale, on enregistre au T2 2020 4.670 offres d'emploi, et pour la Région flamande 49.657 offres d'emploi.

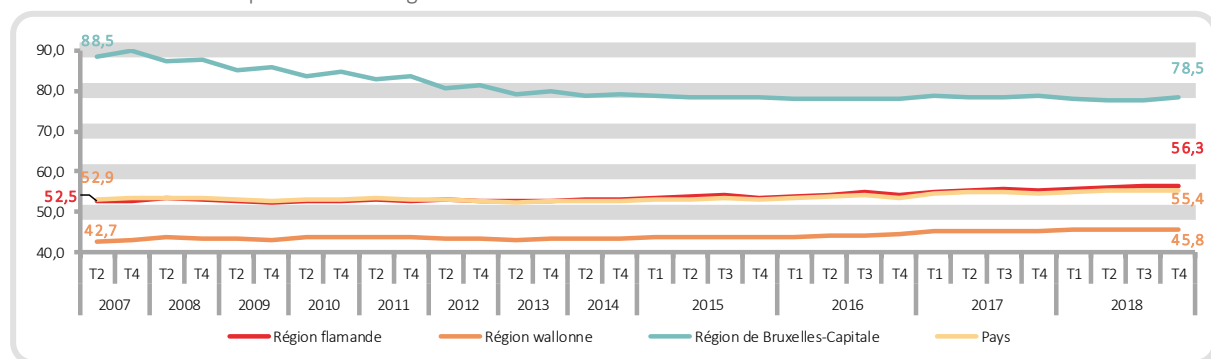
1.4

Ratio d'emplois

Tableau 3
Evolution du ratio d'emplois selon la région

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T4	52,8	43,2	89,8	53,4
2008	T4	52,9	43,5	87,8	53,4
2009	T4	52,4	43,2	85,7	52,8
2010	T4	52,7	43,9	84,9	53,2
2011	T4	52,8	43,8	83,6	53,1
2012	T4	52,8	43,5	81,4	52,8
2013	T4	52,6	43,4	80,0	52,5
2014	T4	53,1	43,5	79,1	52,8
2015	T4	53,5	43,8	78,4	53,1
2016	T4	54,2	44,4	78,0	53,6
2017	T4	55,4	45,2	78,7	54,7
2018	T4	56,3	45,8	78,5	55,4
Evol. 2007-2018		+3,4	+2,6	-11,3	+2,0

Graphique 4
Evolution du ratio d'emplois selon la région



Sources: ONSS "Répartition des postes de travail par lieu de travail" en Eurostat - EFT [lfst_r_lfsd2pwn] – population 15-64 ans. Calculs ONEM.

Le ratio d'emplois est le rapport entre le nombre d'emplois sur le territoire d'une région et la population en âge de travailler de cette région. Ce rapport donne une indication des concentrations d'emplois en tenant compte de la mobilité des navetteurs entre les régions. Les données sont disponibles avec environ 1 an de retard. Début août 2020, l'année 2019 n'est pas encore disponible.

La Région de Bruxelles-Capitale, qui contient beaucoup de sièges des entreprises et administrations centrales, a le ratio d'emplois le plus haut (78,5 en T4 2018). Depuis 2007; ce ratio a diminué de 11,3 points, mais par contre, dans les autre régions et pour le total du pays on note une augmentation.

1.5

Travail intérimaire

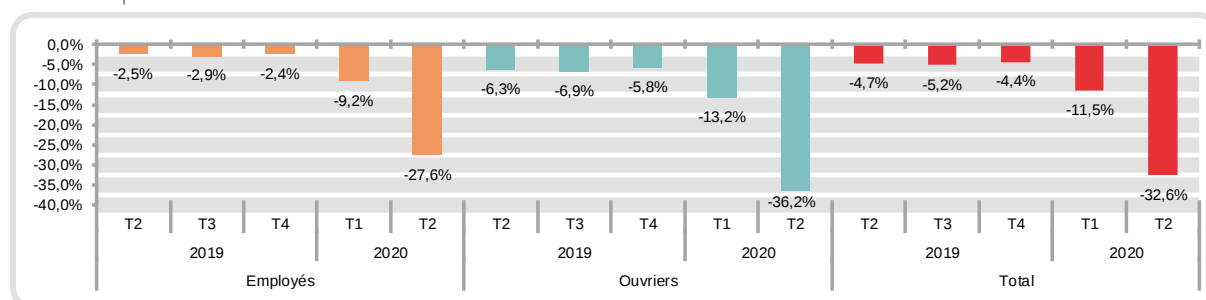
Tableau 4

Evolution du nombre moyen d'heures journalières prestées dans le cadre du travail intérimaire selon le statut

T2	Employés	Ouvriers	Total		Employés	Ouvriers	Total
2007	223.537	400.360	623.897	1	2018	2018	2018
2008	235.735	384.748	620.482	2	2017	2017	2017
2009	201.276	253.277	454.553	3	2019	2019	2019
2010	206.207	314.573	520.780	4	2016	2007	2016
2011	226.416	363.768	590.184	5	2015	2016	2015
2012	222.580	329.948	552.528	6	2008	2008	2007
2013	217.758	302.757	520.515	7	2014	2015	2008
2014	233.505	337.724	571.229	8	2011	2011	2011
2015	260.706	371.738	632.445	9	2007	2014	2014
2016	276.159	386.126	662.285	10	2012	2012	2012
2017	292.959	427.216	720.176	11	2013	2010	2010
2018	300.322	433.108	733.430	12	2020	2013	2013
2019	292.909	405.982	698.891	13	2010	2020	2020
2020	212.061	258.832	470.893	14	2009	2009	2009
Evol. 2007-2020	-5,1%	-35,4%	-24,5%				

Graphique 5

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Source : Federgon

NB : la moyenne journalière par trimestre se base sur les moyennes journalières par mois.

Au T2 2020, la moyenne journalière des heures prestées dans le cadre du travail intérimaire en Belgique diminue de 32,6% sur une base annuelle. Il s'agit du huitième trimestre consécutif avec une diminution sur une base annuelle.

On preste en moyenne 24,5% d'heures de travail intérimaire en moins au T2 2020 qu'au T2 2007. Cette diminution est à attribuer aux ouvriers, chez qui on note une baisse de 35,4% au cours de la même période. Chez les employés, le nombre d'heures intérimaires au T2 2020 a diminué de 5,1% par rapport au T2 2007.

Les conséquences du COVID-19 se font sentir dans le secteur de l'intérim depuis mars. La baisse des activités d'intérim est donc synchrone avec la forte augmentation du chômage temporaire.

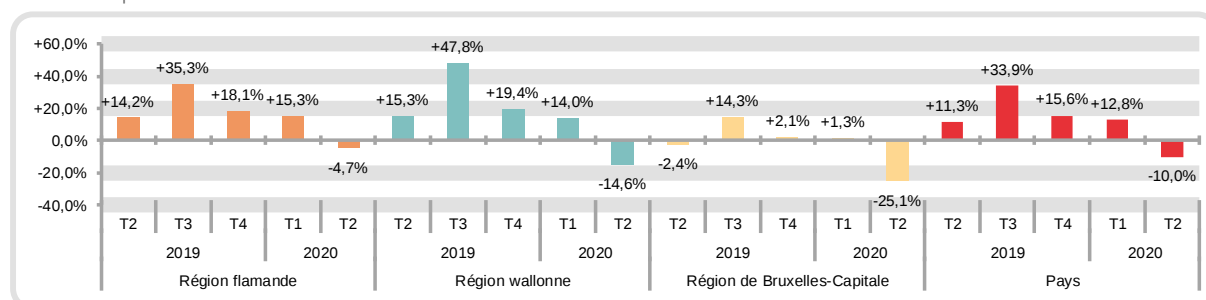
1.6

Création d'entreprises

Tableau 5
Constitution d'entreprises dans le secteur marchand ¹

T2	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	3.904	1.438	1.266	6.611	1	2019	2019	2018	2019
2008	4.383	1.579	1.274	7.258	2	2020	2016	2017	2011
2009	3.652	1.321	1.053	6.030	3	2018	2017	2019	2017
2010	4.082	1.583	1.135	6.808	4	2011	2011	2016	2020
2011	4.655	1.674	1.323	7.652	5	2017	2010	2011	2018
2012	3.643	1.391	1.155	6.193	6	2016	2008	2008	2016
2013	3.129	1.251	1.098	5.479	7	2008	2018	2007	2008
2014	3.600	1.408	1.178	6.186	8	2010	2020	2014	2010
2015	3.884	1.372	1.178	6.434	9	2007	2007	2014	2007
2016	4.435	1.702	1.347	7.484	10	2015	2014	2012	2015
2017	4.563	1.687	1.381	7.631	11	2009	2012	2010	2012
2018	4.663	1.519	1.404	7.588	12	2012	2015	2013	2014
2019	5.324	1.751	1.370	8.445	13	2014	2009	2009	2009
2020	5.076	1.496	1.026	7.598	14	2013	2013	2020	2013
Evol. 2007-2020	+30,0%	+4,0%	-19,0%	+14,9%					

Graphique 6
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Source : SPF Economie

Le nombre de créations d'entreprises diminue au 2^{ème} trimestre de 2020 de -10,0% sur une base annuelle. 7.598 nouvelles entreprises ont été créées en T2 2020.

On note une diminution sur une base annuelle de -4,7% en Région flamande, de -14,6% en Région wallonne et de -25,1% en Région de Bruxelles-Capitale.

¹ Constitution d'entreprises dans le secteur marchand sur la base du critère de la forme juridique : il n'est pas tenu compte des sociétés civiles, des sociétés à finalité sociale et des sociétés de droit public. Pour le moment, les personnes physiques ne sont pas incorporées dans cette statistique du fait que la spécification marchand/non marchand n'y est pas encore implémentée. Suite à l'entrée en vigueur, le 1er mai 2019 du nouveau Code des sociétés et des associations, les codes des sociétés à finalité sociale ont été radiés, il se pourrait dès lors que ces sociétés soient comprises dans les nouveaux codes 'généraux' sans que l'on puisse encore les distinguer.

1.7 Faillites

1.7.1 Avec ou sans perte d'emplois

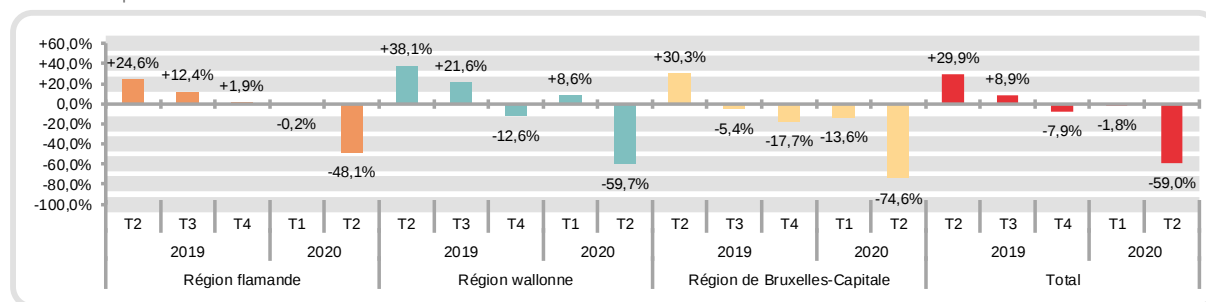
Tableau 6

Evolution du nombre des faillites d'entreprises avec ou sans personnel par région

T2	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Total		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Total
2007	952	578	416	1.958	1	2020	2020	2020	2020
2008	1.060	658	471	2.205	2	2007	2018	2007	2007
2009	1.194	687	471	2.359	3	2018	2007	2008	2008
2010	1.304	716	472	2.497	4	2008	2008	2008	2018
2011	1.202	778	562	2.550	5	2009	2009	2010	2009
2012	1.397	782	521	2.704	6	2011	2016	2012	2010
2013	1.407	744	700	2.856	7	2017	2010	2014	2011
2014	1.325	833	525	2.688	8	2010	2017	2016	2016
2015	1.339	799	681	2.827	9	2019	2013	2011	2014
2016	1.336	713	538	2.592	10	2014	2019	2018	2012
2017	1.259	741	799	2.805	11	2016	2011	2015	2017
2018	1.059	561	659	2.284	12	2015	2012	2013	2015
2019	1.319	775	859	2.966	13	2012	2015	2017	2013
2020	685	312	218	1.216	14	2013	2014	2019	2019
Evol. 2007-2020	-28,0%	-46,0%	-47,6%	-37,9%					

Graphique 7

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Source : Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprise (ONEM)

La base de données est adaptée sur la base des extraits modificatifs de la BCE que le FFE reçoit quotidiennement : des faillites peuvent être annulées et des nouvelles faillites ajoutées. De temps en temps, il peut aussi y avoir une modification dans un trimestre précédent. Etant donné que le FFE utilise des données dynamiques, les chiffres peuvent être différents selon le moment où ils sont consultés. Le total comprend aussi un nombre restreint de faillites d'entreprises dont le siège social est situé à l'étranger.

Au T2 2020, le nombre total de faillites a diminué de -59,0% sur une base annuelle. On note une diminution sur une base annuelle de -48,1% en Région flamande, de -59,7% en Région wallonne, et de -74,6% en Région de Bruxelles-Capitale. Cette diminution importante peut s'expliquer par la mesure prise par le Gouvernement qui prévoit que pendant la période du 24 avril 2020 au 17 mai 2020, en raison de la crise du coronavirus, les entreprises qui rencontrent des difficultés sont protégées contre toute faillite et toute dissolution judiciaire.

Notons que depuis le 1^{er} mai 2018, la procédure de faillite aux entreprises a été étendue au secteur non-marchand suite à la réforme du droit des faillites et de la réorganisation judiciaire. Cela signifie une rupture de série limitée pour cet indicateur.

1.7.2

Avec perte d'emplois

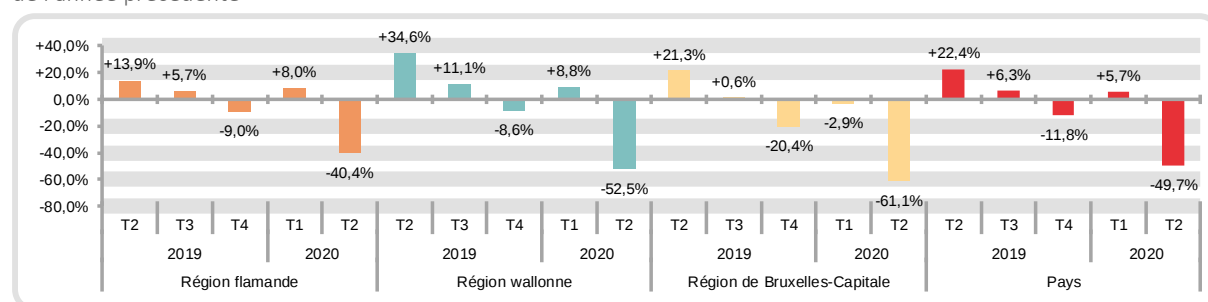
Tableau 7

Evolution du nombre de faillites des entreprises avec personnel par région

T2	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	375	254	158	787	1	2020	2020	2020	2020
2008	403	280	133	816	2	2018	2007	2008	2007
2009	479	292	156	927	3	2007	2018	2011	2018
2010	459	305	173	937	4	2017	2008	2009	2008
2011	453	364	143	960	5	2019	2016	2007	2016
2012	499	345	191	1.035	6	2008	2009	2010	2009
2013	488	321	204	1.013	7	2014	2010	2012	2009
2014	427	354	194	975	8	2016	2017	2014	2010
2015	458	334	208	1.000	9	2011	2013	2018	2011
2016	435	286	199	920	10	2015	2015	2016	2014
2017	381	313	233	927	11	2010	2012	2013	2019
2018	352	263	197	812	12	2009	2014	2015	2015
2019	401	354	239	994	13	2013	2014	2017	2013
2020	239	168	93	500	14	2012	2011	2019	2012
Evol. 2007-2020	-36,3%	-33,9%	-41,1%	-36,5%					

Graphique 8

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Source : Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprise (ONEM)

La base de données est adaptée sur la base des extraits modificatifs de la BCE que le FFE reçoit quotidiennement : des faillites peuvent être annulées et des nouvelles faillites ajoutées. De temps en temps, il peut aussi y avoir une modification dans un trimestre précédent. Etant donné que le FFE utilise des données dynamiques, les chiffres peuvent être différents selon le moment où ils sont consultés.

Si nous tenons compte uniquement des faillites d'entreprises avec personnel, nous constatons aussi une diminution de -49,7% sur une base annuelle au T2 2020. On note une diminution de -40,4% en Région flamande, de -52,5% en Région wallonne et de -61,1% en Région de Bruxelles-Capitale.

1.7.3

Emplois perdus à la suite de faillites

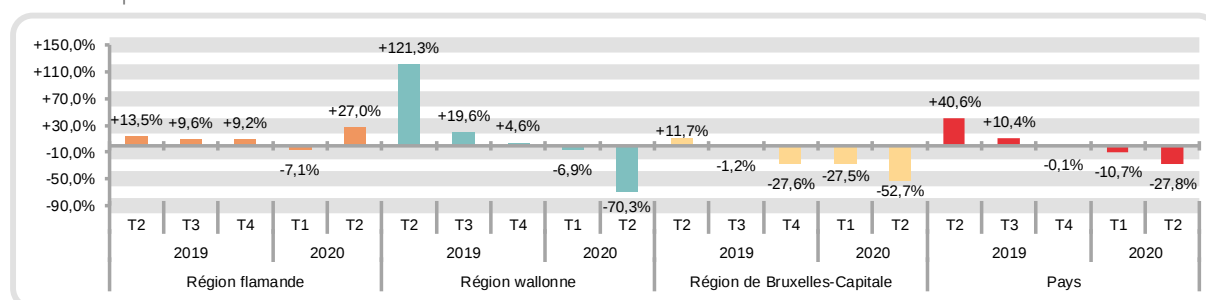
Tableau 8

Evolution du nombre d'emplois perdus par région

T2	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	2.373	2.349	1.251	5.973	1	2008	2020	2020	2018
2008	2.286	1.794	1.069	5.149	2	2018	2018	2010	2020
2009	3.323	2.249	1.074	6.646	3	2007	2016	2011	2008
2010	2.738	2.157	866	5.761	4	2017	2008	2008	2010
2011	3.067	2.259	960	6.286	5	2019	2015	2009	2007
2012	3.632	2.036	1.282	6.950	6	2010	2012	2016	2017
2013	3.362	2.230	1.231	6.823	7	2011	2014	2018	2011
2014	3.224	2.059	1.510	6.793	8	2015	2010	2013	2015
2015	3.180	1.908	1.252	6.340	9	2014	2013	2007	2019
2016	4.265	1.678	1.104	7.047	10	2009	2009	2015	2009
2017	2.527	2.462	1.268	6.257	11	2020	2011	2017	2014
2018	2.311	1.189	1.159	4.659	12	2013	2007	2012	2013
2019	2.624	2.631	1.295	6.550	13	2012	2017	2019	2012
2020	3.333	782	613	4.728	14	2016	2019	2014	2016
Evol. 2007-2020	+40,5%	-66,7%	-51,0%	-20,8%					

Graphique 9

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Source : Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprise (ONEM)

Le nombre d'emplois perdus à la suite de faillites a diminué. Au T2 2020, 4.728 emplois au total ont été perdus à la suite d'une faillite (-20,8% par rapport à T2 2007).

On note une augmentation en Région flamande de 27,0% (entre autre suite à la faillite de Swissport en juin 2020) et une diminution en Région wallonne de 70,2% et en Région de Bruxelles-Capitale de 52,7% sur base annuelle au T2 2020.

1.8

Licenciements collectifs

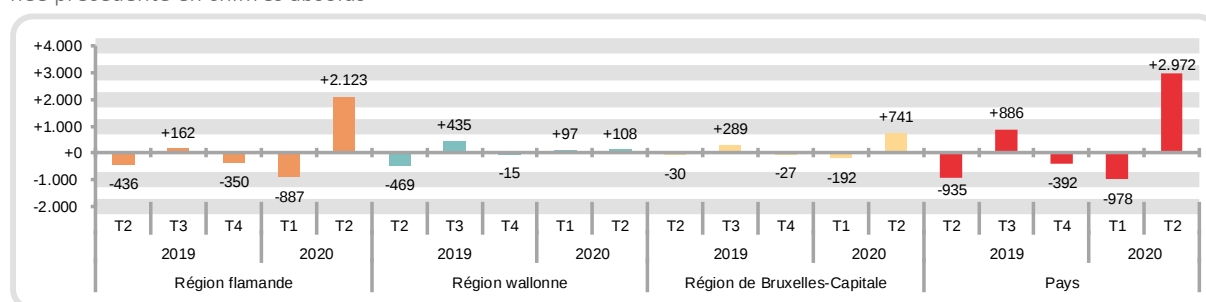
Tableau 9

Evolution du nombre de travailleurs concernés par l'annonce d'une intention de procéder à un licenciement collectif² par région

T2	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2009	2.705	230	133	3.068	1	2019	2017	2012	2019
2010	573	421	120	1.114	2	2017	2019	2010	2017
2011	592	644	160	1.396	3	2015	2014	2009	2015
2012	1.919	310	96	2.325	4	2010	2020	2015	2010
2013	962	518	438	1.918	5	2011	2009	2011	2011
2014	1.358	197	2.343	3.898	6	2018	2015	2019	2018
2015	439	295	149	883	7	2013	2012	2018	2013
2016	1.769	644	218	2.631	8	2014	2010	2016	2012
2017	406	98	280	784	9	2016	2013	2017	2016
2018	809	568	194	1.571	10	2012	2018	2013	2009
2019	373	99	164	636	11	2020	2011	2020	2020
2020	2.496	207	905	3.608	12	2009	2011	2014	2014
Evol. 2009-2020	-7,7%	-10,0%	+580,5%	+17,6%					

Graphique 10

Variation par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente en chiffres absolus



Source : SPF Emploi, Travail et Concertation sociale - Licenciements collectifs - Longue série

Nous enregistrons 3.608 licenciements annoncés au T2 2020, ce qui représente 2.972 de plus que dans le trimestre équivalent de l'année 2019. Au deuxième trimestre 2020, les conséquences de la crise du coronavirus se sont faites pleinement sentir

² L'annonce de l'intention de procéder à un licenciement collectif débute la procédure d'information et de consultation mise en place par l'A.R. du 24 mai 1976. Le nombre de licenciements annoncés donne une première estimation de l'ampleur d'une restructuration. Le nombre réel de licenciements peut toutefois encore changer jusqu'à la notification qui clôture la procédure.



Chômage temporaire (COVID-19)

Le coronavirus COVID-19 a frappé durement notre société, tant sur le plan humain qu'au niveau économique. En avril, plus de 1.160.000 travailleurs de plus de 130.000 employeurs ont reçu un paiement pour le chômage temporaire ce qui constitue un pic absolu dans l'histoire de ce système.

L'ampleur énorme du chômage temporaire a mis l'ONEM et les organismes de paiement (OP) sous une pression sans précédent. Dans des circonstances normales, tant les employeurs que les travailleurs doivent suivre les procédures de demande de chômage temporaire. Ces procédures prennent du temps. Le nombre d'employeurs et de travailleurs ayant augmenté de manière exponentielle, le Ministre de l'Emploi a décidé de simplifier considérablement ces procédures afin de garantir un paiement rapide des travailleurs concernés.

Ces procédures simplifiées ont, toutefois des conséquences sur le traitement statistique. Certaines données statistiquement pertinentes, notamment sur le profil des travailleurs, ne seront disponibles que plus tard

C'est pourquoi l'ONEM a décidé de suspendre temporairement la mise à jour des statistiques habituelles sur les paiements des chômeurs temporaires (aussi bien les tableaux que l'application interactive). Au lieu de cela, seuls les tableaux concernant le chômage temporaire dû au coronavirus COVID-19 sont mis à disposition.

La méthode de recensement utilisée dans ces tableaux diffère des statistiques habituelles. Les données se réfèrent au *mois de référence* (et non au *mois d'introduction*) et sont exprimées en nombre de travailleurs (et non en unités physiques), en nombre d'employeurs, en jours indemnisés et en montants. À un stade ultérieur, les statistiques habituelles concernant le chômage temporaire seront reprises.

Tableau 10

Chiffres-clés des paiements déjà connus pour le chômage temporaire dû au COVID-19 au mois de référence mars à juin 2020

Mois de réf.	Nombre de travailleurs diff.	Nombre d'employeurs diff.	Unités budgétaires	Jours (total - en milliers)	Jours (par travailleur)	Jours (par employeur)	Dépenses (en millions EUR)	Alloc. journ. moyenne (en EUR)
202003	967.438	124.130	333.120	8.651	8,9	69,7	601,7	69,6
202004	1.167.464	134.355	717.027	18.478	15,8	137,5	1.302,9	70,5
202005	923.669	116.326	388.770	10.061	10,9	86,5	704,7	70,0
202006	529.469	76.770	192.795	4.989	9,4	65,0	355,1	71,2

Le mois de référence avril a marqué un véritable pic dans les données sur le chômage temporaire. Depuis lors les chiffres ont diminué. En juin, le nombre provisoire de travailleurs ayant bénéficié du chômage temporaire a diminué de plus de la moitié par rapport à ce pic d'avril. Pour ce qui est du total de jours indemnisés, celui-ci a diminué de 73 % passant de 18,5 millions à 5 millions. Les dépenses sont passées de 1,3 milliard à 355 millions EUR entre ces deux mois de référence.

Compte tenu des circonstances exceptionnelles et de la méthodologie statistique divergente, l'ONEM fournit temporairement sur son site web une page d'information spécifique avec les statistiques de paiement sur le chômage temporaire en raison des mesures COVID-19. Il peut être consulté sur le site <https://www.onem.be/fr/documentation/statistiques/chomage-temporaire-suite-au-coronavirus-covid-19/info>. Des données plus détaillées que dans le tableau des chiffres clés ci-dessus sont disponibles sur cette page..

3

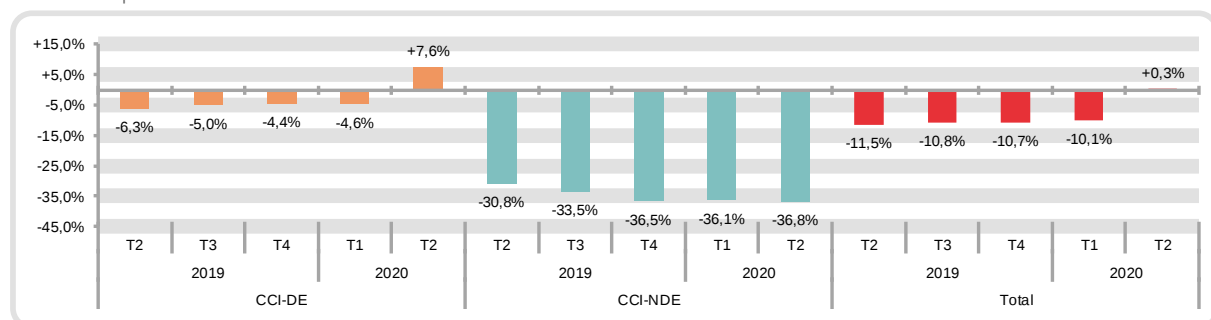
Chômeurs complets indemnisés

3.1 Introduction

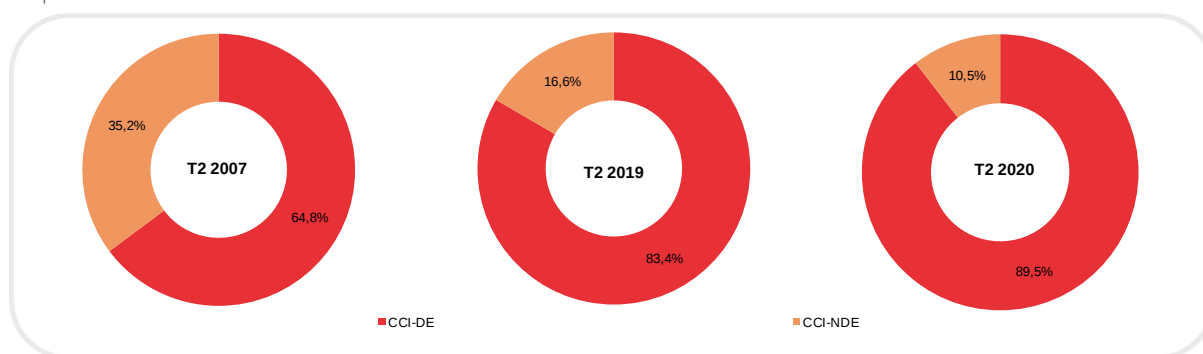
Tableau 11
Evolution des CCI (DE + NDE)

T2	CCI-DE	CCI-NDE	Total	CCI-DE	CCI-NDE	Total
2007	445.747	242.200	687.946	2019	2020	2019
2008	414.077	235.639	649.716	2018	2019	2020
2009	449.353	229.533	678.886	2020	2018	2018
2010	456.911	225.841	682.752	2017	2017	2017
2011	435.915	216.591	652.506	2016	2016	2016
2012	433.746	204.774	638.520	2008	2015	2015
2013	450.788	195.088	645.876	2015	2014	2014
2014	452.289	176.718	629.007	2012	2013	2012
2015	415.216	154.997	570.213	2011	2012	2013
2016	392.724	139.714	532.439	2007	2011	2008
2017	368.335	116.002	484.337	2009	2010	2011
2018	344.480	92.830	437.310	2013	2009	2009
2019	322.926	64.226	387.152	2014	2008	2010
2020	347.504	40.620	388.124	2010	2007	2007
Evol. 2007-2020	-22,0%	-83,2%	-43,6%			

Graphique 11
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Graphique 12
Proportion des CCI



Les chômeurs complets indemnifiés regroupent tant les demandeurs d'emploi (CCI-DE) que les non-demandeurs d'emploi (CCI-NDE). Parmi les demandeurs d'emploi, nous comptons les chômeurs complets indemnifiés demandeurs d'emploi admis sur la base de prestations de travail à temps plein, les chômeurs complets indemnifiés demandeurs d'emploi admis sur la base des études, les chômeurs complets indemnifiés demandeurs d'emploi admis sur la base de prestations de travail à temps partiel volontaire et les demandeurs d'emploi indemnifiés dans le régime de chômage avec complément d'entreprise (RCC). Le groupe des CCI-NDE se compose des chômeurs complets indemnifiés non-demandeurs d'emploi admis sur la base de prestations à temps partiel volontaire, des chômeurs complets indemnifiés âgés dispensés admis sur la base de prestations de travail à temps plein, des chômeurs complets indemnifiés dispensés de l'inscription comme demandeur d'emploi (IDE) en raison de difficultés sociales ou familiales, ou en tant qu'aidant proche, ainsi que des chômeurs en RCC dispensés d'IDE.

Tant l'évolution des CCI-DE que celle des CCI-NDE sont influencées par les modifications réglementaires visant à assouplir ou à durcir les conditions d'octroi de la dispense d'IDE. Ces dispositions font fonctionner le groupe des CCI-DE et celui des CCI-NDE comme des vases communicants. Cependant, l'évolution des CCI-DE (et dans une moindre mesure celle des CCI-NDE) dépend aussi dans une large mesure de la conjoncture.

Le nombre de non-demandeurs d'emploi a diminué de 36,8%, tandis que le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 7,6%. De ce fait, la part des non-demandeurs d'emploi dans le total des CCI continue de diminuer (10,5% des CCI au T2 2020, contre 35,2% au T2 2007). Le nombre total de CCI augmente légèrement de 0,3% sur une base annuelle.

3.2

Evolution des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI-DE)

3.2.1

Selon le régime

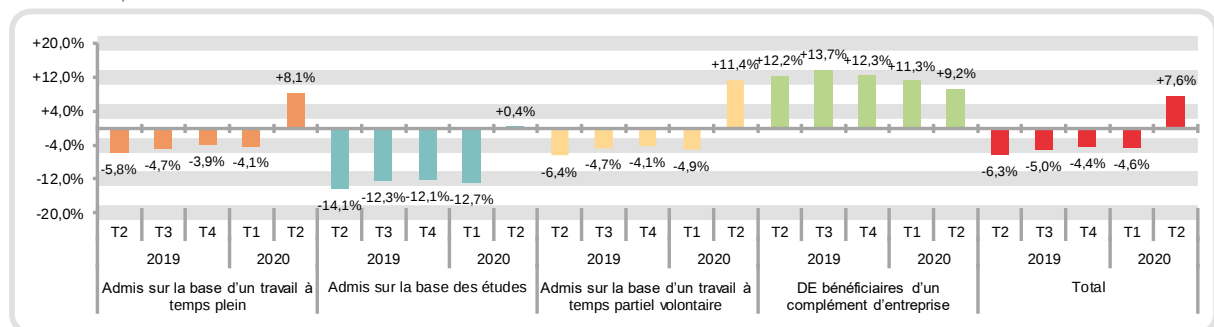
Tableau 12

Evolution des CCI-DE selon le régime

T2	Admis sur la base d'un travail à temps plein	Admis sur la base des études	Admis sur la base d'un travail à temps partiel volontaire	DE bénéficiaires d'un complément d'entreprise	Total	Admis sur la base d'un travail à temps plein	Admis sur la base des études	Admis sur la base d'un travail à temps partiel volontaire	DE bénéficiaires d'un complément d'entreprise	Total
2007	312.216	113.582	19.938	11	445.747	2019	2019	2008	2007	2019
2008	289.331	105.517	18.182	1.048	414.077	2018	2020	2009	2008	2018
2009	321.459	107.314	18.687	1.892	449.353	2020	2018	2019	2009	2020
2010	327.330	107.651	19.213	2.717	456.911	2008	2017	2010	2010	2017
2011	311.657	101.005	19.328	3.925	435.915	2017	2016	2011	2011	2016
2012	312.900	96.673	19.943	4.229	433.746	2011	2015	2007	2012	2008
2013	327.996	97.705	20.705	4.381	450.788	2007	2014	2012	2013	2015
2014	337.102	88.603	21.820	4.765	452.289	2012	2012	2018	2014	2012
2015	330.266	57.501	22.086	5.363	415.216	2016	2013	2013	2015	2011
2016	314.709	49.890	21.710	6.415	392.724	2009	2011	2017	2016	2007
2017	298.906	41.596	20.920	6.913	368.335	2010	2008	2020	2017	2009
2018	279.889	35.871	20.136	8.584	344.480	2013	2009	2016	2018	2013
2019	263.651	30.795	18.852	9.627	322.926	2015	2010	2014	2019	2014
2020	285.083	30.912	20.996	10.512	347.504	2014	2007	2015	2020	2010
Evol. 2007-2020	-8,7%	-72,8%	+5,3%	x 875	-22,0%					

Graphique 13

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Au T2 2020, on a comptabilisé, en moyenne, 347.504 chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI-DE) par mois, soit 24.578 ou 7,6% de plus qu'au T2 2019. Il s'agit de la première augmentation durant un deuxième trimestre depuis 2014. Cette augmentation est liée à la crise du coronavirus qui affecte actuellement le marché de l'emploi.

Dans le sous-groupe le plus important, celui des CCI-DE sur la base de prestations de travail à temps plein, l'augmentation sur une base annuelle s'élève à 8,1%. Le nombre de CCI-DE après un travail à temps partiel volontaire augmente également de 11,4% sur une base annuelle.

Le nombre de chômeurs en RCC sans dispense de l'obligation d'inscription comme demandeur d'emploi, sous l'influence de possibilités de dispense limitées (voir infra), continue à augmenter, et ce à concurrence de 9,2% sur une base annuelle. Avec 10.512 unités physiques, c'est la première fois que le seuil de 10.000 unités est dépassé. Ils continuent cependant de constituer le sous-groupe le plus restreint au sein des CCI-DE.

On enregistre la plus faible augmentation chez les CCI-DE admis sur la base des études (+0,4% sur une base annuelle ou -72,0% par rapport à 2007). C'est depuis 2007 déjà que ce sous-groupe est en régression, et ce principalement sous l'influence d'un certain nombre de mesures (d'activation) axées sur les jeunes ou les bénéficiaires d'allocations d'insertion. Depuis 2015, cette baisse s'est encore considérablement accentuée à la suite des premiers cas de fin de droit et, dans une moindre mesure, des conditions d'admission plus strictes en matière d'âge et de diplôme.

Fin 2011, le droit aux allocations d'insertion a été limité à 3 ans ou à 3 ans à partir de l'âge de 30 ans, selon la situation familiale. En raison du fait que seules sont prises en compte les périodes de chômage situées à partir du 1^{er} janvier 2012, les premiers effets ne se sont produits qu'à partir du 1^{er} janvier 2015. La limitation du droit aux allocations d'insertion constitue une mesure structurelle qui donne chaque mois lieu à des cas de « fin de droit ».

Suite aux mesures liées au coronavirus, il a été décidé que la durée des allocations d'insertion qui est normalement limitée à trois ans est prolongée pendant la période d'avril à août 2020. Il n'y a pas de prolongation lorsque le droit aux allocations d'insertion avait déjà pris fin avant le 01.04.2020. Pour T2 2020, les données pour les fins de droit ne sont pas disponibles .

Tableau 13

Le nombre de CCI-DE arrivés en fin de droit aux allocations d'insertion

		Région			Sexe		Age					Total
		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Hommes	Femmes	<25 ans	25-29 ans	30-39 ans	40-49 ans	50 ans et plus	
2015	T1	3.184	13.161	3.478	7.387	12.436	1.949	3.988	8.236	4.672	978	19.823
	T2	564	1.803	398	1.244	1.521	520	826	1.090	290	39	2.765
	T3	730	2.589	518	1.658	2.179	919	1.244	1.240	374	60	3.837
	T4	563	1.642	391	1.187	1.409	697	864	789	221	25	2.596
	Année	5.041	19.195	4.785	11.476	17.545	4.085	6.922	11.355	5.557	1.102	29.021
2016	T1	417	1.118	236	798	973	421	573	589	167	21	1.771
	T2	317	992	187	669	827	362	456	517	132	29	1.496
	T3	504	1.769	242	1.032	1.483	755	786	760	196	18	2.515
	T4	430	1.407	238	992	1.083	698	693	534	126	24	2.075
	Année	1.668	5.286	903	3.491	4.366	2.236	2.508	2.400	621	92	7.857
2017	T1	342	1.013	192	676	871	436	485	476	121	29	1.547
	T2	342	854	160	634	722	394	398	456	89	19	1.356
	T3	355	1.381	191	834	1.093	532	704	552	124	15	1.927
	T4	341	1.040	193	737	837	462	587	441	59	25	1.574
	Année	1.380	4.288	736	2.881	3.523	1.824	2.174	1.925	393	88	6.404
2018	T1	236	845	128	551	658	304	428	380	77	20	1.209
	T2	206	734	126	476	590	260	327	405	51	23	1.066
	T3	287	1.102	176	690	875	448	546	476	77	18	1.565
	T4	208	839	163	558	652	294	497	356	52	11	1.210
	Année	937	3.520	593	2.275	2.775	1.306	1.798	1.617	257	72	5.050
2019	T1	161	635	111	430	477	173	337	329	54	14	907
	T2	118	564	109	364	427	143	275	318	40	15	791
	T3	200	818	123	499	642	244	418	411	58	10	1.141
	T4	141	742	134	458	559	196	425	345	41	10	1.017
	Année	620	2.759	477	1.751	2.105	756	1.455	1.403	193	49	3.856
2020	T1	163	619	97	393	486	162	323	330	50	14	879

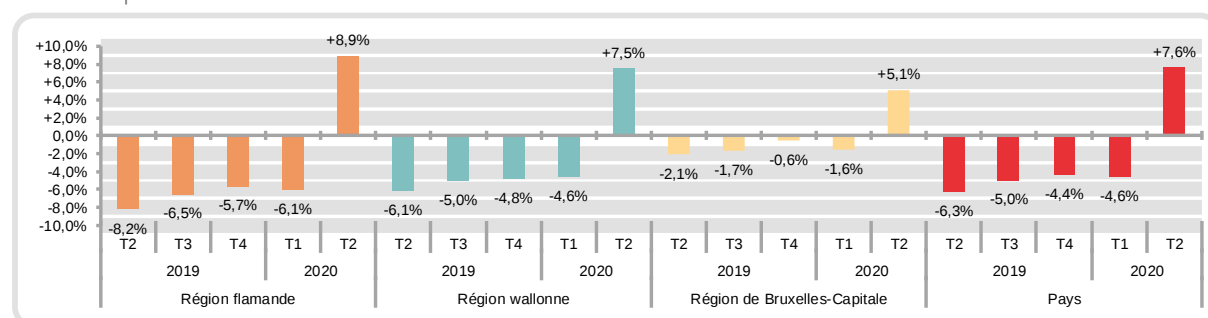
3.2.2

Par région

Tableau 14
Evolution des CCI-DE par région

T2	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	159.319	211.655	74.773	445.747	2019	2019	2019	2019
2008	142.199	199.771	72.107	414.077	2020	2018	2018	2018
2009	167.354	206.049	75.950	449.353	2018	2020	2017	2020
2010	172.108	204.836	79.968	456.911	2008	2017	2020	2017
2011	159.299	196.613	80.002	435.915	2017	2016	2016	2016
2012	159.705	193.589	80.452	433.746	2011	2015	2015	2008
2013	170.140	199.235	81.413	450.788	2007	2012	2008	2015
2014	176.518	195.822	79.950	452.289	2012	2014	2007	2012
2015	169.836	173.289	72.091	415.216	2016	2011	2009	2011
2016	160.887	164.564	67.273	392.724	2009	2013	2014	2007
2017	152.456	151.164	64.715	368.335	2015	2008	2010	2009
2018	141.153	139.465	63.861	344.480	2013	2010	2011	2013
2019	129.517	130.904	62.505	322.926	2010	2009	2012	2014
2020	141.079	140.710	65.714	347.504	2014	2007	2013	2010
Evol. 2007-2020	-11,4%	-33,5%	-12,1%	-22,0%				

Graphique 14
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Depuis T2 2007, le nombre de CCI-DE a diminué de 33,5% en Région wallonne. En Région flamande, la diminution est moins prononcée (-11,4%). Cela s'explique en partie par le fait qu'en Région wallonne, on compte davantage d'allocataires d'insertion dans le groupe des CCI-DE qu'en Région flamande, notamment des chômeurs de longue durée (ce qui équivaut à un chômage de nature structurelle). En Région de Bruxelles-Capitale la baisse est de 12,1%.

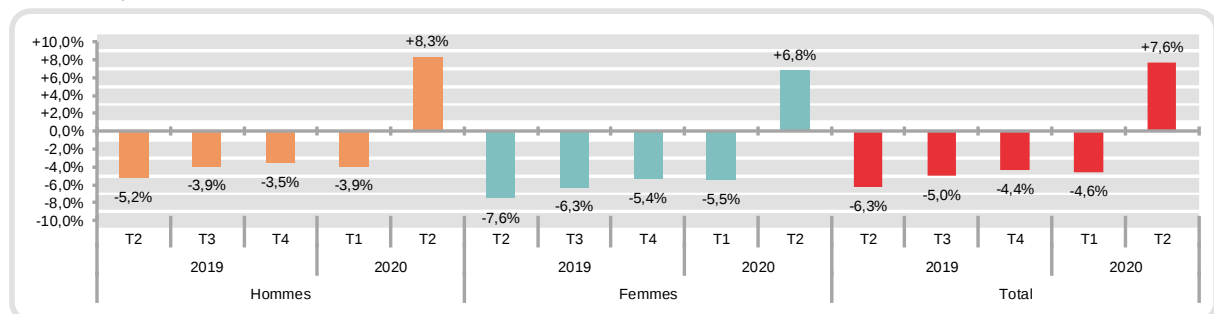
Sur une base annuelle, nous notons des augmentations dans toutes les régions, pour la première fois depuis T2 2014. Cette augmentation s'élève à 8,9% en Région flamande et à 7,5% en Région wallonne. L'augmentation est plus limitée dans la Région de Bruxelles-Capitale que dans les autres régions (+5,1%).

3.2.3 Selon le sexe

Tableau 15
Evolution des CCI-DE par sexe

T2	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
2007	214.680	231.066	445.747	2019	2019	2019
2008	201.704	212.374	414.077	2018	2020	2018
2009	232.250	217.102	449.353	2020	2018	2020
2010	238.964	217.947	456.911	2008	2017	2017
2011	225.768	210.147	435.915	2017	2016	2016
2012	227.289	206.457	433.746	2007	2015	2008
2013	242.533	208.254	450.788	2016	2014	2015
2014	246.192	206.098	452.289	2011	2012	2012
2015	229.195	186.021	415.216	2012	2013	2011
2016	217.232	175.492	392.724	2015	2011	2007
2017	203.277	165.058	368.335	2009	2008	2009
2018	189.738	154.741	344.480	2010	2009	2013
2019	179.882	143.044	322.926	2013	2010	2014
2020	194.789	152.715	347.504	2014	2007	2010
Evol. 2007-2020	-9,3%	-33,9%	-22,0%			

Graphique 15
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Depuis le T2 2007, le nombre de femmes CCI-DE a diminué de 33,9%, contre une baisse de 9,3% pour les hommes. Cela s'explique notamment par le fait que la crise a eu un impact plus important dans les secteurs où le chômage concernait majoritairement les hommes et que la création d'emploi grâce aux titres-services a été essentiellement favorable aux femmes. Le fait qu'il y ait davantage de femmes que d'hommes qui ont perdu le droit aux allocations d'insertion a également joué un rôle dans cette différence d'évolution.

Sur un base annuelle, le nombre d'hommes CCI-DE a augmenté de 8,3%, contre 6,8% pour les CCI-DE féminins.

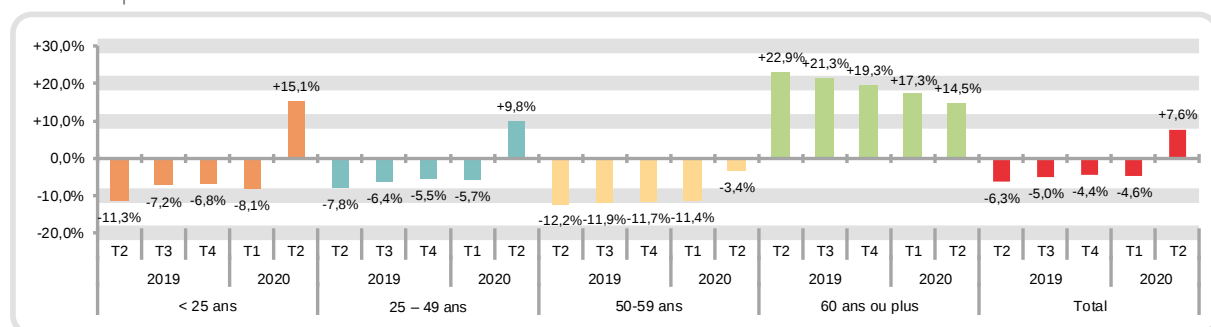
3.2.4

Selon la classe d'âge

Tableau 16
Evolution des CCI-DE par classe d'âge

T2	< 25 ans	25 – 49 ans	50-59 ans	60 ans ou plus	Total	< 25 ans	25 – 49 ans	50-59 ans	60 ans ou plus	Total
2007	61.332	284.715	96.001	3.699	445.747	2019	2019	2020	2009	2019
2008	56.209	256.212	98.366	3.290	414.077	2018	2018	2019	2008	2018
2009	64.622	275.557	106.126	3.047	449.353	2020	2020	2018	2007	2020
2010	63.420	277.018	112.764	3.709	456.911	2017	2017	2007	2010	2017
2011	55.946	262.044	113.415	4.509	435.915	2016	2016	2008	2011	2016
2012	52.746	262.778	112.769	5.453	433.746	2015	2015	2017	2012	2008
2013	57.193	273.905	112.629	7.061	450.788	2014	2008	2009	2013	2015
2014	52.721	270.379	121.675	7.515	452.289	2012	2011	2016	2014	2012
2015	43.020	241.074	120.680	10.442	415.216	2011	2012	2013	2015	2011
2016	37.726	227.917	112.421	14.660	392.724	2008	2014	2010	2016	2007
2017	30.818	212.033	100.997	24.487	368.335	2013	2013	2012	2017	2009
2018	26.292	196.185	88.733	33.270	344.480	2007	2009	2011	2018	2013
2019	23.320	180.817	77.888	40.901	322.926	2010	2010	2015	2019	2014
2020	26.847	198.559	75.259	46.840	347.504	2009	2007	2014	2020	2010
Evol. 2007-2020	-56,2 %	-30,3 %	-21,6 %	+1166,4 %						

Graphique 16
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Les augmentations sur une base annuelle dans les classes d'âge de moins de 50 ans sont en premier lieu la conséquence de la crise du coronavirus qui affecte actuellement le marché de l'emploi. Les CCI-DE < 25 ans augmentent de 15,1% (+3.527 unités) et les CCI-DE de 25 à 49 ans augmentent de 9,8% (+17.742 unités) sur une base annuelle.

Chez les 60 ans et plus, l'évolution est totalement différente.

Le relèvement à 60 ans de l'âge pour bénéficier d'une dispense depuis le 1^{er} janvier 2013 a cessé de faire effet.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, les possibilités de demander une dispense de l'obligation d'inscription comme demandeur d'emploi ont encore été limitées pour les nouveaux entrants de 60 ans et plus. Cela a entraîné des augmentations successives du nombre de CCI-DE de 60 ans ou plus. En 2017, l'âge minimum pour l'obtention de la dispense a été relevé de 61 à 62 ans, de 62 à 63 ans en 2018 et de 63 à 64 ans en 2019. À partir de 2020, il n'est possible de demander la dispense que sur la base d'une expérience professionnelle d'au moins 44 ans, plus sur la base de l'âge. Par rapport au 2^{ème} trimestre 2019, le nombre de CCI-DE âgés de 60 ans et plus a ainsi augmenté de 5.939 unités (+14,5%).

3.2.5

Selon la durée du chômage

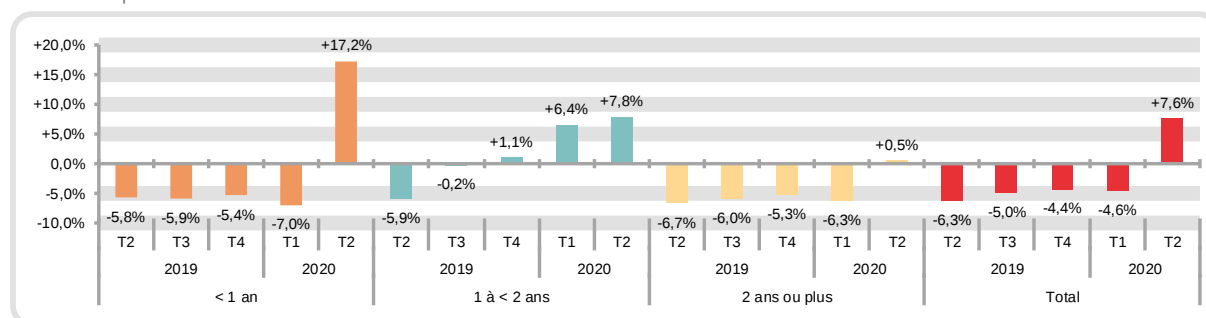
Tableau 17

Evolution des CCI-DE par durée de chômage

T2	< 1 an	1 à < 2 ans	2 ans ou plus	Total	< 1 an	1 à < 2 ans	2 ans ou plus	Total
2007	134.250	72.018	239.479	445.747	2019	2019	2019	2019
2008	133.576	65.076	215.426	414.077	2018	2018	2020	2018
2009	170.691	72.628	206.034	449.353	2017	2020	2018	2020
2010	158.555	90.613	207.743	456.911	2008	2008	2017	2017
2011	149.206	77.571	209.138	435.915	2020	2017	2016	2016
2012	153.511	76.052	204.183	433.746	2007	2016	2015	2008
2013	170.385	79.225	201.178	450.788	2016	2007	2014	2015
2014	166.514	84.626	201.150	452.289	2015	2009	2013	2012
2015	148.404	76.391	190.421	415.216	2011	2012	2012	2011
2016	140.355	70.514	181.855	392.724	2012	2015	2009	2007
2017	126.999	65.893	175.443	368.335	2010	2011	2010	2009
2018	121.167	56.919	166.394	344.480	2014	2013	2011	2013
2019	114.173	53.571	155.183	322.926	2013	2014	2008	2014
2020	133.797	57.758	155.949	347.504	2009	2010	2007	2010
Evol. 2007-2020	-0,3%	-19,8%	-34,9%	-22,0%				

Graphique 17

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Le nombre de chômeurs de longue durée CCI-DE (2 ans ou plus) a diminué de 34,9% depuis le niveau d'avant la crise de 2007. Cette baisse est en partie due à l'impact conjugué du plan d'accompagnement et de suivi, des mesures d'activation et du régime des titres-services, ainsi que (plus récemment) de la limitation du droit aux allocations d'insertion.

L'évolution, depuis 2014, du nombre de chômeurs dont la durée de chômage est inférieure à 1 an montre clairement l'influence de l'amélioration de la conjoncture économique et de la baisse du nombre d'entrants dans le régime des allocations d'insertion (à la suite de la modification des conditions d'accès et du suivi plus strict des jeunes en stage d'insertion). Ces évolutions conjoncturelles favorables ont maintenant pris fin.

Au T2 2020, on note, en moyenne, 133.797 paiements par mois pour les CCI-DE dont la durée de chômage est inférieure à 1 an (+17,2% par rapport à T2 2019). Il s'agit de la première augmentation depuis T2 2013.

Le nombre de chômeurs dont la durée de chômage est comprise entre 1 et 2 ans augmente par rapport à T2 2019 (+7,8%).

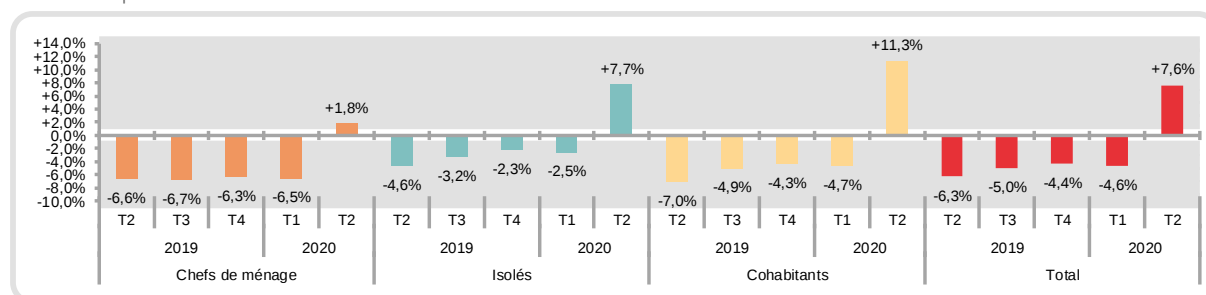
3.2.6

Selon la catégorie familiale

Tableau 18
Evolution des CCI-DE par catégorie familiale

T2	Chefs de ménage	Isolés	Cohabitants	Total	Chefs de ménage	Isolés	Cohabitants	Total
2007	156.841	105.518	183.253	445.747	2019	2019	2019	2019
2008	143.361	100.096	170.511	414.077	2020	2018	2018	2018
2009	147.072	108.437	193.677	449.353	2018	2020	2020	2020
2010	145.942	112.617	198.217	456.911	2017	2017	2017	2017
2011	140.040	108.634	187.235	435.915	2016	2016	2008	2016
2012	135.594	108.697	189.455	433.746	2015	2008	2016	2008
2013	134.632	110.937	205.108	450.788	2014	2015	2007	2015
2014	131.401	110.555	210.330	452.289	2013	2007	2011	2012
2015	118.833	102.673	193.700	415.216	2012	2009	2012	2011
2016	113.634	98.064	181.004	392.724	2011	2011	2009	2007
2017	107.621	93.619	167.095	368.335	2008	2012	2015	2009
2018	100.124	89.592	154.764	344.480	2010	2014	2010	2013
2019	93.551	85.503	143.872	322.926	2009	2013	2013	2014
2020	95.241	92.083	160.180	347.504	2007	2010	2014	2010
Evol. 2007-2020	-39,3%	-12,7%	-12,6%	-22,0%				

Graphique 18
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



N. B. : Le total peut également englober un nombre restreint de CCI-DE appartenant à une autre catégorie familiale que les trois catégories les plus habituelles reprises ci-dessus.

En 2014, on enregistre une hausse assez forte du nombre de chômeurs cohabitants, en particulier à la suite de contrôles plus efficaces sur le plan de la situation familiale et de la convergence des régimes d'indemnisation au sein des différentes catégories familiales.³

Entre le T2 2007 et le T2 2020, le nombre de CCI-DE cohabitants a baissé de 12,6%, et le nombre d'isolés de 12,7%, alors que pour les chefs de famille, la baisse s'est élevée à 39,3%.

Sur une base annuelle, l'augmentation est la plus importante parmi les chômeurs cohabitants (+11,3%), suivis par les isolés (+7,7%). Chez les chefs de famille, l'augmentation est seulement de 1,8%.

³ Voir l'étude « Evolution récente de la répartition des chômeurs selon la catégorie familiale » - Juillet 2015

3.3

Evolution des chômeurs complets indemnisés non-demandeurs d'emploi (CCI-NDE)

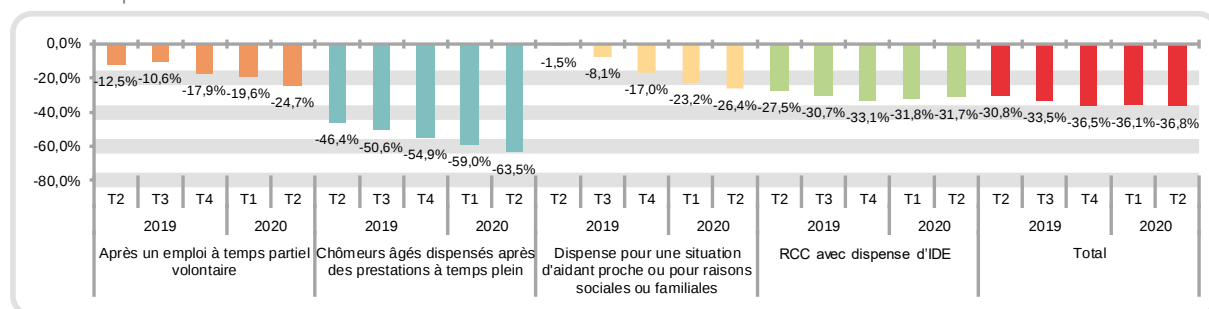
Tableau 19

Evolution des CCI-NDE selon le régime

T2	Après un emploi à temps partiel volontaire	Chômeurs âgés dispensés après des prestations à temps plein	Dispense pour une situation d'aidant proche ou pour raisons sociales ou familiales	RCC avec dispense d'IDE	Total	Après un emploi à temps partiel volontaire	Chômeurs âgés dispensés après des prestations à temps plein	Dispense pour une situation d'aidant proche ou pour raisons sociales ou familiales	RCC avec dispense d'IDE	Total
2007	9.187	108.729	10.834	113.450	242.200	2020	2020	2020	2020	2020
2008	8.913	101.582	11.195	113.949	235.639	2019	2019	2016	2019	2019
2009	8.706	95.074	10.824	114.929	229.533	2018	2018	2017	2018	2018
2010	8.683	89.455	10.004	117.699	225.841	2017	2017	2019	2017	2017
2011	8.299	83.392	9.096	115.804	216.591	2016	2016	2018	2016	2016
2012	7.982	77.073	8.470	111.249	204.774	2015	2015	2015	2015	2015
2013	7.696	72.253	7.747	107.392	195.088	2014	2014	2014	2014	2014
2014	6.932	59.696	7.076	103.015	176.718	2013	2013	2013	2013	2013
2015	5.997	49.814	2.131	97.054	154.997	2012	2012	2012	2012	2012
2016	5.301	44.231	740	89.443	139.714	2011	2011	2011	2007	2011
2017	4.682	32.446	764	78.110	116.002	2010	2010	2010	2008	2010
2018	4.031	20.734	824	67.242	92.830	2009	2009	2009	2009	2009
2019	3.529	11.114	812	48.771	64.226	2008	2008	2007	2011	2008
2020	2.656	4.051	598	33.315	40.620	2007	2007	2008	2010	2007
Evol. 2007-2020	-71,1%	-96,3%	-94,5%	-70,6%	-83,2%					

Graphique 19

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



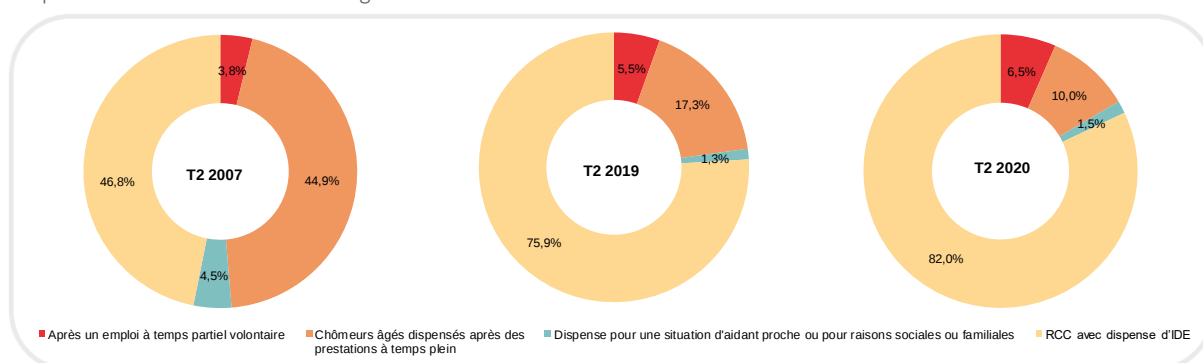
Le nombre de CCI-NDE diminue de manière continue à partir de 2002.

Le nombre de chômeurs âgés dispensés après des prestations de travail à temps plein diminue au cours de l'ensemble de la période considérée, et ce consécutivement aux relèvements successifs des conditions d'âge et/ou de passé professionnel. Au T2 2020, leur niveau est de 96,3% inférieur à celui enregistré au T2 2007.

Seul le nombre de chômeurs dispensés pour raisons sociales ou familiales ou d'aidants proches enregistre, lors des derniers trimestres, parfois encore des augmentations sur une base annuelle. Depuis que cette dispense a été limitée aux aidants proches⁴ à dater du 1^{er} janvier 2015, leur nombre a toutefois tellement baissé (on n'en compte plus que 598 unités) que ces variations toujours plus minimales n'ont que peu d'impact.

⁴ La dispense pour raisons sociales et familiales a été remplacée par la dispense en qualité d'aidant proche. Les dispenses en cours pour raisons sociales et familiales pouvaient être maintenues durant 1 an maximum.

Graphique 20
Proportion des CCI-NDE selon le régime



La catégorie des CCI-NDE se compose en grande partie de chômeurs âgés dispensés après des prestations de travail à temps plein et de chômeurs en RCC dispensés de l'inscription comme demandeur d'emploi. Les deux groupes restants (les CCI-NDE après un emploi à temps partiel volontaire et les CCI-NDE dispensés pour raisons sociales ou familiales ou les aidants proches) ne constituent à eux deux, au T2 2020, que 8,0% du nombre total de CCI-NDE. En raison de la forte diminution du nombre de chômeurs âgés dispensés, les chômeurs en RCC dispensés d'IDE représentent 4/5 des CCI-NDE (82,0% au T2 2020). Leur nombre diminue toutefois aussi considérablement à la suite des restrictions successives apportées à ce régime de chômage avec complément d'entreprise (RCC), notamment le relèvement des conditions d'âge ou de carrière. D'autre part, comme pour les chômeurs âgés dispensés, l'évolution est aussi influencée par la sortie vers le régime de pension des chômeurs appartenant à la génération du « baby-boom ».

Enfin, depuis le 1^{er} janvier 2019, les chômeurs avec complément d'entreprise (RCC) peuvent également opter pour le régime de pension anticipée avant 65 ans (10.896 personnes ont depuis lors utilisé cette possibilité (2019: 8.417 et T1 et T2 2020: 2.479)).

3.4

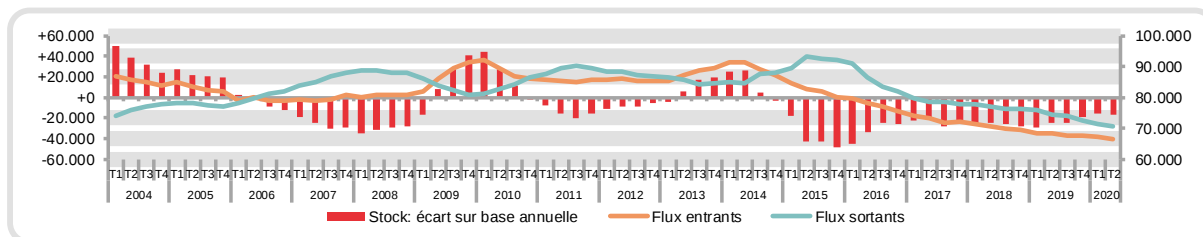
Thèmes spécifiques relatifs au chômage

3.4.1

Evolution dynamique des CCI-DE

Graphique 21

La variation sur une base annuelle des CCI-DE comparée au flux entrant et au flux sortant



NB : Le graphique illustre la variation sur une base annuelle du nombre de personnes différentes au sein du groupe des CCI-DE, dans les mois de référence.

Le graphique 21 compare la variation du nombre de personnes différentes au sein du groupe des CCI-DE avec l'évolution des flux entrants et sortants (moyennes annuelles flottantes) au cours de la période 2004-2020. Un flux entrant est comptabilisé en tant que tel si un CCI-DE a perçu un paiement au cours de l'un des trois mois d'introduction que compte un trimestre, mais qu'il n'a perçu aucun paiement au cours du trimestre qui précède. À l'inverse, un flux sortant est comptabilisé si un CCI-DE n'a perçu aucun paiement au cours de l'un des trois mois d'introduction que compte un trimestre, mais qu'il a bien perçu au moins un paiement au cours du trimestre qui précède. Dès lors, le stock d'un trimestre équivaut à la somme des personnes qui restent dans le régime et des entrants et il correspond donc aux CCI-DE qui ont perçu une allocation durant ce trimestre.

Les flux entrant et sortant évoluent dans le sillage de la conjoncture économique; de ce fait, un flux entrant plus élevé s'accompagne généralement d'un flux sortant plus faible, et inversement. Après une période de flux sortant relativement élevé et de flux entrant relativement faible au cours de la période 2005-2008, nous constatons de quelle manière le flux entrant a augmenté durant la crise économique financière jusqu'à culminer en 2009 alors que dans le même temps, le flux sortant, lui, a diminué. En 2010, le flux entrant et le flux sortant se sont rapprochés. À partir du troisième trimestre de 2014, le flux entrant est devenu inférieur au flux sortant qui a connu un pic début 2015. Ceci s'explique en grande partie par le premier – et immédiatement aussi le plus grand – flux sortant de CCI-DE qui sont arrivés à la fin de leur droit aux allocations d'insertion en janvier 2015. Depuis ce pic, tant le flux entrant que le flux sortant se caractérisent par une baisse constante.

Tableau 20
Evolution des flux dynamiques des CCI-DE

T2	Restants	Entrants	Stock	Sortants	Stock en T-1	Restants	Entrants	Sortants
2007	440.031	80.815	520.846	79.708	519.739	84,5%	15,5%	15,3%
2008	405.009	83.985	488.994	79.542	484.551	82,8%	17,2%	16,4%
2009	397.498	99.706	497.204	70.878	468.376	79,9%	20,1%	15,1%
2010	436.106	88.697	524.803	76.210	512.316	83,1%	16,9%	14,9%
2011	421.981	87.342	509.323	82.662	504.643	82,9%	17,1%	16,4%
2012	411.215	88.758	499.973	82.257	493.472	82,2%	17,8%	16,7%
2013	410.141	95.720	505.861	79.404	489.545	81,1%	18,9%	16,2%
2014	436.840	95.839	532.679	78.456	515.296	82,0%	18,0%	15,2%
2015	403.171	87.272	490.443	93.715	496.886	82,2%	17,8%	18,9%
2016	375.438	81.090	456.528	76.219	451.657	82,2%	17,8%	16,9%
2017	357.481	78.303	435.784	72.326	429.807	82,0%	18,0%	16,8%
2018	334.557	76.013	410.570	69.670	404.227	81,5%	18,5%	17,2%
2019	310.707	74.944	385.651	64.696	375.403	80,6%	19,4%	17,2%
2020	297.266	71.852	369.118	62.410	359.676	80,5%	19,5%	17,4%
Evol. 2007-2020	-32,4%	-11,1%	-29,1%	-21,7%	-30,8%			

Tableau 21
Rapport récent entre stock, personnes qui restent dans le régime, flux entrant et flux sortant

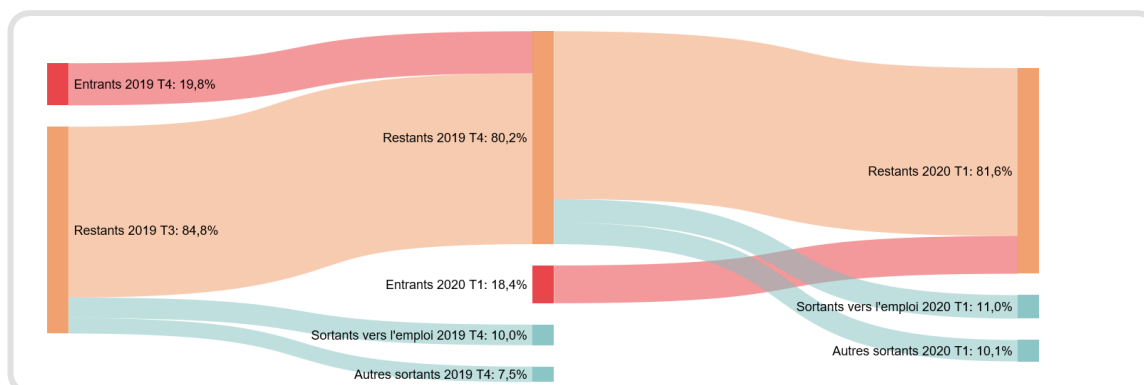
		Restants	Entrants	Stock	Sortants	Stock en T-1	Restants	Entrants	Sortants
2019	T1	308.390	67.013	375.403	83.193	391.583	82,1%	17,9%	21,2%
	T2	310.707	74.944	385.651	64.696	375.403	80,6%	19,4%	17,2%
	T3	306.761	54.928	361.689	78.890	385.651	84,8%	15,2%	20,5%
	T4	298.644	73.687	372.331	63.045	361.689	80,2%	19,8%	17,4%
	Année	306.126	67.643	373.769	72.456	378.582	81,9%	18,1%	19,1%
2020	T1	293.669	66.007	359.676	78.662	372.331	81,6%	18,4%	21,1%
	T2	297.266	71.852	369.118	62.410	359.676	80,5%	19,5%	17,4%

Le tTableau 20 donne un meilleur aperçu des rapports mutuels entre flux entrant, flux sortant, stock et personnes qui restent dans le régime. Le flux entrant, le flux sortant, le stock ont déjà été définis ci-dessus. Une personne qui reste dans le régime durant un trimestre déterminé est un CCI-DE qui a perçu une allocation tant dans le trimestre en question que dans le précédent. Le rapport dynamique entre ces trois populations est visualisable dans le gGraphique 22.

Les rapports entre les différentes catégories sont restés relativement stables en 2019 et en 2020. Le stock se compose, en moyenne, d'un peu plus de 80% de personnes qui restent dans le régime et d'un peu moins de 20% d'entrants. Le pourcentage de sortants varie aussi autour des 20%. Bien que les pourcentages varient légèrement, nous constatons en général, durant les trimestres précédents, des pourcentages de sortie quelque peu supérieurs aux pourcentages d'entrée.

Graphique 22

Rapports entre entrants, sortants et personnes qui restent dans le régime et détermination de la direction de sortie



Les chiffres relatifs à la sortie vers l'emploi nous permettent de mieux comprendre la dynamique qui sous-tend les évolutions en matière de chômage. La sortie totale ne donne, toutefois, aucune information sur les aspects qualitatifs de la sortie. C'est pourquoi, il est intéressant d'examiner dans quelle position socio-économique, les chômeurs se trouvent après leur sortie. Pour déterminer les positions socio-économiques, on utilise la procédure Dopfluxbis, une procédure standardisée au sein des bases de données de l'ONEM, pour suivre la position socio-économique des personnes sortantes. Pour les personnes sortantes (qui sont déterminées sur la base des données de paiement du mois d'introduction), nous examinons le mois de référence suivant qui correspond à ce paiement. Pour ce faire, on examine s'il existe un avis de décès, une mise à la pension, une occupation ou une maladie dans la période qui commence le mois précédant le flux sortant jusqu'à et y compris le mois qui suit le flux sortant.

Le gGraphique 22Graphique 22 montre, une fois encore, les rapports mutuels entre les différentes catégories durant les 2 derniers trimestres de 2019 et le premier trimestre de 2020, mais y ajoute de l'information relative à la direction de sortie. Il nous apprend que la direction de sortie la plus importante est celle de la sortie vers le travail : plus de la moitié des personnes qui sont sorties dans les trimestres précédents, ont trouvé du travail.

3.4.2

Evolution des demandeurs d'emploi inoccupés non indemnisés (DE-INI)

En plus des demandeurs d'emploi bénéficiaires d'une allocation de chômage ou d'insertion, il y a aussi des demandeurs d'emploi inoccupés qui ne sont pas indemnisés dans le cadre de l'assurance-chômage.⁵ Le tableau 22 contient des données relatives à ces demandeurs d'emploi inoccupés non indemnisés (DE-INI). Ces données sont récoltées par les services régionaux de l'emploi et rassemblées par l'ONEM.

⁵ Les demandeurs d'emploi occupés ne sont pas pris en considération ici.

Tableau 22

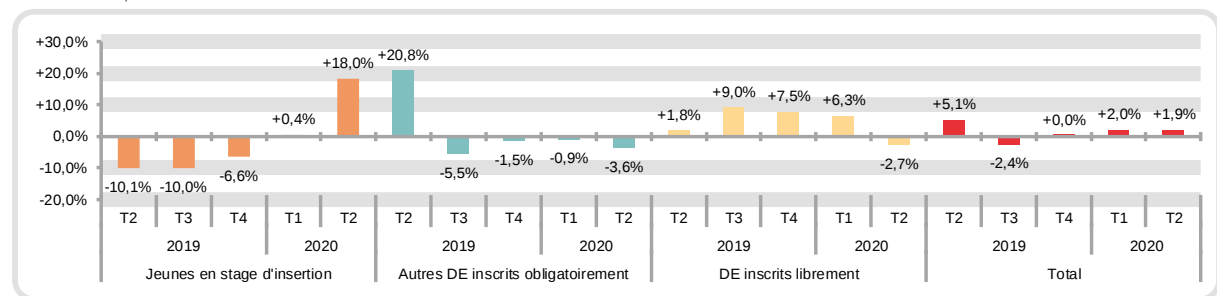
Evolution sur 13 ans des DE-INI⁶ (demandeurs d'emploi inoccupés non indemnisés) selon le type d'inscription

T2	Jeunes en stage d'insertion	Autres DE inscrits obliga-toirement	DE inscrits librement	Total	Jeunes en stage d'insertion	Autres DE inscrits obliga-toirement	DE inscrits librement	Total
2007	26.807	31.016	33.421	91.244	2008	2007	2007	2007
2008	25.666	32.697	34.049	92.411	2007	2009	2008	2008
2009	28.901	31.219	41.049	101.170	2011	2008	2009	2009
2010	29.648	34.397	45.945	109.989	2009	2010	2010	2010
2011	27.920	36.212	48.323	112.454	2010	2011	2011	2011
2012	36.474	36.810	50.275	123.560	2015	2012	2012	2012
2013	37.394	38.035	55.675	131.103	2012	2013	2020	2013
2014	36.725	40.930	59.638	137.292	2019	2014	2018	2014
2015	36.474	48.493	66.973	151.940	2014	2016	2013	2018
2016	38.616	47.256	69.052	154.924	2013	2015	2019	2015
2017	39.742	56.651	60.239	156.632	2016	2018	2014	2019
2018	40.655	50.782	55.463	146.900	2017	2017	2017	2016
2019	36.557	61.352	56.457	154.367	2018	2020	2015	2017
2020	43.153	59.150	54.949	157.252	2020	2019	2016	2020
Evol. 2007-2020	+61,0%	+90,7%	+64,4%	+72,3%				

Source : services régionaux de l'emploi et calculs ONEM

Graphique 23

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Source : services régionaux de l'emploi et calculs ONEM

⁶ Les données comportent une rupture de série. Le 1^{er} juillet 2017, l'inscription des demandeurs d'emploi inscrits obligatoirement à la demande des CPAS, qui jusque-là était limitée à 3 mois, a été réalisée à durée indéterminée et ce, conformément à la disposition relative à cette matière reprise dans la convention-cadre conclue entre la Région wallonne, la Fédération des CPAS et le Forem. Afin d'éviter une augmentation artificielle du nombre de demandeurs d'emploi, le Forem était tenu de se doter et d'implémenter dans ses bases de données les flux d'information relatifs aux fins de bénéfice du RIS ou de l'aide sociale équivalente. Dans l'attente de la mise en œuvre du flux d'information précité, les demandeurs d'emploi s'inscrivant ou se réinscrivant à partir du 1^{er} juillet 2017 ont été versés dans une catégorie transitoire n'impactant pas le niveau de la demande d'emploi. Le flux, dont il est question ci-dessus, a été implémenté au cours du mois de juillet 2018, les demandeurs d'emploi repris dans la catégorie transitoire ont ainsi été réintégrés dans la catégorie des demandeurs d'emploi inscrits à la demande des CPAS avec comme conséquence, une augmentation d'environ 15.000 personnes reprises dans cette catégorie

Le groupe des DE-INI se compose de jeunes en stage d'insertion professionnelle, de demandeurs d'emploi inscrits de manière obligatoire et de demandeurs d'emploi inscrits volontairement. Parmi les inscrits obligatoirement figurent les chômeurs sanctionnés, les demandeurs d'emploi à charge des CPAS et les demandeurs d'emploi reconnus comme personnes handicapées par le SPF Sécurité sociale. Parmi les demandeurs d'emploi inscrits librement, on retrouve bon nombre de demandeurs d'emploi inoccupés de nationalité étrangère qui s'inscrivent pour accéder au marché de l'emploi belge mais qui n'ont pas (encore) droit aux allocations de chômage.

Au cours du 2^{ème} trimestre 2020, le nombre total de DE-INI sur une base annuelle s'élève à 157.252 personnes, soit une augmentation de 1,9% par rapport à T2 2019. Les trimestres précédents ont montré à la fois des augmentations et des diminutions sur une base annuelle. Cette évolution atypique résulte principalement de la baisse observée en T3 2019 et T4 2019 pour les demandeurs d'emploi inscrits obligatoirement (respectivement - 5,5% et - 1,5%), alors qu'au cours des trimestres précédents, ce groupe avait encore augmenté dans des proportions variant jusqu'à 20,8%. Les demandeurs d'emploi inscrits volontairement ont enregistré en T2 2020 une diminution de 2,7% sur une base annuelle, tandis que le groupe des jeunes en stage d'insertion professionnelle a fortement augmenté pour la première fois (+18,0%) après de fortes baisses au cours des trimestres précédents.

Comme expliqué ci-avant, voir note 11 page précédente, il y a également une rupture de série récente et importante dans la catégorie des demandeurs d'emploi inscrits obligatoirement en Région wallonne. Depuis quelques années, nous constatons une rupture de série entre les catégories « DE inscrits obligatoirement » et « DE inscrits de manière volontaire », et ce en raison de glissements techniques opérés par les services régionaux de l'emploi. D'autre part, l'évolution de la réglementation en matière de chômage touche également ces groupes. La limitation du droit aux allocations d'insertion a entraîné une forte hausse du nombre de DE inscrits obligatoirement. Une partie des chômeurs pour qui le droit aux allocations d'insertion a pris fin, sont repris dans les demandeurs d'emploi inscrits de manière obligatoire, étant donné qu'ils perçoivent un revenu d'intégration du CPAS. D'autres ont décidé de rester inscrits comme demandeurs d'emploi volontaires.

4

Travailleurs à temps partiel

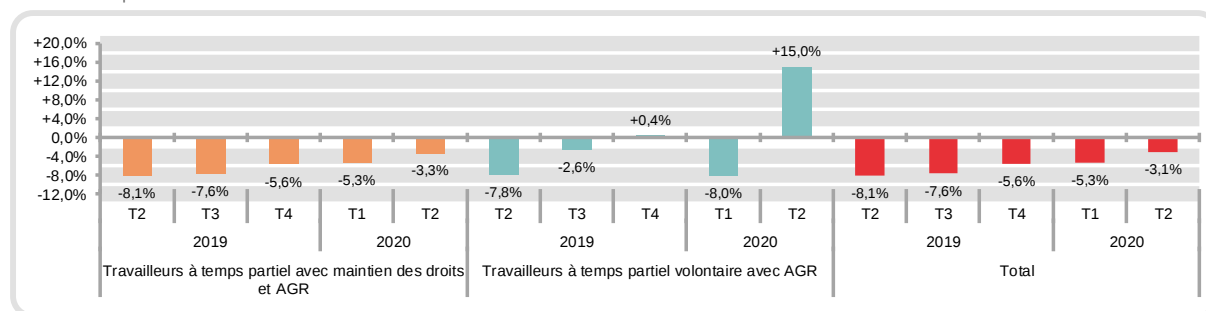
4.1 Selon le régime

Tableau 23
Evolution des travailleurs à temps partiel selon le régime

T2	Travailleurs à temps partiel avec maintien des droits et AGR	Travailleurs à temps partiel volontaire avec AGR	Total		Total
2007	49.777		49.777	1	2020
2008	48.648		48.648	2	2019
2009	51.753		51.753	3	2018
2010	54.474		54.474	4	2017
2011	53.122		53.122	5	2016
2012	54.089		54.089	6	2015
2013	53.964		53.964	7	2008
2014	52.330	427	52.757	8	2007
2015	46.559	417	46.976	9	2009
2016	41.189	389	41.578	10	2014
2017	38.365	399	38.763	11	2011
2018	36.738	432	37.170	12	2013
2019	33.771	398	34.169	13	2012
2020	32.663	458	33.121	14	2010
Evol. 2007-2020	-34,4%	-	-33,5%		

Graphique 24

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Au T2 2020, en moyenne par mois, 33.121 travailleurs à temps partiel ont été comptabilisés, c'est 1.048 ou 3,1% de moins qu'au T2 2019. Depuis 2007, aucun second trimestre n'a enregistré moins de travailleurs à temps partiel que le T2 2020.

Seule une petite minorité des paiements (1%) est versée à des travailleurs à temps partiel volontaire bénéficiant d'une AGR. Pour ce sous-groupe, le nombre de paiements augmente, sur une base annuelle, de 15,0%.

Le nombre de travailleurs à temps partiel avec maintien des droits et AGR diminue, sur une base annuelle, de 3,3%. Cette tendance s'explique par un certain nombre de modifications réglementaires introduites en 2015 portant sur le mode de calcul et les conditions d'octroi de l'AGR. La diminution du nombre de CCI observée précédemment a également joué un rôle, ce qui engendre une diminution de l'effectif des chômeurs susceptibles d'entrer dans le régime.

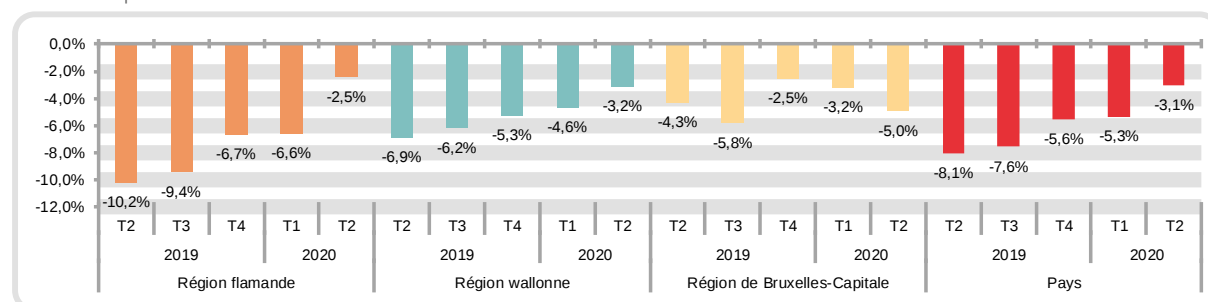
4.2

Par région

Tableau 24
Evolution des travailleurs à temps partiel selon la région

T2	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	26.143	18.532	5.102	49.777	1	2020	2020	2020	2020
2008	24.679	18.879	5.090	48.648	2	2019	2019	2019	2019
2009	25.891	20.487	5.375	51.753	3	2018	2018	2018	2018
2010	27.086	21.776	5.613	54.474	4	2017	2017	2017	2017
2011	25.907	21.630	5.585	53.122	5	2016	2016	2016	2016
2012	26.149	22.479	5.462	54.089	6	2015	2007	2008	2015
2013	25.794	22.373	5.797	53.964	7	2008	2008	2007	2008
2014	25.517	21.684	5.556	52.757	8	2014	2015	2015	2007
2015	22.600	19.090	5.286	46.976	9	2013	2009	2009	2009
2016	19.569	17.336	4.673	41.578	10	2009	2011	2012	2014
2017	17.567	16.880	4.317	38.763	11	2011	2014	2014	2011
2018	16.465	16.643	4.062	37.170	12	2007	2010	2011	2013
2019	14.787	15.496	3.886	34.169	13	2012	2013	2010	2012
2020	14.422	15.007	3.693	33.121	14	2010	2012	2013	2010
Evol. 2007-2020	-44,8%	-19,0%	-27,6%	-33,5%					

Graphique 25
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Depuis T2 2007, le nombre de travailleurs à temps partiel en Région flamande, dans la Région de Bruxelles-Capitale et en Région wallonne a diminué respectivement de 44,8%, de 27,6% et de 19,0%.

Sur une base annuelle, nous constatons des diminutions dans toutes les régions : -2,5% en Région flamande, -3,2% en Région wallonne et -5,0% en Région de Bruxelles-Capitale.

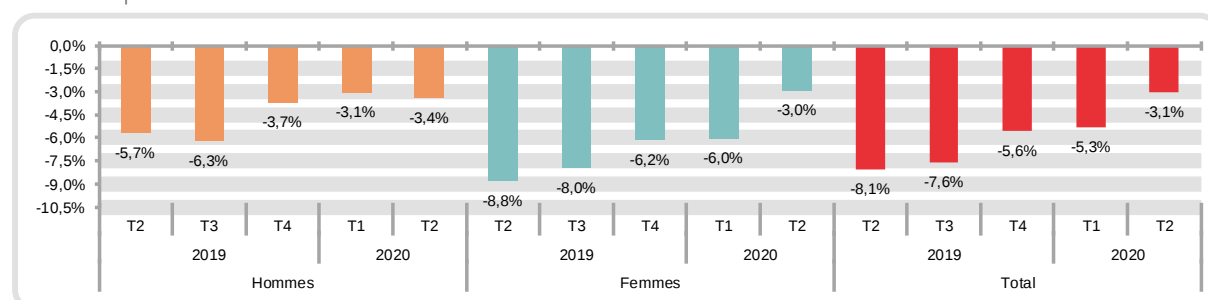
4.3

Selon le sexe

Tableau 25
Evolution des travailleurs à temps partiel selon le sexe

T2	Hommes	Femmes	Total		Hommes	Femmes	Total
2007	10.391	39.386	49.777	1	2020	2020	2020
2008	9.998	38.650	48.648	2	2019	2019	2019
2009	10.638	41.115	51.753	3	2018	2018	2018
2010	11.517	42.957	54.474	4	2017	2017	2017
2011	11.252	41.870	53.122	5	2016	2016	2016
2012	11.484	42.605	54.089	6	2008	2015	2015
2013	11.760	42.205	53.964	7	2007	2008	2008
2014	11.683	41.074	52.757	8	2009	2007	2007
2015	10.980	35.996	46.976	9	2015	2014	2009
2016	9.861	31.717	41.578	10	2011	2009	2014
2017	9.214	29.549	38.763	11	2012	2011	2011
2018	8.865	28.305	37.170	12	2010	2013	2013
2019	8.358	25.812	34.169	13	2014	2012	2012
2020	8.072	25.049	33.121	14	2013	2010	2010
Evol. 2007-2020	-22,3%	-36,4%	-33,5%				

Graphique 26
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Depuis T2 2007, le nombre de travailleuses à temps partiel a diminué de 36,4% contre 22,3% pour les travailleurs à temps partiel. Cette différence d'évolution peut s'expliquer en partie par le fait qu'il y ait davantage de femmes que d'hommes qui ont perdu le droit aux allocations d'insertion.

Sur une base annuelle, on enregistre des diminutions de 3,4% chez les hommes et de 3,0% chez les femmes.

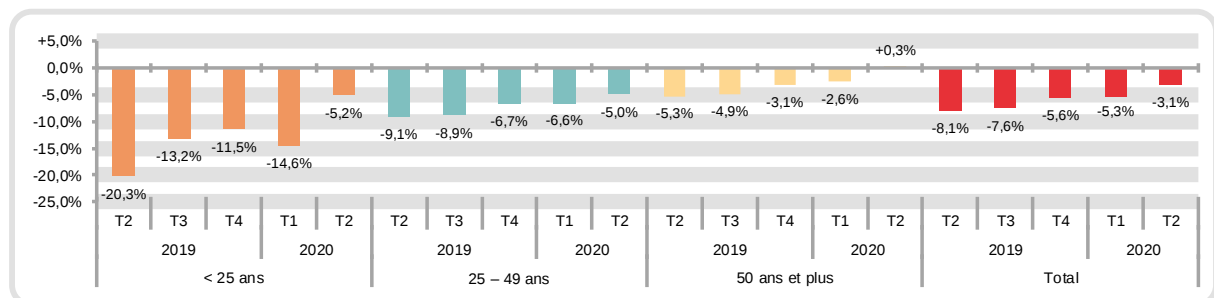
4.4

Selon la classe d'âge

Tableau 26
Evolution des travailleurs à temps partiel selon la classe d'âge

T2	< 25 ans	25 – 49 ans	50 ans et plus	Total		< 25 ans	25 – 49 ans	50 ans et plus	Total
2007	2.161	39.338	8.277	49.777	1	2020	2020	2007	2020
2008	1.990	37.718	8.940	48.648	2	2019	2019	2008	2019
2009	2.433	39.002	10.319	51.753	3	2018	2018	2009	2018
2010	2.644	40.287	11.543	54.474	4	2017	2017	2010	2017
2011	2.444	38.550	12.128	53.122	5	2016	2016	2011	2016
2012	2.439	38.376	13.273	54.089	6	2015	2015	2019	2015
2013	2.485	37.457	14.022	53.964	7	2008	2014	2020	2008
2014	2.515	35.627	14.614	52.757	8	2007	2013	2017	2007
2015	1.926	30.968	14.083	46.976	9	2009	2008	2018	2009
2016	1.444	26.828	13.306	41.578	10	2012	2012	2012	2014
2017	1.349	24.475	12.939	38.763	11	2011	2011	2016	2011
2018	1.104	22.914	13.152	37.170	12	2013	2009	2013	2013
2019	880	20.832	12.458	34.169	13	2014	2007	2015	2012
2020	834	19.789	12.498	33.121	14	2010	2010	2014	2010
Evol. 2007-2020	-61,4%	-49,7%	+51,0%	-33,5%					

Graphique 27
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Sur une base annuelle, les classes d'âge jusque 49 ans connaissent une diminution. La population des travailleurs à temps partiel de moins de 25 ans subit une diminution de 5,2% et pour celle de 25 à 49 ans la diminution est de 5,0%. Pour les 50 ans et plus, nous constatons une très légère augmentation de 0,3%.

Ces tendances s'expliquent probablement par les modifications réglementaires relatives à la fin du droit aux allocations d'insertion (ce qui engendre une diminution de l'effectif des chômeurs susceptibles d'entrer dans le régime).

Mesures pour l'emploi et la formation

5.1

Introduction : conséquences de la sixième réforme de l'État

Dans le cadre de la sixième réforme de l'État, le 1^{er} juillet 2014, différentes compétences relatives aux mesures pour l'emploi et la formation ont été transférées, sur le plan juridique, de l'ONEM au niveau régional. L'ONEM conserve toutefois certaines compétences relatives à l'exécution des paiements ainsi qu'à certains cadres réglementaires qui sont maintenus au niveau fédéral. En vertu du principe de continuité, l'ONEM reste toutefois en charge de la gestion journalière, et ce jusqu'au moment où les services régionaux seront en mesure de la reprendre de manière opérationnelle. Ces transferts n'ont toutefois pas eu lieu au même moment ni au même rythme pour chaque région, mais en fonction de la matière transférée et de la région. Les statistiques de l'ONEM ne traitent que des paiements dont la responsabilité opérationnelle incombe à l'ONEM. En cas de transfert, les statistiques relatives à ces mesures sont dès lors aussi souvent sur le point de disparaître.

Le transfert des primes et compléments (allocation de formation, allocation de stage [y compris le stage de transition], allocation d'établissement, complément de reprise du travail [salarié, indépendant et coopération d'activités], prime du dernier mois de formation professionnelle, complément de garde d'enfants, complément de formation ALE, prime de passage et complément de mobilité) comprend la compétence en matière de réglementation, d'attestation et de paiement. Le premier transfert opérationnel a eu lieu en mai 2016 (transfert de la prime du dernier mois de formation professionnelle à la Région flamande).

Pour la majorité des transferts opérationnels déjà effectués, les régimes ont été supprimés afin d'en intégrer les objectifs dans d'autres régimes ou stratégies. L'allocation de stage dans la Région de Bruxelles-Capitale remplacée par un nouveau régime appelé 'Stage First' après le transfert au 1er janvier 2017, constitue une exception. Également lors du transfert à la Région flamande du complément de reprise du travail le 15 mars 2018 et de l'allocation de formation et de stage le 1er septembre 2018, différentes mesures de remplacement ont été prévues, mais l'ONEM n'est désormais plus impliqué dans ces matières.

Nota bene: l'allocation d'établissement n'existe déjà plus de facto depuis le transfert, sachant qu'un accompagnement par le Fonds de participation est nécessaire et que ce Fonds n'existe plus.

Les bonus (de stage et de démarrage) ont été transférés sans grandes modifications au niveau régional. Le transfert comprend la compétence en matière de réglementation, d'attestation et de paiement. Pour ces matières, le transfert a eu lieu au même moment dans tous les services régionaux, à savoir le 1er janvier 2016. Étant donné que, depuis le transfert, les services régionaux font office d'opérateurs pour les paiements, ces mesures sont en passe de disparaître des statistiques de l'ONEM.

Pour ce qui concerne les mesures d'activation (programme de transition professionnelle, SINE et Activa), le transfert porte sur l'attestation et certains aspects de la réglementation. SINE est la seule mesure pour laquelle il n'y a pas eu de transfert jusqu'à ce jour sauf pour la Communauté germanophone, où la mesure est abrogée, à partir du 01.01.2019.

La seule mesure Activa qui avait été maintenue initialement au niveau fédéral, est la mesure Activa APS. Bien que l'ONEM en ait conservé la responsabilité opérationnelle, ce régime a été transféré sur le plan budgétaire au SPF Intérieur. Ce dernier a prévu à partir du 1^{er} janvier 2018, un nouveau régime fédéral qui a remplacé Activa APS. Dans le cadre de ce nouveau régime, les communes ayant un plan de sécurité et de prévention reçoivent une subvention. Les communes versent elles-mêmes la totalité du salaire des agents de prévention et de sécurité. Afin de pouvoir réaliser la suppression de l'ancien régime Activa APS, il a quand même été transféré aux régions qui l'ont supprimé sans mesures transitoires. Seule la Région flamande a choisi de conserver la mesure Activa APS pour laquelle l'ONEM intervient en tant qu'opérateur. Par conséquent, ce régime est aussi, en principe, en extinction.

Sur le plan des mesures Activa qui ont déjà été transférées de manière opérationnelle à la Région flamande, à la Région wallonne et à la Région de Bruxelles-Capitale, on constate un choix de gestion différent selon les services régionaux. La Région flamande a choisi de supprimer partiellement ces mesures à partir du 1^{er} juillet 2016 et de les supprimer totalement à partir du 1^{er} janvier 2017, et de les intégrer dans d'autres régimes ou stratégies, entre autres ceux basés sur les réductions de cotisations ONSS. Cette statistique est dès lors en passe de disparaître. Dans un premier temps, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale ont, quant à elles, continué à appliquer la réglementation fédérale sans aucune modification à l'issue du transfert opérationnel (respectivement le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet 2016). Depuis le 1^{er} juillet 2017, une fois le transfert réglementaire effectué, la Région wallonne a cependant remplacé Activa par un nouveau régime dénommé 'Plans Impulsion'. Dans le cadre de ce nouveau plan, l'ONEM conserve aussi sa responsabilité opérationnelle en matière de paiements. Dès lors, les mesures en question continuent de figurer dans les statistiques de l'ONEM. À partir du 1^{er} octobre 2017, la Région de Bruxelles-Capitale a opté pour la suppression d'Activa Start, et Activa est transformé dans le nouveau régime "Activa Brussels".

Au cours des années 2016 et 2017, les programmes de transition professionnelle ont été repris et supprimés dans toutes les régions, à l'exception de la Région de Bruxelles-Capitale. Ces statistiques sont donc également en passe de disparaître.

Enfin, dans le cadre de la Sixième Réforme de l'Etat, la compétence pour l'octroi de ces dispenses, ainsi que pour certains aspects de la réglementation en matière de dispenses, a été transférée aux services régionaux. Etant donné que les personnes bénéficiant des dispenses en question perçoivent des paiements dans le cadre de l'allocation de chômage, ces mesures continuent de faire partie des statistiques de l'ONEM.

Les régimes de dispenses pour suivre des études, des formations et des stages ont été transférés sans subir, à ce jour, de profonds remaniements. Il est vrai qu'en Région flamande, la réglementation en matière de dispenses a connu quelques aménagements, mais les dispositions existantes au niveau fédéral en sont souvent restées le point de départ.

Bien que cette matière n'ait pas été transférée, il est utile d'indiquer dans ce contexte que la dispense ALE aussi a connu une réforme importante depuis le 1^{er} janvier 2016. À partir de cette date, elle a été limitée aux dispenses ALE visées à l'article 79, §4bis, 2^{ème} alinéa (180 heures ALE +33% d'incapacité permanente de travail) et à l'article 79ter, §5 (activité en tant qu'APS).

5.2

Mesures pour l'emploi et l'activation

Tableau 27

Evolution des mesures pour l'emploi et d'activation selon le régime

T2	Compétences transférées (fédéral vers régional)					Compétences non-transférées (fédéral)	Total
	Activa	Programme de transition professionnelle	SINE	Complément de reprise du travail	Allocation de formation	Occupation en entreprises de travail adapté	
2007	38.636	6.197	8.833	4.367	2.390	516	60.939
2008	40.590	6.033	10.200	7.164	2.285	481	66.753
2009	34.890	5.978	10.938	8.625	1.864	524	62.820
2010	28.197	5.567	11.761	12.533	1.960	435	60.453
2011	24.903	5.219	11.250	16.969	2.209	356	60.905
2012	27.998	5.230	11.077	20.448	2.165	374	67.293
2013	32.388	5.236	11.200	19.838	2.225	355	71.243
2014	34.782	4.965	10.632	17.387	2.207	300	70.274
2015	37.755	4.915	10.775	15.413	2.407	307	71.572
2016	37.276	3.521	9.911	14.860	2.448	263	68.279
2017	32.942	3.453	9.991	14.755	2.503	218	63.862
2018	34.475	3.372	9.942	13.212	1.881	192	63.074
2019	35.620	2.706	9.629	9.286	173	169	57.583
2020	24.487	2.076	7.686	6.698	117	118	41.183
Evol. 2007-2020	-36,6%	-66,5%	-13,0%	+53,4%	-95,1%	-77,1%	-32,4%

Activa	Programme de transition professionnelle	SINE	Complément de reprise du travail	Allocation de formation	Occupation en entreprises de travail adapté	Total
2008	2007	2010	2012	2017	2009	2015
2007	2008	2011	2013	2016	2007	2013
2015	2009	2013	2014	2015	2008	2014
2016	2010	2012	2011	2007	2010	2016
2019	2013	2009	2015	2008	2012	2012
2009	2012	2015	2016	2013	2011	2008
2014	2011	2014	2017	2011	2013	2017
2018	2014	2008	2018	2014	2015	2018
2017	2015	2017	2010	2012	2014	2009
2013	2016	2018	2019	2010	2016	2007
2010	2017	2016	2009	2018	2017	2011
2012	2018	2019	2008	2009	2018	2010
2011	2019	2007	2020	2019	2019	2019
2020	2020	2020	2007	2020	2020	2020

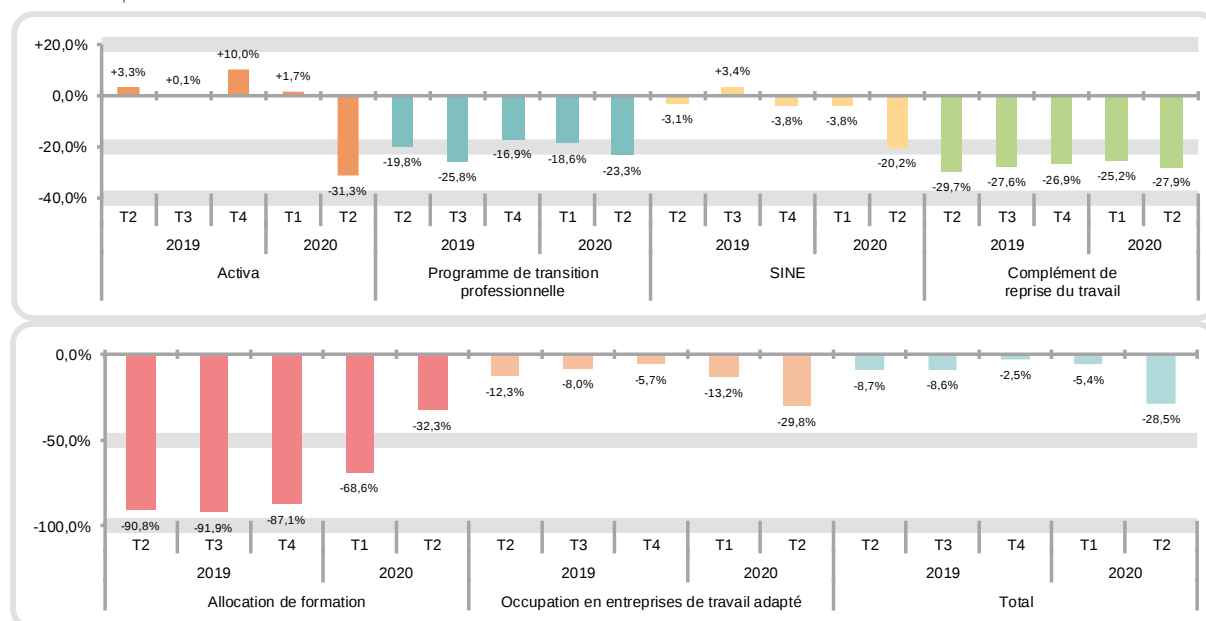
Sur une base annuelle, nous enregistrons une diminution pour chacune des mesures pour l'emploi et l'activation en T2 2020.

Les plus fortes baisses en pourcentage ont été enregistrées pour l'Activa (-31,3%) et l'allocation de formation (-32,3%). Pour l'ensemble des mesures, la diminution s'élève à 28,5%.

Par rapport à la période précédant la crise (T2 2007), nous avons enregistré une baisse globale de 33,4%. Le régime le plus important de T2 2020, Activa, qui représente 59,5% des mesures, a diminué de 36,6% par rapport à T2 2007.

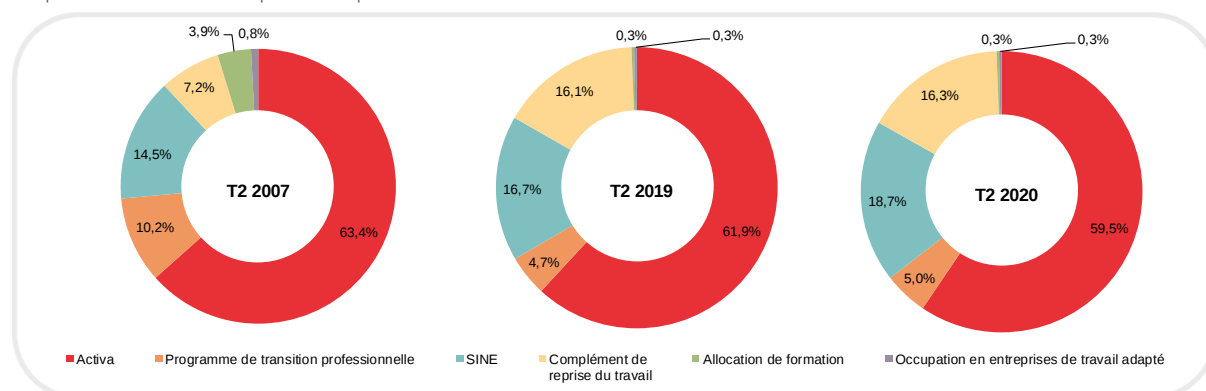
Graphique 28

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Graphique 29

Proportion des mesures pour l'emploi et d'activation

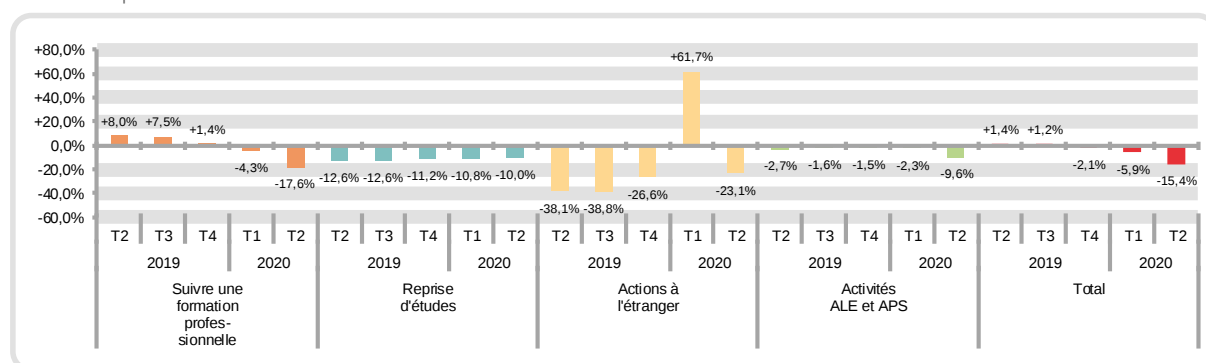


5.3 Dispenses

Tableau 28
Evolution des dispenses selon le type

T2	Formations		Autres dispenses		Total	T2	Formations		Autres dispenses		Total
	Suivre une formation professionnelle	Reprise d'études	Actions à l'étranger	Activités ALE et APS	Total		Suivre une formation professionnelle	Reprise d'études	Actions à l'étranger	Activités ALE et APS	Total
2007	27.205	10.318	21	1.307	38.851	1	2014	2015	2008	2017	2014
2008	25.420	11.014	24	1.410	37.867	2	2019	2014	2009	2018	2015
2009	26.203	9.116	23	1.443	36.786	3	2010	2016	2007	2019	2013
2010	28.486	10.678	14	1.401	40.579	4	2013	2017	2014	2016	2019
2011	26.591	11.230	12	1.334	39.167	5	2015	2013	2010	2020	2010
2012	27.191	11.469	9	1.333	40.001	6	2007	2018	2013	2009	2017
2013	27.897	12.609	14	1.324	41.843	7	2012	2012	2011	2014	2018
2014	29.012	13.469	15	1.434	43.929	8	2011	2011	2011	2008	2012
2015	27.566	14.376	12	1.375	43.329	9	2018	2008	2012	2010	2016
2016	24.434	13.245	7	1.488	39.175	10	2009	2010	2016	2015	2011
2017	25.251	13.086	7	1.721	40.066	11	2008	2007	2018	2011	2007
2018	26.586	11.785	7	1.677	40.055	12	2017	2019	2017	2012	2008
2019	28.701	10.297	4	1.632	40.635	13	2016	2020	2019	2013	2009
2020	23.639	9.267	3	1.475	34.385	14	2020	2009	2020	2007	2020
Evol. 2007-2020	-13,1%	-10,2%	-84,4%	+12,9%	-11,5%						

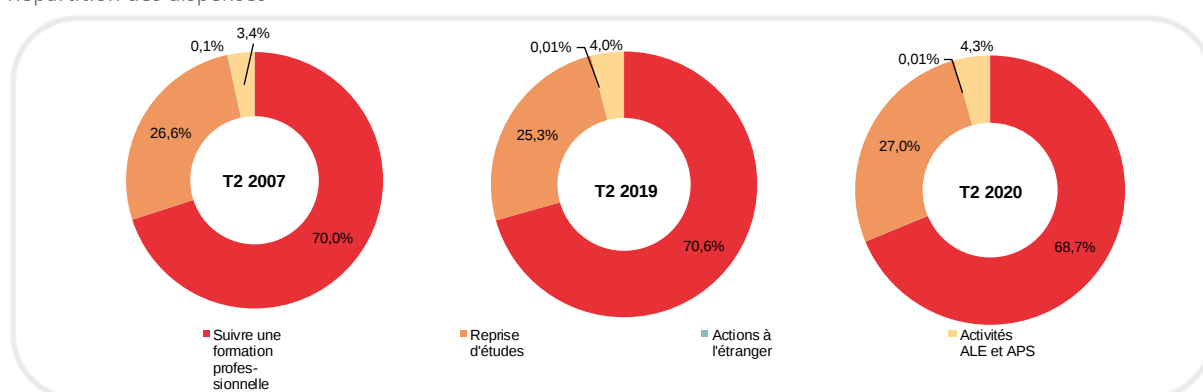
Graphique 30
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Pour les dispenses, on note au T2 2020 une baisse globale de 15,4% sur une base annuelle. Cette baisse est principalement due à la diminution (-17,6%) des dispenses pour suivre une formation professionnelle, qui représente le plus grand groupe de dispenses avec une part de 68,7%. On note aussi une diminution (-10,0%) du nombre de dispenses pour la reprise des études, un groupe dont la part est de 27%.

Le nombre de dispenses a diminué de 11,5% par rapport à T2 2007.

Graphique 31
Répartition des dispenses



5.4

Evolution du total des mesures pour l'emploi et la formation

Tableau 29

Evolution du total des mesures pour l'emploi et la formation

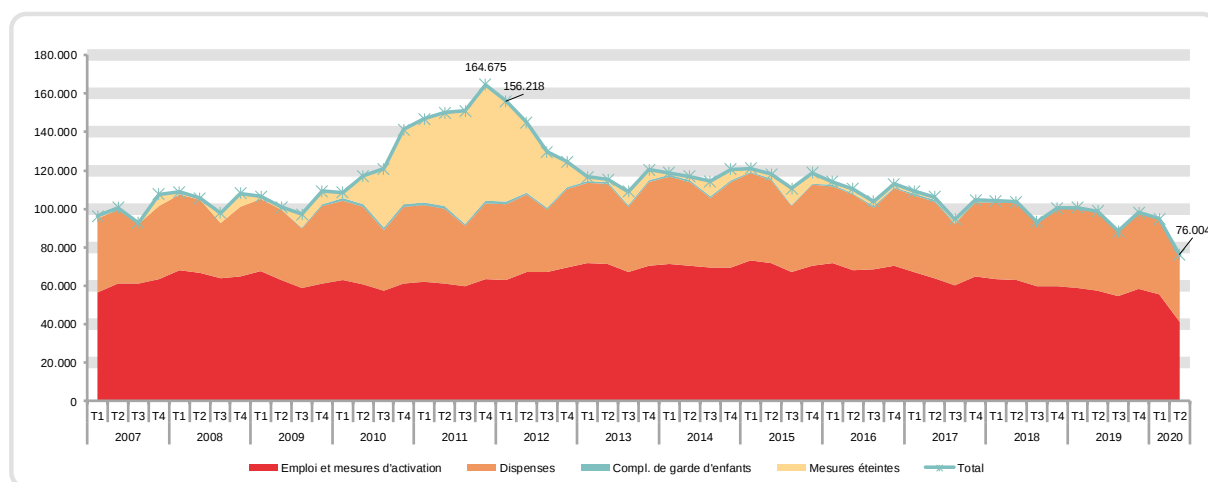
T2	Emploi et mesures d'activation	Dispenses	Compl. de garde d'enfants	Mesures éteintes	Total		Emploi et mesures d'activation	Dispenses	Compl. de garde d'enfants	Total
2007	60.939	38.851	25	838	100.653	1	2015	2014	2010	2011
2008	66.753	37.867	28	850	105.498	2	2013	2015	2012	2012
2009	62.820	36.786	168	1.093	100.867	3	2014	2013	2011	2015
2010	60.453	40.579	1.440	14.638	117.110	4	2016	2019	2013	2010
2011	60.905	39.167	1.274	48.725	150.071	5	2012	2010	2014	2014
2012	67.293	40.001	1.283	36.337	144.914	6	2008	2017	2015	2013
2013	71.243	41.843	1.008	1.172	115.265	7	2017	2018	2017	2016
2014	70.274	43.929	874	1.808	116.884	8	2018	2012	2016	2017
2015	71.572	43.329	825	2.381	118.106	9	2009	2016	2018	2008
2016	68.279	39.175	693	2.198	110.345	10	2007	2011	2019	2018
2017	63.862	40.066	710	1.596	106.235	11	2011	2007	2020	2009
2018	63.074	40.055	520	49	103.699	12	2010	2008	2009	2007
2019	57.583	40.635	512	35	98.764	13	2019	2009	2008	2019
2020	41.183	34.385	381	55	76.004	14	2020	2020	2007	2020
Evol. 2007-2020	-32,4%	-11,5%	+1444,4%	-93,5%	-24,5%					

Pour donner une image correcte et complète de l'évolution des mesures pour l'emploi et la formation dans la période prise en compte, il faut tenir compte du complément de garde d'enfants qui réglementairement n'est pas incorporées dans les regroupements ci-dessus, et d'un groupe restant de mesures qui momentanément de facto ou réglementairement sont en extinction ou en voie d'extinction.⁷

Quand nous examinons ce total, nous constatons par rapport à T2 2007 une diminution de 24,5% du nombre total de mesures d'emploi et de formation. Toutefois, l'évolution au cours de la période considérée est principalement caractérisée par le pic important (164.675 au T4 2011 et 156.218 au T1 2012) résultant des mesures prises à la suite de la crise financière et économique. Ce pic s'explique, entre autres, par le succès du plan d'embauche temporaire Winwin. Les mesures pour l'emploi et la formation ont été fortement influencées par la crise sanitaire « Covid-19 » au T2 2020. Le nombre de 76.004 en T2 2020 est le niveau le plus bas enregistré au cours de la période de 2007 à 2020.

⁷ Les régimes suivants y sont repris : le bonus de démarrage et de stage, la prime de passage, l'allocation d'établissement, la prime de mobilité, le plan de formation Activa jeunes, le complément de formation ALE, l'allocation de stage, le Plan d'embauche WIN-WIN, Activa Start, stage de transition et le complément de formation professionnelle. Sont déjà en extinction avant le début de la période considérée : la prime d'achèvement, l'allocation plan d'embauche, l'allocation d'accompagnement, le contrat de la première expérience professionnelle, le programme de réinsertion (emplois-services) et l'intérim d'insertion/groupement d'intérim.

Graphique 32
Evolution des mesures pour l'emploi et la formation



Crédit-temps, congé thématique et interruption de carrière⁸

6.1

Evolution générale

Les régimes de crédit-temps, de congés thématiques et d'interruption de carrière visent principalement à permettre de mieux concilier vie professionnelle et vie privée. En 2002, le régime d'interruption de carrière réservé aux travailleurs et aux employeurs du secteur privé a été converti en un régime de crédit-temps. Outre ces deux régimes, il existe aussi trois formes de congés thématiques communs aux secteurs public et privé : le congé pour soins palliatifs qui a été instauré en 1995, le congé parental instauré en 1997 et le congé pour assistance médicale instauré en 1998.

⁸ Les données concernant le Vlaams Zorgkrediet pour T2 2020 sont basées sur les données d'avril et mai 2020. Les données de juin 2020 n'étaient pas encore disponibles au moment de la publication.

Au 1^{er} janvier 2012, la réglementation relative à l'interruption de carrière et au crédit-temps a été sensiblement modifiée. Ces modifications ont principalement consisté en une limitation de la durée maximale des interruptions. Dans le régime du crédit-temps, les interruptions sans motif ont en outre été limitées à 12 mois (équivalent temps plein) sur la durée totale de la carrière. Un solde supplémentaire n'est accordé que si l'interrompant justifie d'un motif valable. Enfin, les conditions d'âge dans le régime de fin de carrière (tant dans le cadre de l'interruption de carrière que dans le cadre du crédit-temps) ont été relevées.

En 2012, le congé parental a été allongé et porté à 4 mois maximum.

Au 1^{er} janvier 2015, la réglementation relative au crédit-temps a subi une nouvelle fois quelques importantes modifications. Ainsi, notamment, le crédit-temps sans motif ne donne dorénavant plus droit aux allocations d'interruption et des conditions d'âge à nouveau plus strictes s'appliquent au crédit-temps dans le régime de fin de carrière. Depuis le 1^{er} avril 2017, le droit au crédit-temps sans motif est également supprimé.

Depuis septembre 2016, l'ONEM n'est, à quelques exceptions près, plus compétent pour les nouvelles demandes d'allocations d'interruption dans le cadre de l'interruption de carrière, ni pour les travailleurs du service public local, provincial, communautaire et régional flamand, ni pour ceux de l'enseignement flamand, à l'exception des agents contractuels qui relèvent du régime du crédit-temps.

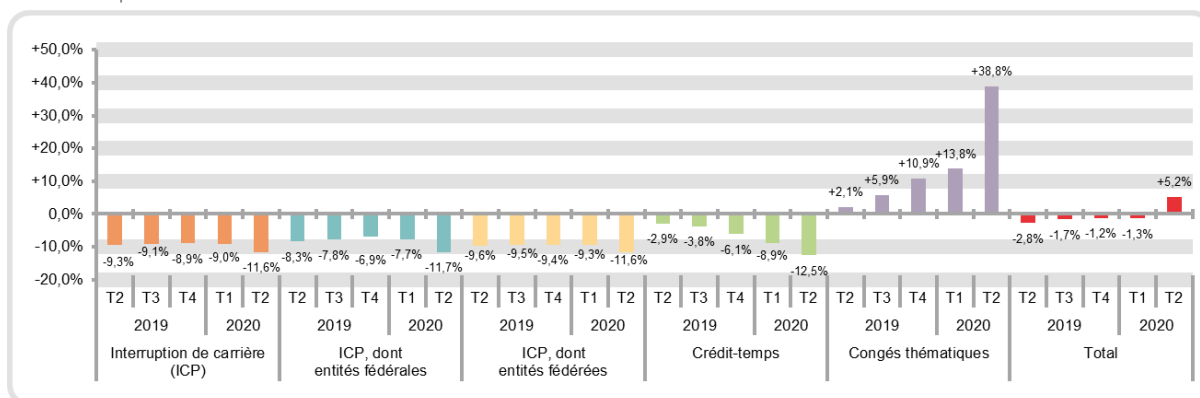
Tableau 30
Evolution des allocataires en interruption de carrière, en crédit-temps et en congé thématique

T2	Interruption de carrière (ICP)	ICP, dont entités fédérales	ICP, dont entités fédérées	Crédit-temps	Congés thématiques	Sous-total	Sans allocations	Total	Vlaams Zorgkrediet
2007	71.849	26.545	45.305	110.997	39.868	222.714	2.521	225.235	0
2008	73.045	25.691	47.354	118.985	44.635	236.666	4.000	240.666	0
2009	72.601	23.797	48.804	127.226	51.630	251.457	5.991	257.448	0
2010	72.578	22.531	50.047	132.678	61.476	266.733	6.957	273.690	0
2011	72.253	20.681	51.572	135.540	63.875	271.668	7.783	279.451	0
2012	74.240	19.204	55.036	137.761	62.126	274.127	8.873	283.000	0
2013	70.233	17.100	53.133	133.149	66.780	270.162	10.817	280.979	0
2014	68.717	15.803	52.914	133.564	73.231	275.512	10.937	286.449	0
2015	70.899	16.532	54.368	145.863	74.234	290.996	12.285	303.281	0
2016	69.769	14.175	55.594	130.573	77.191	277.532	16.583	294.115	0
2017	76.676	12.652	64.024	118.791	80.774	276.242	20.808	297.050	4.219
2018	60.006	12.289	47.717	111.873	83.213	255.093	17.976	273.069	14.542
2019	54.423	11.267	43.156	108.664	84.965	248.052	17.352	265.404	18.546
2020	48.120	9.952	38.168	95.027	117.927	261.074	15.208	276.282	21.241
Evol. 2007-2020	-33,0%	-62,5%	-15,8%	-14,4%	+195,8%	+17,2%	+503,2%	+22,7%	-

	Interruption de carrière (ICP)	ICP, dont entités fédérales	ICP, dont entités fédérées	Crédit-temps	Congés thématiques	Sous-total	Sans allocations	Total
1	2017	2007	2017	2015	2020	2015	2017	2015
2	2012	2008	2016	2012	2019	2016	2018	2017
3	2008	2009	2012	2011	2018	2017	2019	2016
4	2009	2010	2015	2014	2017	2014	2016	2014
5	2010	2011	2013	2013	2016	2012	2020	2012
6	2011	2012	2014	2010	2015	2011	2015	2013
7	2007	2013	2011	2016	2014	2013	2014	2011
8	2015	2015	2010	2009	2013	2010	2013	2020
9	2013	2014	2009	2008	2011	2020	2012	2010
10	2016	2016	2018	2017	2012	2018	2011	2018
11	2014	2017	2008	2018	2010	2009	2010	2019
12	2018	2018	2007	2007	2009	2019	2009	2009
13	2019	2019	2019	2019	2008	2008	2008	2008
14	2020	2020	2020	2020	2007	2007	2007	2007

Graphique 33

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



En T2 2020, 261.074 allocations d'interruption ont été payées en moyenne par mois dans les différents régimes de crédit-temps, de congés thématiques et d'interruption de carrière. C'est 13.022 en plus qu'en T2 2019, ce qui représente une augmentation de 5,2%.

Il y a un déclin marqué du nombre d'allocataires qui bénéficient d'une interruption de carrière. Sur une base annuelle, les interruptions de carrière fédérées et fédérales diminuent respectivement de 11,6% et 11,7% en T2 2020.

Le nombre d'allocataires qui bénéficient d'un crédit-temps a longtemps connu une croissance constante mais les restrictions de 2012 et 2015 ont eu pour effet d'inverser à nouveau la tendance. Le nombre d'allocataires d'interruption dans le cadre du **crédit-temps** continue de baisser au T2 2020 (-12,5%), après la suppression en 2015 de l'allocation pour le crédit-temps sans motif et le relèvement de l'âge permettant de bénéficier d'allocations (majorées) dans le cadre du régime de fin de carrière.

Dans les régimes des congés thématiques, l'augmentation constante des dernières années se poursuit aussi en T2 2020: le nombre d'allocataires a augmenté de 38,8% sur une base annuelle. L'augmentation est beaucoup plus élevée par rapport aux trimestres précédents. Cela est principalement dû à l'introduction du congé parental corona en mai 2020.⁹ En T2 2020, les congés thématiques sont pour la première fois le régime le plus important.

Le nombre de personnes qui interrompent leur carrière **sans allocations** a plus que quintuplé depuis le T2 2007. C'est le résultat de :

- la prolongation de la durée du congé parental de 3 à 4 mois en 2012 : pour les enfants nés ou adoptés avant le 8 mars 2012, les parents n'avaient pas droit aux allocations pour le 4^{ème} mois (voir également ci-dessous);
- la suppression des allocations pour les nouvelles demandes de crédit-temps non motivé à partir de 2015.

⁹L'ONEM fournit temporairement sur son site web une page d'information spécifique avec les statistiques de paiement sur le congé parental corona en raison des mesures COVID-19. Il peut être consulté sur le site <https://www.onem.be/fr/documentation/statistiques/chiffres/interruption-de-carriere-credit-temps-et-conges-thematiques/conge-parental-corona>.

6.2

Crédit-temps

Tableau 31
Evolution du nombre de bénéficiaires du crédit-temps

	T2 2007	T2 2019	T2 2020	Evol. T2 2007 - T2 2020	Evol. T2 2019 - T2 2020
Région					
Région flamande	79.489	80.841	71.031	-10,6%	-12,1%
Région wallonne	25.725	23.503	20.239	-21,3%	-13,9%
Région de Bruxelles-Capitale	5.783	4.320	3.757	-35,0%	-13,0%
Genre					
Hommes	40.699	42.534	39.310	-3,4%	-7,6%
Femmes	70.298	66.130	55.717	-20,7%	-15,7%
Age					
< 30 ans	4.610	2.730	2.350	-49,0%	-13,9%
30 - 49 ans	45.030	36.563	30.551	-32,2%	-16,4%
50 ans ou plus	61.358	69.371	62.126	+1,3%	-10,4%
Régime					
Fin de carrière	57.316	63.927	58.601	+2,2%	-8,3%
Avec motif	15	38.794	35.989	x 2399	-7,2%
Sans motif	53.666	5.943	437	-99,2%	-92,6%
Interruption					
Complète	11.554	4.276	4.135	-64,2%	-3,3%
A mi-temps	32.005	23.355	20.492	-36,0%	-12,3%
Diminution d'1/5	67.438	81.033	70.400	+4,4%	-13,1%
Total	110.997	108.664	95.027	-14,4%	-12,5%
Sans allocations	799	10.018	8.515	x 11	-15,0%
Total	111.796	118.682	103.542	-7,4%	-12,8%

Pour le crédit-temps, destiné aux travailleurs du secteur privé, le nombre d'allocataires moyen diminue sur une base annuelle en T2 2020 avec 12,5% soit 13.637 allocataires. La diminution s'observe pour chaque variable du profil présenté.

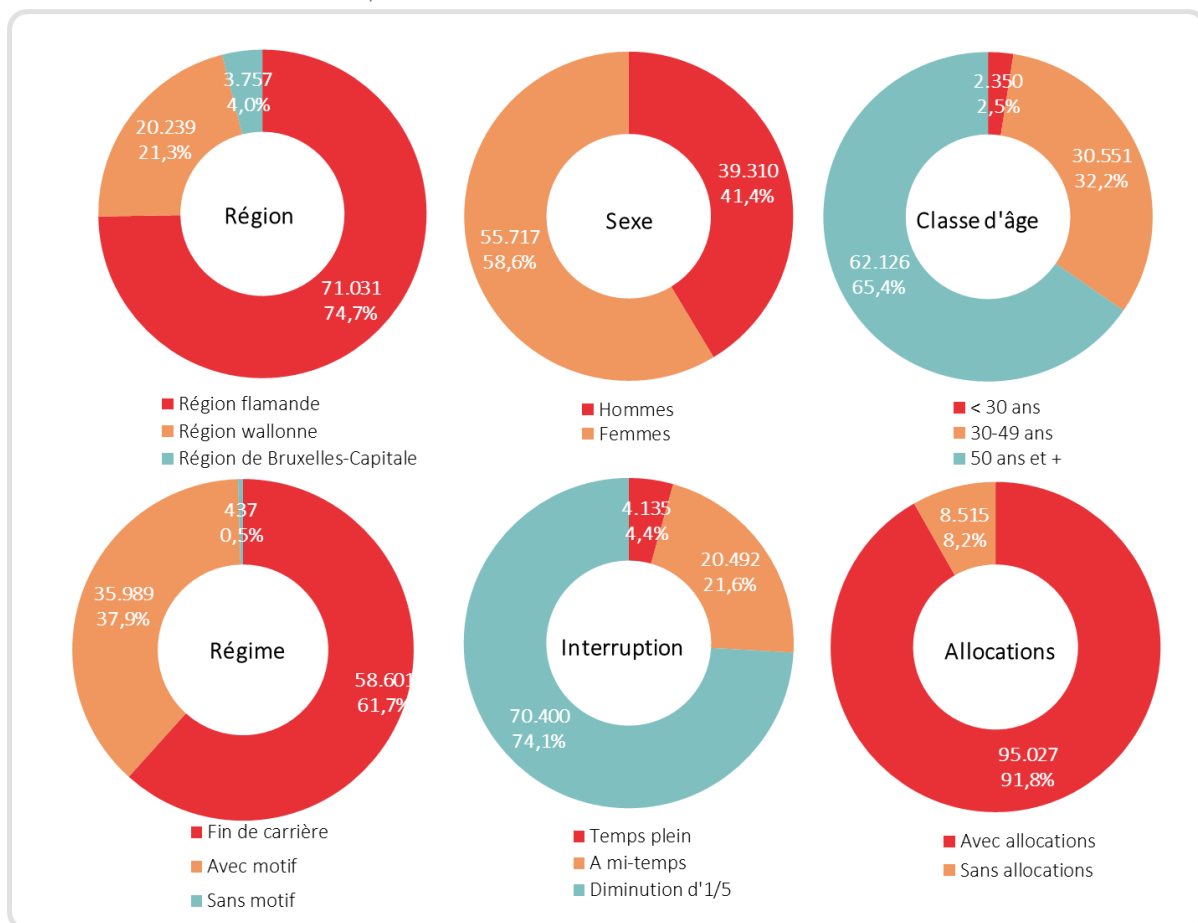
Depuis le 1^{er} avril 2017, le crédit-temps sans motif a été supprimé, toutefois, il continue à s'appliquer à toutes les premières demandes et à toutes les demandes de prolongation pour lesquelles l'employeur a été averti, par écrit, avant le 1^{er} avril 2017. Ce qui explique la diminution de 92,6% au profit du nombre d'allocataires dans le régime avec motif. Pour cette même raison, le nombre de travailleurs en crédit-temps sans allocations diminue: en T2 2020, il s'agit en moyenne de 8.515 travailleurs par mois.

Par rapport à T2 2007, on observe une diminution de 14,4% des allocataires du crédit-temps.

Lorsque pour T2 2020 nous considérons la répartition selon les caractéristiques de profil décrites, nous observons que 74,7% des allocataires proviennent de la Région flamande, 65,4% ont plus de 50 ans, 61,7% sont dans un régime de fin de carrière, 74,1% prennent des diminutions de la durée du travail d'1/5 et 91,8% reçoivent une allocations d'interruption. Les femmes sont majoritaires avec une part de 58,6%.

Graphique 34

Profil des allocataires en crédit-temps



6.3

Congés thématiques

Tableau 32
Evolution du nombre de allocataires bénéficiant d'un congé thématique

	T2 2007	T2 2019	T2 2020	Evol. T2 2007 - T2 2020	Evol. T2 2019 - T2 2020
Région					
Région flamande	28.705	61.101	84.513	+194,4%	+38,3%
Région wallonne	9.019	19.577	27.614	+206,2%	+41,1%
Région de Bruxelles-Capitale	2.144	4.287	5.800	+170,5%	+35,3%
Genre					
Hommes	8.339	27.314	39.946	+379,0%	+46,2%
Femmes	31.528	57.651	77.981	+147,3%	+35,3%
Age					
< 30 ans	10.570	9.237	10.693	+1,2%	+15,8%
30 - 49 ans	27.128	61.555	91.756	+238,2%	+49,1%
50 ans ou plus	2.170	14.173	15.478	+613,3%	+9,2%
Régime					
Congé parentale	34.131	65.071	98.342	+188,1%	+51,1%
Assistance médicale	5.524	19.561	19.343	+250,2%	-1,1%
Soins palliatifs	213	333	243	+13,8%	-27,2%
Interruption					
Complète	8.035	10.268	10.860	+35,2%	+5,8%
A mi-temps	6.094	17.482	27.199	+346,3%	+55,6%
Diminution d'1/5	25.738	57.199	72.249	+180,7%	+26,3%
Diminution d'1/10	0	17	7.619	-	+43864,2%
Total	39.868	84.965	117.927	+195,8%	+38,8%
Sans allocations	41	6.304	5.733	x 139	-9,1%
Total	39.909	91.270	123.660	+209,9%	+35,5%

Les trois formes de congé thématique, à savoir le congé parental, le congé pour assistante médicale et le congé pour soins palliatifs, s'appliquent aussi bien dans le secteur privé que dans le secteur public. En T2 2020, le nombre d'allocations d'interruption dans le cadre de ces régimes augmente de 38,8% sur une base annuelle (+32.962 unités). Le nombre de congés thématiques sans allocations a diminué de 9,1% par rapport à T2 2019.

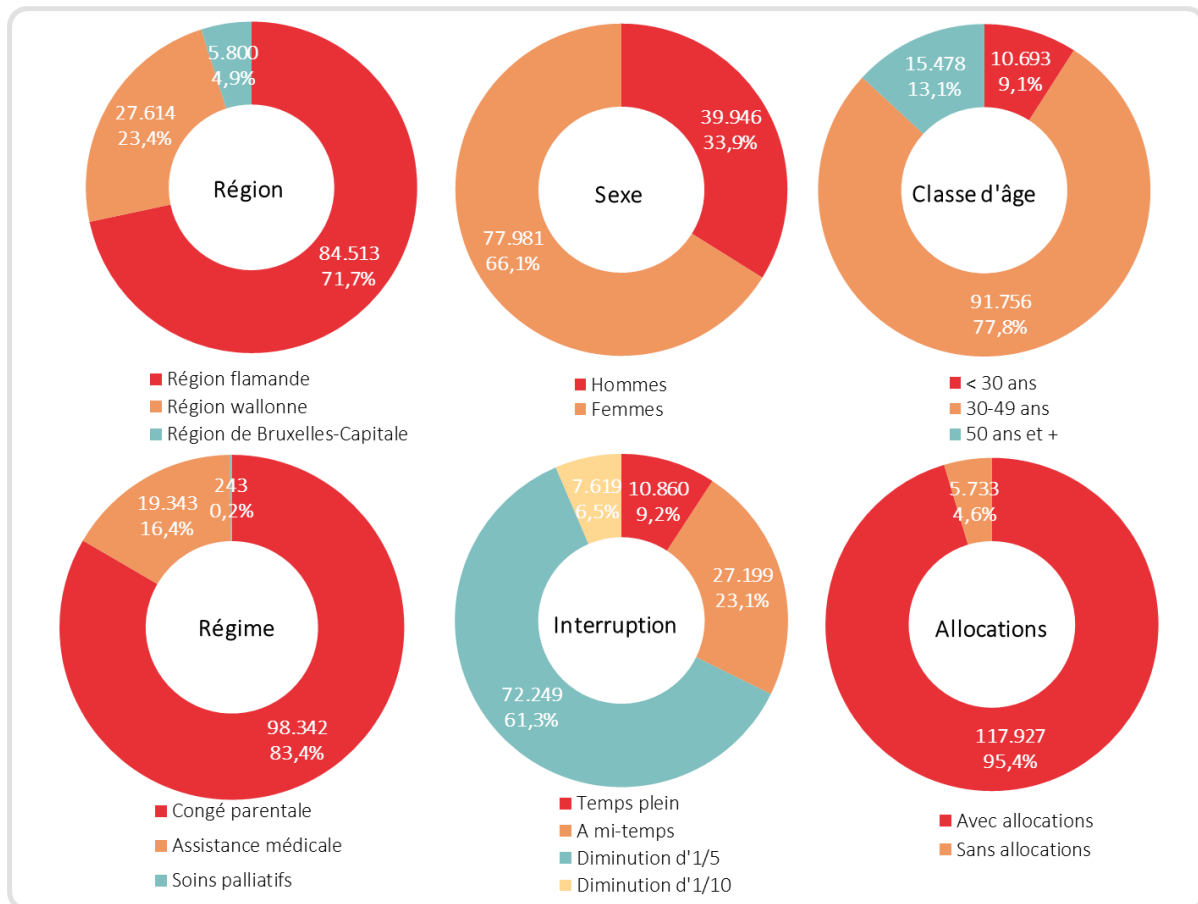
L'augmentation sur une base annuelle de congés thématiques avec allocations se retrouve pour chaque variable de profil décrit, à l'exception du congé pour soins palliatifs (-27,2%) et pour assistance médicale (-1,1%). Par rapport à T1 2007, le nombre d'allocataires dans la classe d'âge de moins de 30 ans est dès lors resté plutôt stable (+123 allocataires).

Durant la même période, les plus de 50 ans affichent en revanche une forte augmentation de 613,3%. Ceci est dû au succès du régime de congé pour assistante médicale au sein de cette population.

La majorité des allocataires bénéficiant d'un congé thématique provient de la Région flamande (71,7%) et il s'agit surtout de réductions du temps de travail d'1/5 (61,3%). En revanche, selon la classe d'âge, on remarque que le nombre d'allocataires âgés de 30 à 49 ans est surreprésenté (77,8%). Cela s'explique par l'importance relativement grande du congé parental (83,4%) dont le principal groupe cible se retrouve dans cette classe d'âge. La forte augmentation (+51,1%) en congé parental s'explique par l'introduction du congé parental corona en mai 2020. Enfin, ces allocataires sont aussi majoritairement des femmes (66,1%).

Graphique 35

Profil des allocataires bénéficiant d'un congé thématique



Depuis juin 2019, des réductions de temps de travail d'1/10 sont devenues possibles dans le cadre du congé parental. En T2 2020, 7.619 employés ont pris une réduction de temps de travail d' 1/10.

De plus, le 1^{er} octobre 2019, le congé pour des aidants proches reconnus est entré en vigueur. Un Arrêté Royal stipulant les modalités de la reconnaissance en tant qu'aidant proche doit encore être publié. En attendant cet Arrêté Royal, il n'est pas encore possible d'introduire des demandes pour ce nouveau congé à l'ONEM.

6.4

Interruption de carrière

Tableau 33

Evolution du nombre de bénéficiaires d'une interruption de carrière: total

	T2 2007	T2 2019	T2 2020	Evol. T2 2007 - T2 2020	Evol. T2 2019 - T2 2020
Entités					
Fédérales	26.545	11.267	9.952	-62,5%	-11,7%
Fédérées	45.305	43.156	38.168	-15,8%	-11,6%
Région					
Région flamande	46.519	33.762	27.861	-40,1%	-17,5%
Région wallonne	22.558	17.913	17.606	-22,0%	-1,7%
Région de Bruxelles-Capitale	2.772	2.748	2.653	-4,3%	-3,4%
Genre					
Hommes	19.288	15.802	14.050	-27,2%	-11,1%
Femmes	52.561	38.621	34.070	-35,2%	-11,8%
Age					
< 30 ans	2.096	573	432	-79,4%	-24,6%
30 - 49 ans	26.798	11.781	9.840	-63,3%	-16,5%
50 ans ou plus	42.956	42.069	37.847	-11,9%	-10,0%
Régime					
Fin de carrière	36.533	37.627	33.528	-8,2%	-10,9%
Régime générale (diminution)	26.920	14.655	12.558	-53,4%	-14,3%
Complète	8.396	2.141	2.035	-75,8%	-5,0%
Interruption					
Temps plein	8.396	2.141	2.035	-75,8%	-5,0%
A mi-temps	37.013	21.755	18.999	-48,7%	-12,7%
Diminution d'1/5	23.189	28.553	25.355	+9,3%	-11,2%
Autres	3.251	1.974	1.731	-46,8%	-12,3%
Total	71.849	54.423	48.120	-33,0%	-11,6%
Sans allocations	1.681	1.030	960	-42,9%	-6,8%
Total	73.530	55.453	49.080	-33,3%	-11,5%
Vlaams Zorgkrediet	0	18.546	21.241	-	<

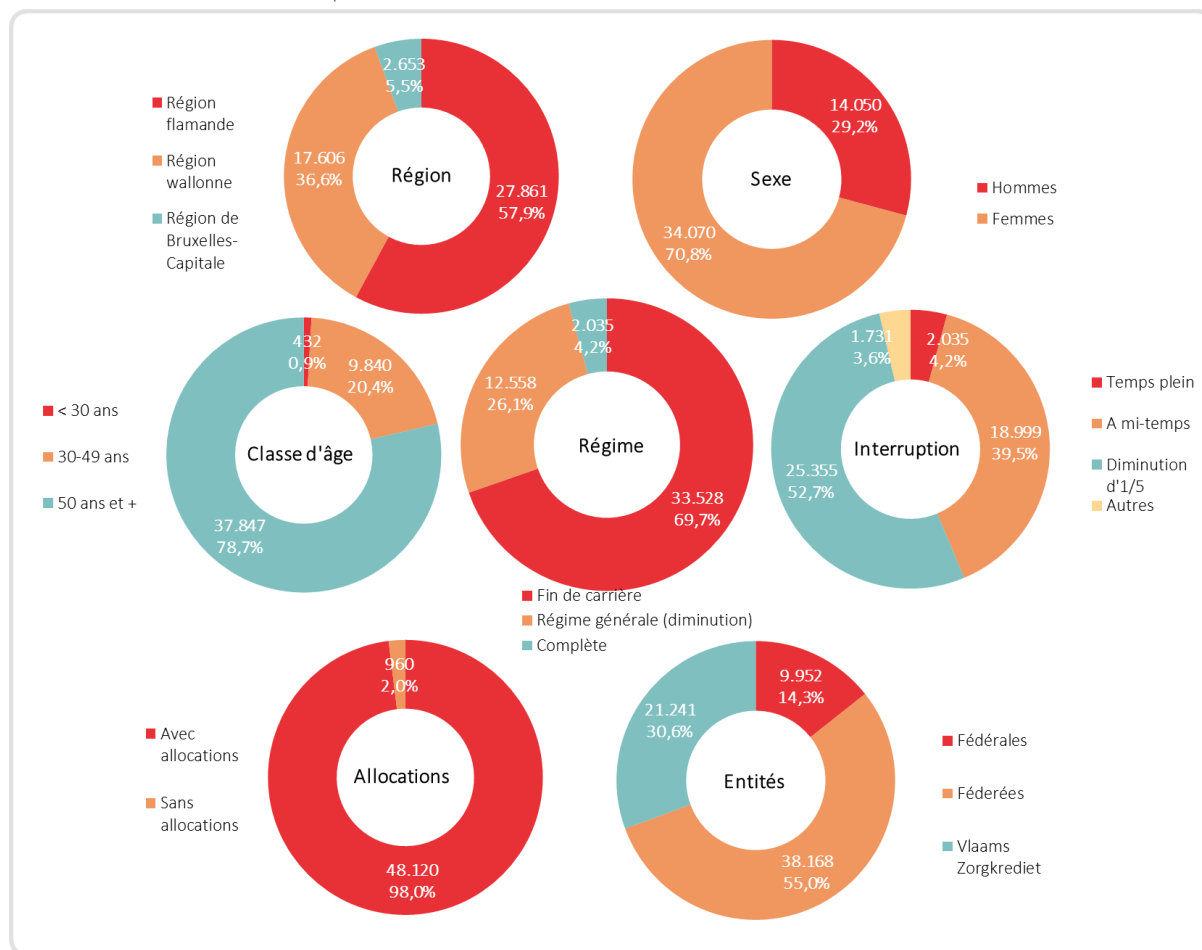
L'évolution de l'interruption de carrière dans sa globalité est influencée par les évolutions dans les entités fédérées. A cet égard, il est notamment pertinent de relever l'instauration à partir du 2 septembre 2016 du 'zorgkrediet' destiné aux membres du personnel du secteur public flamand et ce, après le transfert de la compétence en cette matière au niveau régional dans le cadre de la Sixième Réforme de l'Etat. Les nouvelles demandes d'interruption de carrière entrées au plus tard le 1^{er} septembre 2016 étant encore traitées conformément à l'ancienne réglementation fédérale. En T2 2020, le nombre d'allocations d'interruption de carrière dans les entités fédérales a diminué de 11,6% d'une année sur l'autre, soit une diminution de 6.303 allocations par mois. Le nombre d'interruptions sans allocations reste stable.

Le nombre d'allocations d'interruption de carrière dans les entités fédérales représente 14,3% du total. 30,6% des allocations d'interruption de carrière concernent le Vlaams Zorgkrediet, tandis que la majorité des allocations d'interruption concernent les entités fédérées (55,0%).

La majorité des allocataires d'allocations d'interruption de carrière viennent de la Région flamande (57,9%), sont des femmes (70,8%) et ont 50 ans ou plus (78,7%). Cela concerne principalement le système de fin de carrière (69,7%) et une réduction du temps de travail de 1/5 (52,7%).

Graphique 36

Profil des allocataires en interruption de carrière: total



6.5

Répartition de toutes les interruptions confondues selon le motif

Tableau 34

Répartition selon le motif de toutes les interruptions confondues

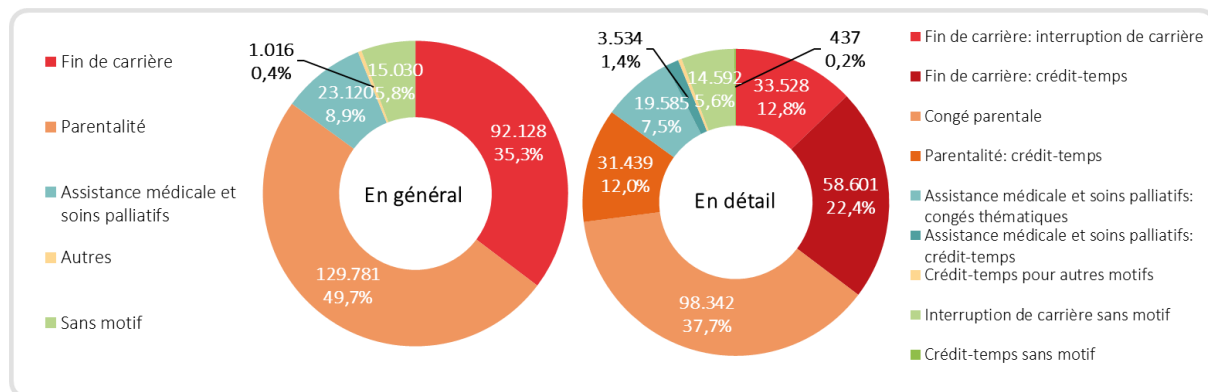
	T2 2007	T2 2019	T2 2020	Evol. T2 2007 - T2 2020	Evol. T2 2019 - T2 2020
Fin de carrière	93.849	101.553	92.128	-1,8%	-9,3%
Interruption de carrière	36.533	37.627	33.528	-8,2%	-10,9%
Crédit-temps	57.316	63.927	58.601	+2,2%	-8,3%
Parentalité	34.141	99.533	129.781	+280,1%	+30,4%
Congé thématique	34.131	65.071	98.342	+188,1%	+51,1%
Crédit-temps	10	34.462	31.439	x 3144	-8,8%
Assistance médicale et soins palliatifs	5.738	23.239	23.120	+302,9%	-0,5%
Congés thématiques	5.737	19.894	19.585	+241,4%	-1,6%
Crédit-temps	1	3.344	3.534	x 5275	+5,7%
Autres					
Crédit-temps pour autres motifs	4	988	1.016	x 235	+2,8%
Sans motif	88.983	22.739	15.030	-83,1%	-33,9%
Interruption de carrière	35.316	16.796	14.592	-58,7%	-13,1%
Crédit-temps	53.666	5.943	437	-99,2%	-92,6%
Total	222.714	248.052	261.074	+17,2%	+5,2%

Bien que le crédit-temps, les congés thématiques et l'interruption de carrière constituent trois systèmes différents, il existe un certain chevauchement entre les trois systèmes en ce qui concerne les motifs pour lesquels un travailleur peut choisir une certaine interruption. Par exemple, il existe un système de fin de carrière tant pour les crédits-temps que pour les interruptions de carrière. De plus, depuis l'entrée en vigueur du crédit-temps motivé, un droit supplémentaire peut être accordé au sein de ce système pour interrompre complètement ou partiellement ses prestations de travail pour des motifs similaires à ceux des congés thématiques. (On peut obtenir ce droit en plus du droit au congé thématique. Les conditions d'accès au crédit-temps avec motif sont différentes de celles du congé thématique: âge de l'enfant pour lequel l'interruption peut être demandée, ancienneté chez l'employeur, existence d'une convention collective pour une interruption à temps plein ou à mi-temps, etc.). L'indemnité d'interruption pour le congé thématique est plus élevée que celle pour le crédit-temps à motif. Aucun motif n'est spécifié pour les interruptions de carrière.

Si on regarde les proportions du nombre de bénéficiaires de prestations à travers les trois systèmes selon le motif, on voit comment la majorité des interruptions est liée à un motif concernant la parentalité (49,7%). Cette proportion est du même ordre de grandeur que les interruptions dans le cadre de fin de carrière (35,3%). Tous les autres motifs confondus (y compris les motifs non spécifiés) ne représentent que 15,0% du nombre de bénéficiaires.

Graphique 37

Répartition selon le motif de toutes les interruptions confondues



Mesures prises dans le cadre de la mise en place du Statut Unique

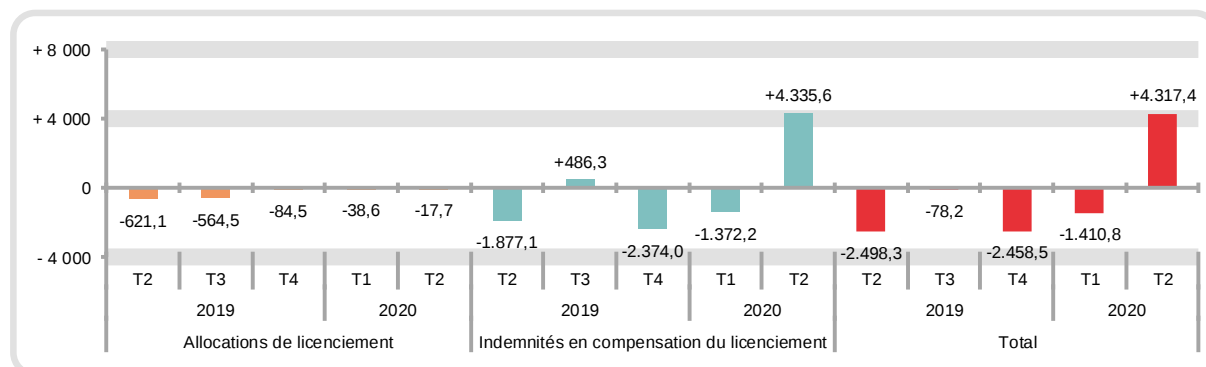
Tableau 35

Evolution du nombre mensuel moyen de paiements et des dépenses totales pour les primes de crise, les allocations de licenciement et les indemnités en compensation du licenciement

T2	Unités physiques				Total	Dépenses (en milliers EUR)				Total	Classement des dépenses totales
	Primes de crise	Allocations de licenciement	Indemnités en compensation du licenciement payées en plusieurs fois	Indemnités en compensation du licenciement payées en 1 fois		Primes de crise	Allocations de licenciement	Indemnités en compensation du licenciement			
2010	2 793	-	-	-	2 793	9 381,9	-	-	9 381,9	1	2010
2011	3.683	-	-	-	3.683	12.476,0	-	-	12.476,0	2	2011
2012	728	2.857	-	-	3.585	2.267,9	12.774,4	-	15.042,3	3	2012
2013	53	4.400	-	-	4.453	157,4	21.030,5	-	21.187,9	4	2019
2014	11	3.197	2	178	3.388	35,3	15.418,2	11.414,4	26.867,9	5	2013
2015	3	2.465	3.079	289	5.837	11,8	13.380,4	30.260,1	43.652,3	6	2018
2016	1	1.370	2.427	251	4.049	4,4	7.526,9	21.654,1	29.185,4	7	2020
2017	0	572	2.314	426	3.312	1,6	3.357,3	23.859,7	27.218,6	8	2014
2018	0	93	1.841	411	2.345	0,6	642,5	21.386,6	22.029,8	9	2017
2019	0	5	1.485	413	1.903	0,5	21,5	19.509,5	19.531,4	10	2016
2020	0	0	1.523	462	1.986	0,0	3,8	23.845,1	23.848,8	11	2015
Evol. 2010-2020					-28,9 %				+154,2 %		

Graphique 38

Variation des dépenses totales (en milliers d'EUR) par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Depuis le 1^{er} janvier 2012, la prime de crise, une mesure anticrise temporaire qui était d'application en 2010 et 2011, a été convertie en un nouveau régime à durée indéterminée, à savoir l'allocation de licenciement. Le principe de base de la prime de crise n'a pas été changé : l'allocation de licenciement est une prime unique payée aux travailleurs licenciés. Les modalités, quant à elles, ont néanmoins subi quelques modifications ayant un impact sur les dépenses à charge de l'ONEM. Contrairement aux primes de crise, les allocations de licenciement sont entièrement à charge de l'ONEM. En outre, l'allocation de licenciement varie en fonction de l'ancienneté ; de ce fait, le montant versé est parfois supérieur à celui octroyé en cas de prime de crise.

Depuis le 1^{er} janvier 2014, en vue de poursuivre l'harmonisation des régimes de préavis des ouvriers et des employés, une indemnité en compensation du licenciement est octroyée, sous certaines conditions, aux ouvriers dont la durée du délai de préavis se base au moins en partie sur l'ancienneté qu'ils ont acquise en tant qu'ouvrier avant 2014. Cette indemnité remplace progressivement l'allocation de licenciement. Les ouvriers licenciés, dont l'ancienneté est insuffisante pour prétendre à une indemnité en compensation du licenciement, peuvent par contre encore obtenir une allocation de licenciement s'ils satisfont aux conditions.

En 2011, le nombre de primes de crise a atteint un record : au T3 2011, on a comptabilisé en moyenne 2.962 paiements par mois. Depuis lors, ce nombre a considérablement diminué et, entre-temps, la mesure a cessé d'exister. Au T3 2013, le nombre d'allocations de licenciement franchissait encore le cap des 3.800 paiements par mois, mais depuis l'instauration de l'indemnité en compensation du licenciement, ce nombre enregistre également une tendance à la baisse. Au T2 2020, on comptabilisait aucun paiement pour des allocations de licenciement, contre en moyenne 1.523 paiements par mois pour des indemnités en compensation du licenciement.

Etant donné qu'une grande partie des indemnités en compensation du licenciement est versée en plusieurs fois, alors que les primes de crise et les allocations de licenciement sont des primes uniques, les dépenses totales illustrent le mieux l'évolution globale des mesures prises dans le cadre du développement du Statut unique. Au total, les dépenses pour les 3 régimes s'élèvent à 23,8 millions d'euros au 2^{ième} trimestre de 2020, ce qui représente une augmentation de 154% par rapport au T2 2010, le trimestre durant lequel il n'y avait que des primes de crise. Par rapport au T2 2019, les dépenses totales ont augmenté de 4.317 milliers d'euros (+22,1%) au T2 2020.



Aperçu général

Comme expliqué dans le chapitre 2 de ce document, l'ONEM a été contraint de suspendre temporairement la mise à jour des statistiques paiement des chômeurs temporaires. Cette édition des indicateurs trimestriels ne contient donc pas, exceptionnellement, de données trimestrielles comparatives sur le chômage temporaire. Au lieu de cela, seules les données sur le chômage temporaire dû au coronavirus COVID-19 sont mises à disposition.

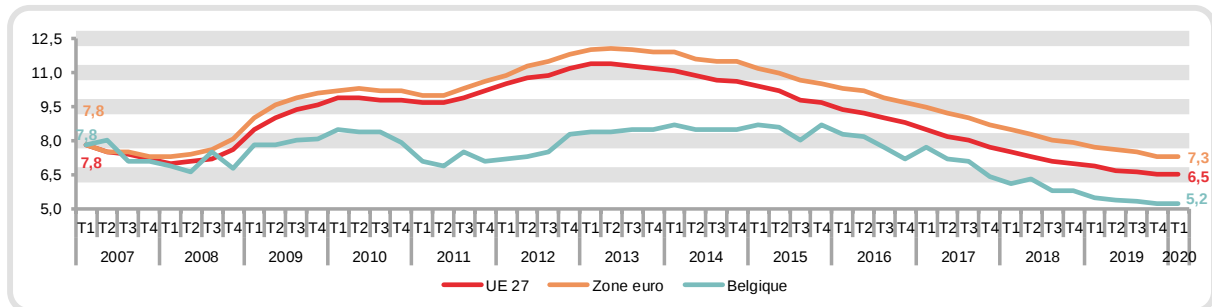
Comme la méthode de recensement utilisée diffère de la méthodologie des statistiques habituelles, les données actuelles sur le chômage temporaire ne peuvent pas être reliées aux autres données de ce document. Il n'est donc pas possible à l'heure actuelle de fournir l'aperçu général habituel. À un stade ultérieur, les méthodes statistiques habituelles seront reprises et il sera donc possible de compléter à nouveau l'aperçu général dans cette brochure.

Comparaison internationale

9.1

Taux de chômage

Graphique 39
Evolution du taux de chômage harmonisé en Belgique et
en Europe¹⁰



Source : Eurostat - Taux de chômage harmonisés par rapport à la population active - Séries EFT ajustées - Données désaisonnalisées (une_rt_q)

¹⁰ Suite au brexit, nous utiliserons l'UE 27 comme référence pour l'ensemble de la période..

Eurostat, le service statistique de la Commission européenne, publie une statistique internationale harmonisée du taux de chômage qui se base sur une enquête trimestrielle auprès d'un échantillon de la population.

L'évolution du taux de chômage belge n'a pas suivi la même tendance que la moyenne européenne (Union européenne ou zone euro). Par rapport à cette moyenne, le taux de chômage harmonisé en Belgique a moins augmenté pendant la crise de 2009, a davantage diminué en 2010 et 2011 et n'est reparti à la hausse que plus tard en 2012.

La tendance à la baisse enregistrée au niveau européen à partir de la seconde moitié de l'année 2013 ne s'est toutefois pas produite en Belgique. Le taux de chômage en Belgique a, par contre, augmenté pour atteindre un pic à 8,7% lors du T2 2015. L'élargissement de l'obligation de s'inscrire comme demandeur d'emploi (relèvement des conditions d'âge depuis 2013) a sans doute pour partie influencé cette évolution.

Au T1 2020, le taux de chômage belge est de 5,2%. Il a diminué en dessous du niveau d'avant la crise de T1 2007 où il était de 7,8%. Le taux de la zone Euro (7,3%) est de 0,5 point de pourcentage inférieur à celui du T1 de 2007. Avec un taux de 6,5%, l'UE 27 connaît également un taux de chômage plus bas qu'en T1 de 2007 mais reste toutefois supérieur de 1,3 point de pourcentage par rapport au taux belge.

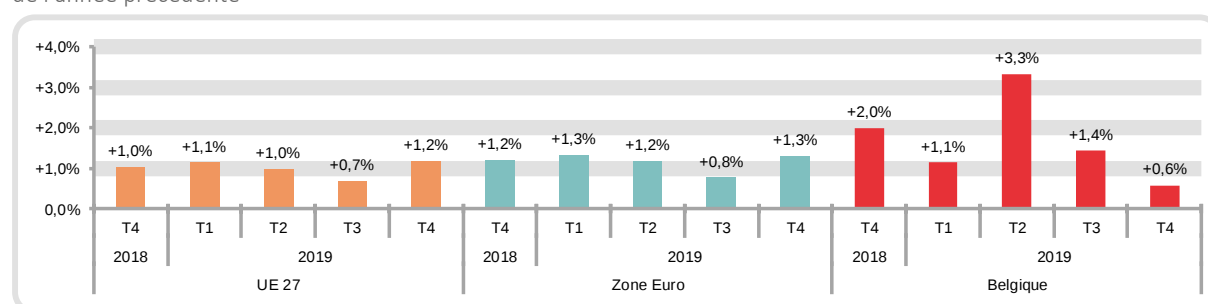
9.2 Emploi

Tableau 36
Evolution de l'emploi en Belgique et en Europe

T4	UE 27	Zone euro	Belgique		UE 27	Zone euro	Belgique
2007	192.219,2	146.279,6	4.443,3	1	2019	2019	2019
2008	193.119,1	146.505,1	4.455,1	2	2018	2018	2018
2009	189.025,0	143.398,6	4.454,2	3	2017	2017	2017
2010	187.122,3	142.492,2	4.554,1	4	2016	2016	2016
2011	186.886,1	142.324,3	4.550,6	5	2008	2008	2014
2012	185.967,9	141.236,6	4.532,6	6	2007	2007	2015
2013	185.920,7	140.986,8	4.526,3	7	2015	2015	2010
2014	188.574,0	142.832,4	4.575,3	8	2009	2009	2011
2015	190.905,9	144.586,6	4.566,9	9	2014	2014	2012
2016	193.556,4	146.961,9	4.684,2	10	2010	2010	2013
2017	196.605,1	149.339,6	4.718,5	11	2011	2011	2008
2018	198.644,1	151.161,8	4.812,4	12	2012	2012	2009
2019	201.000,5	153.132,9	4.840,7	13	2013	2013	2007
Evol. 2007-2019	+4,6%	+4,7%	+8,9%				

Source : Eurostat - Emploi total de la population résidente (en milliers) -15 ans et plus - EFT (lfsq_egaps)

Graphique 40
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Au T4 2019, l'emploi total s'élevait en Belgique à 4,84 millions. L'emploi a ainsi enregistré une hausse de 8,9% par rapport au T4 2007. Même pendant la crise, l'emploi en Belgique est toujours resté supérieur ou équivalent au niveau enregistré en 2007.

Cela n'est le cas ni pour l'Union européenne ni pour la zone euro où l'emploi a, à partir de la crise économique de 2009, chuté sous le niveau de 2007. Grâce à la croissance continue depuis 2014, l'emploi au sein de l'Union européenne et dans la zone euro rejoint à nouveau un niveau qui est plus élevé que le niveau d'avant la crise de 2007 (respectivement +4,6% et +4,7%).

9.3

Taux d'inactivité

Tableau 37

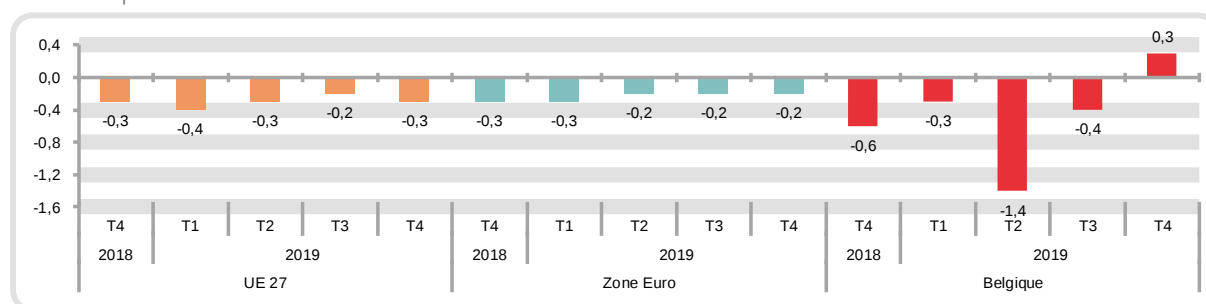
Evolution du taux d'inactivité en Belgique et en Europe

T4	UE 27	Zone euro	Belgique		UE 27	Zone euro	Belgique
2007	30,3	29,1	32,5	1	2019	2019	2018
2008	30,0	28,7	33,0	2	2018	2018	2019
2009	29,9	28,7	32,7	3	2017	2017	2017
2010	29,7	28,6	31,9	4	2016	2016	2016
2011	29,3	28,3	33,0	5	2015	2015	2010
2012	28,8	27,8	32,5	6	2014	2014	2014
2013	28,6	27,7	32,6	7	2013	2013	2015
2014	28,1	27,4	32,0	8	2012	2012	2007
2015	27,9	27,3	32,3	9	2011	2011	2007
2016	27,6	27,0	31,6	10	2010	2010	2013
2017	27,1	26,7	31,4	11	2009	2008	2009
2018	26,8	26,4	30,8	12	2008	2008	2008
2019	26,5	26,2	31,1	13	2007	2007	2008
Evol. 2007-2019	-3,8	-2,9	-1,4				

Source : Eurostat – pourcentage d'inactivité par rapport au total de la population -15 à 64 ans - EFT (lfsq_ipga)

Graphique 41

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Au T4 2019, le pourcentage d'inactivité s'élevait en Belgique à 31,1%. Le taux d'inactivité a ainsi enregistré une baisse de -1,4 point de pourcentage par rapport au T4 2007.

Pour l'Union européenne et pour la zone euro les tendances sont semblables à la Belgique. Le taux d'inactivité au sein de l'Union européenne et dans la zone euro sont de respectivement -3,8 et -2,9 point de pourcentage plus bas que le niveau d'avant la crise au T4 2007.

Annexe statistique

On conclue cette publication par l'annexe statistique, qui reprend les indicateurs les plus importants des chapitres précédents, mais complète les séries avec les données pour tous les trimestres depuis le début de la période suivie.

10.1

Context conjoncturel

10.1.1

PIB et baromètre conjoncturel

Tableau 38

Evolution du PIB et du baromètre de la conjoncture à partir du 1^{er} trimestre de 2007

		PIB				Baromètre de la conjoncture
		En millions d'euros chaînés	Variations sur base trimestrielle	Variations sur base annuelle		
2007	T1	95.674	+ 1,4 %	+ 3,8 %	+ 4,9	
	T2	96.111	+ 0,5 %	+ 3,9 %	+ 7,0	
	T3	96.853	+ 0,8 %	+ 3,8 %	+ 5,6	
	T4	97.246	+ 0,4 %	+ 3,1 %	+ 1,6	
	Année	385.884	-	+ 3,7 %	+ 4,8	
2008	T1	97.667	+ 0,4 %	+ 2,1 %	+ 1,9	
	T2	97.729	+ 0,1 %	+ 1,7 %	- 0,9	
	T3	97.157	- 0,6 %	+ 0,3 %	- 4,7	
	T4	95.050	- 2,2 %	- 2,3 %	- 21,5	
	Année	387.603	-	+ 0,4 %	- 6,3	
2009	T1	94.125	- 1,0 %	- 3,6 %	- 30,3	
	T2	94.170	+ 0,0 %	- 3,6 %	- 26,9	
	T3	95.360	+ 1,3 %	- 1,8 %	- 19,6	
	T4	96.126	+ 0,8 %	+ 1,1 %	- 10,3	
	Année	379.781	-	- 2,0 %	- 21,8	
2010	T1	96.624	+ 0,5 %	+ 2,7 %	- 5,9	
	T2	97.576	+ 1,0 %	+ 3,6 %	- 5,0	
	T3	97.982	+ 0,4 %	+ 2,7 %	- 5,0	
	T4	98.477	+ 0,5 %	+ 2,4 %	+ 0,4	
	Année	390.659	-	+ 2,9 %	- 3,9	
2011	T1	98.951	+ 0,5 %	+ 2,4 %	+ 5,5	
	T2	99.157	+ 0,2 %	+ 1,6 %	+ 0,4	
	T3	99.440	+ 0,3 %	+ 1,5 %	- 6,6	
	T4	99.730	+ 0,3 %	+ 1,3 %	- 11,1	
	Année	397.278	-	+ 1,7 %	- 2,9	
2012	T1	99.944	+ 0,2 %	+ 1,0 %	- 8,9	
	T2	99.943	- 0,0 %	+ 0,8 %	- 11,7	
	T3	100.187	+ 0,2 %	+ 0,8 %	- 11,6	
	T4	100.141	- 0,0 %	+ 0,4 %	- 12,9	
	Année	400.215	-	+ 0,7 %	- 11,3	
2013	T1	99.865	- 0,3 %	- 0,1 %	- 13,1	
	T2	100.448	+ 0,6 %	+ 0,5 %	- 13,3	
	T3	100.760	+ 0,3 %	+ 0,6 %	- 9,1	
	T4	100.980	+ 0,2 %	+ 0,8 %	- 6,1	
	Année	402.053	-	+ 0,5 %	- 10,4	
2014	T1	101.415	+ 0,4 %	+ 1,6 %	- 4,7	
	T2	101.683	+ 0,3 %	+ 1,2 %	- 5,9	
	T3	102.384	+ 0,7 %	+ 1,6 %	- 7,3	
	T4	102.917	+ 0,5 %	+ 1,9 %	- 6,6	
	Année	408.399	-	+ 1,6 %	- 6,1	
2015	T1	103.449	+ 0,5 %	+ 2,0 %	- 7,8	
	T2	104.141	+ 0,7 %	+ 2,4 %	- 5,0	
	T3	104.338	+ 0,2 %	+ 1,9 %	- 5,3	
	T4	104.773	+ 0,4 %	+ 1,8 %	- 3,1	
	Année	416.701	-	+ 2,0 %	- 5,3	

Tableau 38 (suite)

		PIB			Baromètre de la conjoncture
		En millions d'euros chaînés	Variations sur base trimestrielle	Variations sur base annuelle	
2016	T1	104.950	+ 0,2 %	+ 1,5 %	- 4,6
	T2	105.641	+ 0,7 %	+ 1,4 %	- 1,5
	T3	105.874	+ 0,2 %	+ 1,5 %	- 1,4
	T4	106.396	+ 0,5 %	+ 1,5 %	- 1,3
	Année	422.861	-	+ 1,5 %	- 2,2
2017	T1	107.195	+ 0,8 %	+ 2,1 %	- 0,7
	T2	107.523	+ 0,3 %	+ 1,8 %	- 1,3
	T3	107.656	+ 0,1 %	+ 1,7 %	- 2,4
	T4	108.538	+ 0,8 %	+ 2,0 %	+ 0,7
	Année	430.912	-	+ 1,9 %	- 0,9
2018	T1	108.784	+ 0,2 %	+ 1,5 %	+ 1,3
	T2	109.098	+ 0,3 %	+ 1,5 %	+ 0,6
	T3	109.282	+ 0,2 %	+ 1,5 %	- 0,1
	T4	110.158	+ 0,8 %	+ 1,5 %	- 0,5
	Année	437.322	-	+ 1,5 %	+ 0,3
2019	T1	110.268	+ 0,1 %	+ 1,4 %	- 1,3
	T2	110.587	+ 0,3 %	+ 1,4 %	- 3,9
	T3	111.037	+ 0,4 %	+ 1,6 %	- 5,5
	T4	111.572	+ 0,5 %	+ 1,3 %	- 4,0
	Année	443.464	-	+ 1,4 %	- 3,7
2020	T1	107.653	- 3,5 %	- 2,4 %	- 5,2
	T2	94.519	- 12,2 %	- 14,5 %	- 31,1

Source : BNB Statistiques online (stat.nbb.be) - PIB de l'économie totale en millions d'euros chaînés (année de référence 2015) - corrigé des variations saisonnières et des effets calendaires + Enquête mensuelle de conjoncture : courbe synthétique corrigée des influences saisonnières + communiqué de presse - ICN - Flash estimate et comptes trimestriels (trimestre le plus récent)

10.1.2

Offres d'emploi

Tableau 39
Evolution du nombre d'offres d'emploi par région à partir
du 1^{er} trimestre de 2007

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles- Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles- Capitale
2007	T1	53.058	18.174	3.392	74.624	2007	T1	100	100	100
	T2	50.674	20.240	3.109	74.023		T2	100	100	100
	T3	50.344	18.050	3.313	71.707		T3	100	100	100
	T4	47.664	17.183	3.315	68.162		T4	100	100	100
	Année	201.740	73.647	13.129	288.516		Année	100	100	100
2008	T1	53.232	20.045	3.866	77.143	2008	T1	100	110	114
	T2	50.882	18.409	3.859	73.150		T2	100	91	124
	T3	48.474	19.385	3.992	71.851		T3	96	107	120
	T4	40.507	14.610	3.705	58.822		T4	85	85	112
	Année	193.095	72.449	15.422	280.966		Année	96	98	117
2009	T1	40.648	18.879	3.854	63.381	2009	T1	77	104	114
	T2	35.780	15.232	3.364	54.376		T2	71	75	108
	T3	35.983	16.397	4.448	56.828		T3	71	91	134
	T4	35.589	13.142	3.795	52.526		T4	75	76	114
	Année	148.000	63.650	15.461	227.111		Année	73	86	118
2010	T1	42.230	18.060	4.348	64.638	2010	T1	80	99	128
	T2	43.307	17.487	3.937	64.731		T2	85	86	127
	T3	45.832	17.417	4.872	68.121		T3	91	96	147
	T4	43.431	15.646	4.209	63.286		T4	91	91	127
	Année	174.800	68.610	17.366	260.776		Année	87	93	132
2011	T1	53.425	19.867	4.860	78.152	2011	T1	101	109	143
	T2	52.485	19.560	5.213	77.258		T2	104	97	168
	T3	50.498	18.572	5.805	74.875		T3	100	103	175
	T4	44.923	15.563	5.255	65.741		T4	94	91	159
	Année	201.331	73.562	21.133	296.026		Année	100	100	161
2012	T1	48.860	18.644	5.305	72.809	2012	T1	92	103	156
	T2	46.219	15.095	4.673	65.987		T2	91	75	150
	T3	41.409	17.066	4.271	62.746		T3	82	95	129
	T4	40.322	13.455	3.962	57.739		T4	85	78	120
	Année	176.810	64.260	18.211	259.281		Année	88	87	139
2013	T1	41.058	14.660	4.706	60.424	2013	T1	77	81	139
	T2	39.111	12.813	4.334	56.258		T2	77	63	139
	T3	36.431	12.961	4.989	54.381		T3	72	72	151
	T4	37.139	11.962	4.184	53.285		T4	78	70	126
	Année	153.739	52.396	18.213	224.348		Année	76	71	139
2014	T1	42.420	14.065	4.567	61.052	2014	T1	80	77	135
	T2	39.473	12.993	4.560	57.026		T2	78	64	147
	T3	40.609	12.637	5.049	58.295		T3	81	70	152
	T4	36.586	12.063	4.275	52.924		T4	77	70	129
	Année	159.088	51.758	18.451	229.297		Année	79	70	141
2015	T1	45.066	13.567	4.976	63.609	2015	T1	85	75	147
	T2	43.519	12.739	4.810	61.068		T2	86	63	155
	T3	45.580	12.554	5.408	63.542		T3	91	70	163
	T4	45.143	12.381	4.969	62.493		T4	95	72	150
	Année	179.308	51.241	20.163	250.712		Année	89	70	154

Tableau 39 (suite)

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2016	T1	55.489	14.995	5.125	75.609	2016	T1	105	83	151	101
	T2	58.510	15.248	6.007	79.765		T2	115	75	193	108
	T3	56.745	13.744	5.320	75.809		T3	113	76	161	106
	T4	55.927	13.457	5.188	74.572		T4	117	78	157	109
	Année	226.671	57.444	21.640	305.755		Année	112	78	165	106
2017	T1	65.868	17.963	5.915	89.746	2017	T1	124	99	174	120
	T2	66.742	17.219	5.711	89.672		T2	132	85	184	121
	T3	61.829	15.347	6.350	83.526		T3	123	85	192	116
	T4	63.685	15.718	6.561	85.964		T4	134	91	198	126
	Année	258.124	66.247	24.537	348.908		Année	128	90	187	121
2018	T1	73.099	20.033	7.239	100.371	2018	T1	138	110	213	135
	T2	73.277	18.941	7.411	99.629		T2	145	94	238	135
	T3	70.658	16.774	6.707	94.139		T3	140	93	202	131
	T4	70.154	16.134	7.123	93.411		T4	147	94	215	137
	Année	287.188	71.882	28.480	387.550		Année	142	98	217	134
2019	T1	76.138	20.141	7.592	103.871	2019	T1	143	111	224	139
	T2	72.432	19.200	6.991	98.623		T2	143	95	225	133
	T3	74.774	17.290	6.394	98.458		T3	149	96	193	137
	T4	68.889	19.510	5.824	94.223		T4	145	114	176	138
	Année	292.233	76.141	26.801	395.175		Année	145	103	204	137
2020	T1	69.774	17.352	6.907	94.033	2020	T1	132	95	204	126
	T2	49.657	11.016	4.670	65.343		T2	98	54	150	88

Sources : VDAB, FOREM, Actiris, ADG - Offres d'emploi reçues par les services publics régionaux de l'emploi, issues du circuit économique normal à l'exclusion de l'intérim et des échanges d'offres entre services régionaux. Les offres d'emploi communiquées au VDAB par le biais de bureaux de recrutement ou de sélection ne sont plus reprises, de sorte que la série historique n'est pas la même que celle des publications précédentes.

10.1.3

Ratio d'emplois

Tableau 40
Evolution du ratio d'emplois par région à partir du 1^{er}
trimestre de 2007

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles- Capitale	Pays
2007	T2	52,5	42,7	88,5	52,9
	T4	52,8	43,2	89,8	53,4
	Année	52,7	43,0	89,1	53,1
2008	T2	53,3	43,7	87,4	53,6
	T4	52,9	43,5	87,8	53,4
	Année	53,1	43,6	87,6	53,5
2009	T2	52,7	43,3	85,0	52,9
	T4	52,4	43,2	85,7	52,8
	Année	52,5	43,2	85,3	52,9
2010	T2	52,9	43,7	83,7	53,1
	T4	52,7	43,9	84,9	53,2
	Année	52,8	43,8	84,3	53,1
2011	T2	53,3	44,0	82,9	53,4
	T4	52,8	43,8	83,6	53,1
	Année	53,0	43,9	83,2	53,3
2012	T2	53,1	43,6	80,6	53,0
	T4	52,8	43,5	81,4	52,8
	Année	53,0	43,5	81,0	52,9
2013	T2	52,8	43,1	79,3	52,5
	T4	52,6	43,4	80,0	52,5
	Année	52,7	43,2	79,7	52,5
2014	T2	53,1	43,5	78,8	52,8
	T4	53,1	43,5	79,1	52,8
	Année	53,1	43,5	78,9	52,8
2015	T1	53,3	43,7	78,6	53,0
	T2	53,7	43,7	78,2	53,2
	T3	54,1	43,9	78,5	53,5
	T4	53,5	43,8	78,4	53,1
	Année	53,6	43,8	78,4	53,2

Tableau 40 (suite)

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2016	T1	53,8	44,0	78,0	53,3
	T2	54,3	44,3	77,9	53,7
	T3	54,9	44,3	77,9	54,1
	T4	54,2	44,4	78,0	53,6
	Année	54,3	44,3	78,0	53,7
2017	T1	55,1	45,1	78,7	54,5
	T2	55,5	45,4	78,5	54,8
	T3	55,8	45,3	78,3	54,9
	T4	55,4	45,2	78,7	54,7
	Année	55,4	45,3	78,5	54,7
2018	T1	55,7	45,5	77,8	54,9
	T2	56,2	45,7	77,6	55,2
	T3	56,5	45,8	77,7	55,5
	T4	56,3	45,8	78,5	55,4
	Année	56,2	45,7	77,9	55,2

Sources: ONSS "Répartition des postes de travail par lieu de travail" en Eurostat - EFT [lfst_r_lfsd2pwn] – population 15-64 ans. Calculs ONEM.

10.1.4

Travail intérimaire

Tableau 41

Evolution du nombre moyen d'heures journalières pres-
tées dans le cadre du travail intérimaire selon le statut à
partir du 1^{er} trimestre de 2007

Employés				Ouvriers				Total			
Employés				Ouvriers				Total			
2007	T1	205.673	360.772	566.445	2007	T1	100	100	100		
	T2	223.537	400.360	623.897		T2	100	100	100		
	T3	288.206	465.601	753.807		T3	100	100	100		
	T4	241.225	398.998	640.223		T4	100	100	100		
	Année	239.660	406.433	646.093		Année	100	100	100		
2008	T1	227.591	358.208	585.799	2008	T1	111	99	103		
	T2	235.735	384.748	620.482		T2	105	96	99		
	T3	301.571	428.679	730.250		T3	105	92	97		
	T4	237.161	333.918	571.079		T4	98	84	89		
	Année	250.514	376.388	626.902		Année	105	93	97		
2009	T1	204.081	239.868	443.949	2009	T1	99	66	78		
	T2	201.276	253.277	454.553		T2	90	63	73		
	T3	251.113	315.038	566.151		T3	87	68	75		
	T4	208.598	291.666	500.264		T4	86	73	78		
	Année	216.267	274.962	491.229		Année	90	68	76		
2010	T1	193.276	257.043	450.319	2010	T1	94	71	79		
	T2	206.207	314.573	520.780		T2	92	79	83		
	T3	267.895	388.922	656.817		T3	93	84	87		
	T4	230.207	359.361	589.568		T4	95	90	92		
	Année	224.396	329.975	554.371		Année	94	81	86		
2011	T1	213.510	323.642	537.152	2011	T1	104	90	95		
	T2	226.416	363.768	590.184		T2	101	91	95		
	T3	284.509	412.570	697.079		T3	99	89	92		
	T4	236.827	355.543	592.370		T4	98	89	93		
	Année	240.316	363.881	604.197		Année	100	90	94		
2012	T1	210.902	294.529	505.431	2012	T1	103	82	89		
	T2	222.580	329.948	552.528		T2	100	82	89		
	T3	273.686	369.878	643.563		T3	95	79	85		
	T4	229.504	314.728	544.232		T4	95	79	85		
	Année	234.168	327.271	561.439		Année	98	81	87		
2013	T1	209.778	264.046	473.824	2013	T1	102	73	84		
	T2	217.758	302.757	520.515		T2	97	76	83		
	T3	266.483	355.794	622.277		T3	92	76	83		
	T4	228.626	329.022	557.648		T4	95	82	87		
	Année	230.661	312.905	543.566		Année	96	77	84		
2014	T1	208.939	290.294	499.232	2014	T1	102	80	88		
	T2	233.505	337.724	571.229		T2	104	84	92		
	T3	293.569	392.187	685.756		T3	102	84	91		
	T4	245.615	345.506	591.121		T4	102	87	92		
	Année	245.407	341.428	586.834		Année	102	84	91		
2015	T1	233.387	322.561	555.948	2015	T1	113	89	98		
	T2	260.706	371.738	632.445		T2	117	93	101		
	T3	314.876	419.490	734.366		T3	109	90	97		
	T4	274.581	380.763	655.344		T4	114	95	102		
	Année	270.887	373.638	644.526		Année	113	92	100		

Tableau 41 (suite)

		Employés	Ouvriers	Total			Employés	Ouvriers	Total
2016	T1	255.620	340.971	596.590	2016	T1	124	95	105
	T2	276.159	386.126	662.285		T2	124	96	106
	T3	335.781	444.300	780.081		T3	117	95	103
	T4	288.860	410.153	699.013		T4	120	103	109
	Année	289.105	395.387	684.492		Année	121	97	106
2017	T1	259.128	360.461	619.589	2017	T1	126	100	109
	T2	292.959	427.216	720.176		T2	131	107	115
	T3	355.721	474.860	830.581		T3	123	102	110
	T4	304.384	430.426	734.810		T4	126	108	115
	Année	303.048	423.241	726.289		Année	126	104	112
2018	T1	274.097	381.734	655.832	2018	T1	133	106	116
	T2	300.322	433.108	733.430		T2	134	108	118
	T3	354.841	468.174	823.015		T3	123	101	109
	T4	303.348	415.399	718.747		T4	126	104	112
	Année	308.152	424.604	732.756		Année	129	104	113
2019	T1	270.656	365.611	636.267	2019	T1	132	101	112
	T2	292.909	405.982	698.891		T2	131	101	112
	T3	344.500	435.968	780.468		T3	120	94	104
	T4	295.961	391.380	687.340		T4	123	98	107
	Année	301.006	399.735	700.741		Année	126	98	108
2020	T1	245.888	317.322	563.210	2020	T1	120	88	99
	T2	212.061	258.832	470.893		T2	95	65	75

Source : Federgon

NB : la moyenne journalière par trimestre se base sur les moyennes journalières par mois.

10.1.5

Création d'entreprises

Tableau 42
Constitutions d'entreprises dans le secteur marchand¹¹ à
partir du 1^{er} trimestre de 2007

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles- Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles- Capitale	Pays
2007	T1	4.465	1.579	1.331	7.376	2007	T1	100	100	100	100
	T2	3.904	1.438	1.266	6.611		T2	100	100	100	100
	T3	3.563	1.269	1.073	5.905		T3	100	100	100	100
	T4	4.778	1.616	1.440	7.837		T4	100	100	100	100
	Année	16.710	5.902	5.110	27.729		Année	100	100	100	100
2008	T1	4.702	1.675	1.224	7.605	2008	T1	105	106	92	103
	T2	4.383	1.579	1.274	7.258		T2	112	110	101	110
	T3	3.836	1.238	1.038	6.129		T3	108	98	97	104
	T4	4.558	1.526	1.190	7.282		T4	95	94	83	93
	Année	17.479	6.018	4.726	28.274		Année	105	102	92	102
2009	T1	4.082	1.498	1.069	6.657	2009	T1	91	95	80	90
	T2	3.652	1.321	1.053	6.030		T2	94	92	83	91
	T3	3.563	1.216	903	5.685		T3	100	96	84	96
	T4	4.695	1.533	1.282	7.515		T4	98	95	89	96
	Année	15.992	5.568	4.307	25.887		Année	96	94	84	93
2010	T1	4.802	1.634	1.261	7.703	2010	T1	108	103	95	104
	T2	4.082	1.583	1.135	6.808		T2	105	110	90	103
	T3	4.123	1.373	1.065	6.563		T3	116	108	99	111
	T4	5.202	1.792	1.361	8.357		T4	109	111	95	107
	Année	18.209	6.382	4.822	29.431		Année	109	108	94	106
2011	T1	5.136	1.803	1.410	8.352	2011	T1	115	114	106	113
	T2	4.655	1.674	1.323	7.652		T2	119	116	105	116
	T3	4.138	1.476	1.204	6.822		T3	116	116	112	116
	T4	4.979	1.848	1.422	8.253		T4	104	114	99	105
	Année	18.908	6.801	5.359	31.079		Année	113	115	105	112
2012	T1	4.514	1.647	1.287	7.453	2012	T1	101	104	97	101
	T2	3.643	1.391	1.155	6.193		T2	93	97	91	94
	T3	3.126	1.160	984	5.272		T3	88	91	92	89
	T4	3.376	1.314	1.134	5.825		T4	71	81	79	74
	Année	14.659	5.512	4.560	24.743		Année	88	93	89	89
2013	T1	3.928	1.480	1.288	6.700	2013	T1	88	94	97	91
	T2	3.129	1.251	1.098	5.479		T2	80	87	87	83
	T3	3.435	1.148	1.053	5.637		T3	96	90	98	95
	T4	3.807	1.480	1.425	6.712		T4	80	92	99	86
	Année	14.299	5.359	4.864	24.528		Année	86	91	95	88
2014	T1	4.135	1.561	1.331	7.029	2014	T1	93	99	100	95
	T2	3.600	1.408	1.178	6.186		T2	92	98	93	94
	T3	3.437	1.215	1.045	5.697		T3	96	96	97	96
	T4	4.168	1.479	1.302	6.949		T4	87	92	90	89
	Année	15.340	5.663	4.856	25.861		Année	92	96	95	93
2015	T1	4.251	1.554	1.242	7.047	2015	T1	95	98	93	96
	T2	3.884	1.372	1.178	6.434		T2	99	95	93	97
	T3	3.989	1.400	1.188	6.577		T3	112	110	111	111
	T4	4.859	1.681	1.362	7.902		T4	102	104	95	101
	Année	16.983	6.007	4.970	27.960		Année	102	102	97	101

¹¹ Constitution d'entreprises dans le secteur marchand sur la base du critère de la forme juridique : il n'est pas tenu compte des sociétés civiles, des sociétés à finalité sociale et des sociétés de droit public. Pour le moment, les personnes physiques ne sont pas incorporées dans cette statistique du fait que la spécification marchand/non marchand n'y est pas encore implémentée.

Tableau 42 (suite)

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2016	T1	5.151	1.743	1.446	8.346	2016	T1	115	110	109	113
	T2	4.435	1.702	1.347	7.484		T2	114	118	106	113
	T3	4.162	1.417	1.165	6.744		T3	117	112	109	114
	T4	5.264	1.784	1.482	8.530		T4	110	110	103	109
	Année	19.012	6.646	5.440	31.104		Année	114	113	106	112
2017	T1	5.310	1.810	1.453	8.575	2017	T1	119	115	109	116
	T2	4.563	1.687	1.381	7.631		T2	117	117	109	115
	T3	4.081	1.402	1.139	6.625		T3	115	110	106	112
	T4	4.697	1.718	1.470	7.885		T4	98	106	102	101
	Année	18.651	6.617	5.443	30.716		Année	112	112	107	111
2018	T1	5.862	1.813	1.516	9.192	2018	T1	131	115	114	125
	T2	4.663	1.519	1.404	7.588		T2	119	106	111	115
	T3	4.419	1.269	1.209	6.897		T3	124	100	113	117
	T4	6.321	1.997	1.704	10.023		T4	132	124	118	128
	Année	21.265	6.598	5.833	33.700		Année	127	112	114	122
2019	T1	6.476	2.032	1.599	10.110	2019	T1	145	129	120	137
	T2	5.324	1.751	1.370	8.445		T2	136	122	108	128
	T3	5.980	1.876	1.382	9.238		T3	168	148	129	156
	T4	7.465	2.384	1.739	11.588		T4	156	148	121	148
	Année	25.245	8.043	6.090	39.381		Année	151	136	119	142
2020	T1	7.469	2.316	1.620	11.405	2020	T1	167	147	122	155
	T2	5.076	1.496	1.026	7.598		T2	130	104	81	115

Source : SPF Economie

10.1.6

Faillites avec ou sans perte d'emplois

Tableau 43

Evolution du nombre des faillites d'entreprises avec ou sans personnel par région à partir du 1^{er} trimestre de 2007

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Total			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Total
2007	T1	997	547	373	1.925	2007	T1	100	100	100	100
	T2	952	578	416	1.958		T2	100	100	100	100
	T3	728	398	308	1.436		T3	100	100	100	100
	T4	1.001	633	425	2.075		T4	100	100	100	100
	Année	3.678	2.156	1.522	7.394		Année	100	100	100	100
2008	T1	943	587	416	1.952	2008	T1	95	107	112	101
	T2	1.060	658	471	2.205		T2	111	114	113	113
	T3	856	450	445	1.757		T3	118	113	144	122
	T4	1.140	669	494	2.310		T4	114	106	116	111
	Année	3.999	2.364	1.826	8.224		Année	109	110	120	111
2009	T1	1.306	737	417	2.466	2009	T1	131	135	112	128
	T2	1.194	687	471	2.359		T2	125	119	113	120
	T3	873	565	433	1.875		T3	120	142	141	131
	T4	1.250	677	498	2.430		T4	125	107	117	117
	Année	4.623	2.666	1.819	9.130		Année	126	124	120	123
2010	T1	1.329	714	504	2.554	2010	T1	133	131	135	133
	T2	1.304	716	472	2.497		T2	137	124	113	128
	T3	1.022	586	434	2.048		T3	140	147	141	143
	T4	1.179	696	534	2.416		T4	118	110	126	116
	Année	4.834	2.712	1.944	9.515		Année	131	126	128	129
2011	T1	1.318	770	496	2.592	2011	T1	132	141	133	135
	T2	1.202	778	562	2.550		T2	126	135	135	130
	T3	1.014	651	467	2.137		T3	139	164	152	149
	T4	1.276	739	778	2.799		T4	127	117	183	135
	Année	4.810	2.938	2.303	10.078		Année	131	136	151	136
2012	T1	1.319	763	473	2.560	2012	T1	132	139	127	133
	T2	1.397	782	521	2.704		T2	147	135	125	138
	T3	1.100	596	537	2.236		T3	151	150	174	156
	T4	1.496	793	702	2.999		T4	149	125	165	145
	Année	5.312	2.934	2.233	10.499		Année	144	136	147	142
2013	T1	1.443	926	627	3.002	2013	T1	145	169	168	156
	T2	1.407	744	700	2.856		T2	148	129	168	146
	T3	1.247	742	652	2.651		T3	171	186	212	185
	T4	1.570	927	651	3.151		T4	157	146	153	152
	Année	5.667	3.339	2.630	11.660		Année	154	155	173	158
2014	T1	1.445	996	536	2.983	2014	T1	145	182	144	155
	T2	1.325	833	525	2.688		T2	139	144	126	137
	T3	1.078	665	503	2.256		T3	148	167	163	157
	T4	1.420	791	639	2.862		T4	142	125	150	138
	Année	5.268	3.285	2.203	10.789		Année	143	152	145	146
2015	T1	1.383	926	596	2.910	2015	T1	139	169	160	151
	T2	1.339	799	681	2.827		T2	141	138	164	144
	T3	927	559	433	1.925		T3	127	140	141	134
	T4	1.287	703	456	2.451		T4	129	111	107	118
	Année	4.936	2.987	2.166	10.113		Année	134	139	142	137

Tableau 43 (suite)

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Total			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Total
2016	T1	1.316	694	407	2.430	2016	T1	132	127	109	126
	T2	1.336	713	538	2.592		T2	140	123	129	132
	T3	1.028	531	464	2.027		T3	141	133	151	141
	T4	1.264	638	605	2.511		T4	126	101	142	121
	Année	4.944	2.576	2.014	9.560		Année	134	119	132	129
2017	T1	1.380	734	529	2.649	2017	T1	138	134	142	138
	T2	1.259	741	799	2.805		T2	132	128	192	143
	T3	945	555	444	1.947		T3	130	139	144	136
	T4	1.276	729	931	2.945		T4	127	115	219	142
	Année	4.860	2.759	2.703	10.346		Année	132	128	178	140
2018	T1	1.244	720	858	2.830	2018	T1	125	132	230	147
	T2	1.059	561	659	2.284		T2	111	97	158	117
	T3	926	499	663	2.096		T3	127	125	215	146
	T4	1.262	756	879	2.902		T4	126	119	207	140
	Année	4.491	2.536	3.059	10.112		Année	122	118	201	137
2019	T1	1.319	663	720	2.710	2019	T1	132	121	193	141
	T2	1.319	775	859	2.966		T2	139	134	206	151
	T3	1.041	607	627	2.283		T3	143	153	204	159
	T4	1.286	661	723	2.672		T4	128	104	170	129
	Année	4.965	2.706	2.929	10.631		Année	135	126	192	144
2020	T1	1.316	720	622	2.661	2020	T1	132	132	167	138
	T2	685	312	218	1.216		T2	72	54	52	62

Source : Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprise (ONEM)

La base de données est adaptée sur la base des extraits modificatifs de la BCE que le FFE reçoit quotidiennement : les faillites peuvent être annulées et des nouvelles faillites ajoutées. Il s'agit de temps en temps aussi d'une modification dans un trimestre précédent. Etant donné que le FFE utilise des données dynamiques, les chiffres peuvent être différents selon le moment où ils sont consultés. Le total comprend aussi un nombre restreint de faillites d'entreprises dont le siège social est situé à l'étranger..

10.1.7

Faillites avec perte d'emplois

Tableau 44

Evolution du nombre des faillites des entreprises avec personnel par région à partir du 1^{er} trimestre de 2007

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	367	242	131	740	2007	T1	100	100	100	100
	T2	375	254	158	787		T2	100	100	100	100
	T3	262	194	119	575		T3	100	100	100	100
	T4	354	282	132	768		T4	100	100	100	100
	Année	1.358	972	540	2.870		Année	100	100	100	100
2008	T1	352	250	147	749	2008	T1	96	103	112	101
	T2	403	280	133	816		T2	107	110	84	104
	T3	321	196	164	681		T3	123	101	138	118
	T4	417	306	167	890		T4	118	109	127	116
	Année	1.493	1.032	611	3.136		Année	110	106	113	109
2009	T1	495	320	152	967	2009	T1	135	132	116	131
	T2	479	292	156	927		T2	128	115	99	118
	T3	341	270	154	765		T3	130	139	129	133
	T4	462	297	182	941		T4	131	105	138	123
	Année	1.777	1.179	644	3.600		Année	131	121	119	125
2010	T1	478	318	164	960	2010	T1	130	131	125	130
	T2	459	305	173	937		T2	122	120	109	119
	T3	387	263	173	823		T3	148	136	145	143
	T4	424	310	162	896		T4	120	110	123	117
	Année	1.748	1.196	672	3.616		Année	129	123	124	126
2011	T1	478	335	141	954	2011	T1	130	138	108	129
	T2	453	364	143	960		T2	121	143	91	122
	T3	357	299	151	807		T3	136	154	127	140
	T4	437	340	241	1.018		T4	123	121	183	133
	Année	1.725	1.338	676	3.739		Année	127	138	125	130
2012	T1	507	361	173	1.041	2012	T1	138	149	132	141
	T2	499	345	191	1.035		T2	133	136	121	132
	T3	402	275	156	833		T3	153	142	131	145
	T4	505	349	177	1.031		T4	143	124	134	134
	Année	1.913	1.330	697	3.940		Année	141	137	129	137
2013	T1	524	437	190	1.151	2013	T1	143	181	145	156
	T2	488	321	204	1.013		T2	130	126	129	129
	T3	427	328	208	963		T3	163	169	175	167
	T4	582	400	195	1.177		T4	164	142	148	153
	Année	2.021	1.486	797	4.304		Année	149	153	148	150
2014	T1	475	431	194	1.100	2014	T1	129	178	148	149
	T2	427	354	194	975		T2	114	139	123	124
	T3	389	302	161	852		T3	148	156	135	148
	T4	496	300	218	1.014		T4	140	106	165	132
	Année	1.787	1.387	767	3.941		Année	132	143	142	137
2015	T1	473	405	190	1.068	2015	T1	129	167	145	144
	T2	458	334	208	1.000		T2	122	131	132	127
	T3	334	263	165	762		T3	127	136	139	133
	T4	425	299	186	910		T4	120	106	141	118
	Année	1.690	1.301	749	3.740		Année	124	134	139	130

Tableau 44 (suite)

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2016	T1	424	304	161	889	2016	T1	116	126	123	120
	T2	435	286	199	920		T2	119	118	152	124
	T3	322	185	164	671		T3	88	76	125	91
	T4	358	231	181	770		T4	98	95	138	104
	Année	1.539	1.006	705	3.250		Année	113	103	131	113
2017	T1	389	283	170	842	2017	T1	106	117	130	114
	T2	381	313	233	927		T2	102	123	147	118
	T3	326	228	137	691		T3	124	118	115	120
	T4	428	339	250	1.017		T4	121	120	189	132
	Année	1.524	1.163	790	3.477		Année	112	120	146	121
2018	T1	427	303	266	996	2018	T1	116	125	203	135
	T2	352	263	197	812		T2	94	104	125	103
	T3	315	225	162	702		T3	120	116	136	122
	T4	469	336	274	1.079		T4	132	119	208	140
	Année	1.563	1.127	899	3.589		Année	115	116	166	125
2019	T1	415	273	208	896	2019	T1	113	113	159	121
	T2	401	354	239	994		T2	107	139	151	126
	T3	333	250	163	746		T3	127	129	137	130
	T4	427	307	218	952		T4	121	109	165	124
	Année	1.576	1.184	828	3.588		Année	116	122	153	125
2020	T1	448	297	202	947	2020	T1	122	123	154	128
	T2	239	168	93	500		T2	64	66	59	64

Source : Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprise (ONEM)

La base de données est adaptée sur la base des extraits modificatifs de la BCE que le FFE reçoit quotidiennement : des faillites peuvent être annulées et des nouvelles faillites ajoutées. De temps en temps, il peut aussi y avoir une modification dans un trimestre précédent. Etant donné que le FFE utilise des données dynamiques, les chiffres peuvent être différents selon le moment où ils sont consultés.

10.1.8

Emplois perdus à la suite de faillites

Tableau 45

Evolution du nombre d'emplois perdus par région à partir
du 1^{er} trimestre de 2007

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles- Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles- Capitale	Pays
2007	T1	2.636	1.979	1.286	5.901	2007	T1	100	100	100	100
	T2	2.373	2.349	1.251	5.973		T2	100	100	100	100
	T3	1.776	1.613	768	4.157		T3	100	100	100	100
	T4	2.622	1.700	695	5.017		T4	100	100	100	100
	Année	9.407	7.641	4.000	21.048		Année	100	100	100	100
2008	T1	2.974	1.746	1.143	5.863	2008	T1	113	88	89	99
	T2	2.286	1.794	1.069	5.149		T2	96	76	85	86
	T3	2.249	1.671	852	4.772		T3	127	104	111	115
	T4	3.225	2.153	912	6.290		T4	123	127	131	125
	Année	10.734	7.364	3.976	22.074		Année	114	96	99	105
2009	T1	3.704	1.914	919	6.537	2009	T1	141	97	71	111
	T2	3.323	2.249	1.074	6.646		T2	140	96	86	111
	T3	1.966	1.757	870	4.593		T3	111	109	113	110
	T4	2.377	1.911	1.659	5.947		T4	91	112	239	119
	Année	11.370	7.831	4.522	23.723		Année	121	102	113	113
2010	T1	3.058	2.835	1.035	6.928	2010	T1	116	143	80	117
	T2	2.738	2.157	866	5.761		T2	115	92	69	96
	T3	2.243	1.731	1.011	4.985		T3	126	107	132	120
	T4	2.803	2.104	898	5.805		T4	107	124	129	116
	Année	10.842	8.827	3.810	23.479		Année	115	116	95	112
2011	T1	3.378	2.441	1.336	7.155	2011	T1	128	123	104	121
	T2	3.067	2.259	960	6.286		T2	129	96	77	105
	T3	2.638	1.576	1.432	5.646		T3	149	98	186	136
	T4	2.693	2.171	1.483	6.347		T4	103	128	213	127
	Année	11.776	8.447	5.211	25.434		Année	125	111	130	121
2012	T1	2.994	3.123	1.222	7.339	2012	T1	114	158	95	124
	T2	3.632	2.036	1.282	6.950		T2	153	87	102	116
	T3	2.435	1.821	878	5.134		T3	137	113	114	124
	T4	4.324	1.898	1.850	8.072		T4	165	112	266	161
	Année	13.385	8.878	5.232	27.495		Année	142	116	131	131
2013	T1	4.098	2.685	1.226	8.009	2013	T1	155	136	95	136
	T2	3.362	2.230	1.231	6.823		T2	142	95	98	114
	T3	3.259	2.118	1.173	6.550		T3	184	131	153	158
	T4	4.629	2.634	1.382	8.645		T4	177	155	199	172
	Année	15.348	9.667	5.012	30.027		Année	163	127	125	143
2014	T1	3.610	3.102	1.428	8.140	2014	T1	137	157	111	138
	T2	3.224	2.059	1.510	6.793		T2	136	88	121	114
	T3	2.520	2.050	1.443	6.013		T3	142	127	188	145
	T4	4.092	1.705	1.759	7.556		T4	156	100	253	151
	Année	13.446	8.916	6.140	28.502		Année	143	117	154	135
2015	T1	3.204	2.689	1.190	7.083	2015	T1	122	136	93	120
	T2	3.180	1.908	1.252	6.340		T2	134	81	100	106
	T3	2.614	1.653	932	5.199		T3	147	102	121	125
	T4	2.925	2.690	1.148	6.763		T4	112	158	165	135
	Année	11.923	8.940	4.522	25.385		Année	127	117	113	121

Tableau 45 (suite)

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2016	T1	3.535	1.498	715	5.748	2016	T1	134	76	56	97
	T2	4.265	1.678	1.104	7.047		T2	162	85	86	119
	T3	2.212	827	1.240	4.279		T3	84	42	96	73
	T4	2.484	1.606	1.542	5.632		T4	94	81	120	95
	Année	12.496	5.609	4.601	22.706		Année	133	73	115	108
2017	T1	2.546	1.630	832	5.008	2017	T1	97	82	65	85
	T2	2.527	2.462	1.268	6.257		T2	106	105	101	105
	T3	2.431	1.224	1.122	4.777		T3	137	76	146	115
	T4	2.660	1.797	1.275	5.732		T4	101	106	183	114
	Année	10.164	7.113	4.497	21.774		Année	108	93	112	103
2018	T1	2.979	1.590	1.842	6.411	2018	T1	113	80	143	109
	T2	2.311	1.189	1.159	4.659		T2	97	51	93	78
	T3	2.063	1.209	805	4.077		T3	116	75	105	98
	T4	3.151	1.908	1.390	6.449		T4	120	112	200	129
	Année	10.504	5.896	5.196	21.596		Année	112	77	130	103
2019	T1	3.986	1.732	1.250	6.968	2019	T1	151	88	97	118
	T2	2.624	2.631	1.295	6.550		T2	111	112	104	110
	T3	2.261	1.446	795	4.502		T3	127	90	104	108
	T4	3.442	1.996	1.006	6.444		T4	131	117	145	128
	Année	12.313	7.805	4.346	24.464		Année	131	102	109	116
2020	T1	3.704	1.613	906	6.223	2020	T1	141	82	70	105
	T2	3.333	782	613	4.728		T2	140	33	49	79

Source : Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprise (ONEM)

10.1.9

Licenciements collectifs

Tableau 46

Evolution du nombre de travailleurs concernés par l'annonce d'une intention de procéder à un licenciement collectif par région à partir du 1^{er} trimestre de 2009

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2009	T1	1.848	20	146	2.014	2009	T1	100	100	100	100
	T2	2.705	230	133	3.068		T2	100	100	100	100
	T3	2.030	887	209	3.126		T3	100	100	100	100
	T4	2.843	585	217	3.645		T4	100	100	100	100
	Année	9.426	1.722	705	11.853		Année	100	100	100	100
2010	T1	3.776	291	4.805	8.872	2010	T1	204	1.455	3.291	441
	T2	573	421	120	1.114		T2	21	183	90	36
	T3	425	105	175	705		T3	21	12	84	23
	T4	870	316	269	1.455		T4	31	54	124	40
	Année	5.644	1.133	5.369	12.146		Année	60	66	762	102
2011	T1	1.065	310	524	1.899	2011	T1	58	1.550	359	94
	T2	592	644	160	1.396		T2	22	280	120	46
	T3	474	340	463	1.277		T3	23	38	222	41
	T4	1.010	1.214	128	2.352		T4	36	208	59	65
	Année	3.141	2.508	1.275	6.924		Année	33	146	181	58
2012	T1	1.553	1.420	216	3.189	2012	T1	84	7.100	148	158
	T2	1.919	310	96	2.325		T2	71	135	72	76
	T3	542	80	291	913		T3	27	9	139	29
	T4	7.887	469	243	8.599		T4	277	80	112	236
	Année	11.901	2.279	846	15.026		Année	126	132	120	127
2013	T1	1.129	4.698	344	6.171	2013	T1	61	23.490	236	306
	T2	962	518	438	1.918		T2	36	225	329	63
	T3	868	126	146	1.140		T3	43	14	70	36
	T4	768	125	162	1.055		T4	27	21	75	29
	Année	3.727	5.467	1.090	10.284		Année	40	317	155	87
2014	T1	1.416	944	30	2.390	2014	T1	77	4.720	21	119
	T2	1.358	197	2.343	3.898		T2	50	86	1.762	127
	T3	219	831	138	1.188		T3	11	94	66	38
	T4	1.046	327	311	1.684		T4	37	56	143	46
	Année	4.039	2.299	2.822	9.160		Année	43	134	400	77
2015	T1	1.049	450	328	1.827	2015	T1	57	2.250	225	91
	T2	439	295	149	883		T2	16	128	112	29
	T3	600	105	87	792		T3	30	12	42	25
	T4	871	104	192	1.167		T4	31	18	88	32
	Année	2.959	954	756	4.669		Année	31	55	107	39

Tableau 46 (suite)

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2016	T1	836	120	306	1.262	2016	T1	45	600	210	63
	T2	1.769	644	218	2.631		T2	65	280	164	86
	T3	737	2.410	831	3.978		T3	36	272	398	127
	T4	653	477	1.645	2.775		T4	23	82	758	76
	Année	3.995	3.651	3.000	10.646		Année	42	212	426	90
2017	T1	874	164	61	1.099	2017	T1	47	820	42	55
	T2	406	98	280	784		T2	15	43	211	26
	T3	171	14	104	289		T3	8	2	50	9
	T4	367	145	372	884		T4	13	25	171	24
	Année	1.818	421	817	3.056		Année	19	24	116	26
2018	T1	1.002	95	1.129	2.226	2018	T1	54	475	773	111
	T2	809	568	194	1.571		T2	30	247	146	51
	T3	470	68	13	551		T3	23	8	6	18
	T4	976	164	162	1.302		T4	34	28	75	36
	Année	3.257	895	1.498	5.650		Année	35	52	212	48
2019	T1	953	629	272	1.854	2019	T1	52	3.145	186	92
	T2	373	99	164	636		T2	14	43	123	21
	T3	632	503	302	1.437		T3	31	57	144	46
	T4	626	149	135	910		T4	22	25	62	25
	Année	2.584	1.380	873	4.837		Année	27	80	124	41
2020	T1	66	726	80	876	2020	T1	4	3.630	55	43
	T2	2.496	207	905	3.608		T2	92	90	680	118

Source : SPF Emploi, Travail et Concertation sociale - Licencieux collectifs - Longue série

10.2

Chômage temporaire

Comme mentionné dans le deuxième chapitre de ce document, les statistiques habituelles relatives au chômage temporaire ne sont pas disponibles actuellement. Compte tenu des circonstances exceptionnelles et de la méthodologie statistique divergente, l'ONEM fournit temporairement sur son site web une page d'information spécifique avec les statistiques de paiement sur le chômage temporaire en raison des mesures COVID-19. Il peut être consulté sur le site <https://www.onem.be/fr/documentation/statistiques/chomage-temporaire-suite-au-coronavirus-covid-19/info>. Sur cette page, des tableaux de base sont disponibles, ainsi que des tableaux avec la liste des employeurs et des employés, adaptés à la création de tableaux croisés dynamiques.

10.3

Chômeurs complets indemnisés

10.3.1

CCI (DE + NDE)

Tableau 47

Evolution des CCI (DE + NDE) à partir du 1^{er} trimestre de 2007

		CCI-DE	CCI-NDE	Total CCI			CCI-DE	CCI-NDE	Total CCI
2007	T1	466.138	243.995	710.133	2007	T1	100	100	100
	T2	445.747	242.200	687.946		T2	100	100	100
	T3	454.622	240.828	695.449		T3	100	100	100
	T4	429.422	239.700	669.121		T4	100	100	100
	Année	448.982	241.680	690.662		Année	100	100	100
2008	T1	437.929	237.742	675.671	2008	T1	94	97	95
	T2	414.077	235.639	649.716		T2	93	97	94
	T3	425.974	235.498	661.473		T3	94	98	95
	T4	415.450	232.050	647.500		T4	97	97	97
	Année	423.358	235.232	658.590		Année	94	97	95
2009	T1	448.804	231.135	679.939	2009	T1	96	95	96
	T2	449.353	229.533	678.886		T2	101	95	99
	T3	468.245	230.553	698.798		T3	103	96	100
	T4	453.453	229.423	682.876		T4	106	96	102
	Année	454.964	230.161	685.125		Année	101	95	99
2010	T1	476.093	228.550	704.643	2010	T1	102	94	99
	T2	456.911	225.841	682.752		T2	103	93	99
	T3	463.254	224.973	688.227		T3	102	93	99
	T4	446.579	222.566	669.145		T4	104	93	100
	Année	460.709	225.483	686.192		Année	103	93	99
2011	T1	459.404	220.938	680.343	2011	T1	99	91	96
	T2	435.915	216.591	652.506		T2	98	89	95
	T3	449.265	214.596	663.861		T3	99	89	95
	T4	437.062	211.121	648.184		T4	102	88	97
	Année	445.412	215.812	661.223		Année	99	89	96
2012	T1	452.103	208.207	660.310	2012	T1	97	85	93
	T2	433.746	204.774	638.520		T2	97	85	93
	T3	444.947	203.350	648.298		T3	98	84	93
	T4	434.827	201.206	636.033		T4	101	84	95
	Année	441.406	204.384	645.790		Année	98	85	94
2013	T1	461.061	201.598	662.658	2013	T1	99	83	93
	T2	450.788	195.088	645.876		T2	101	81	94
	T3	460.558	190.798	651.356		T3	101	79	94
	T4	458.733	185.615	644.347		T4	107	77	96
	Année	457.785	193.275	651.059		Année	102	80	94
2014	T1	483.208	182.586	665.794	2014	T1	104	75	94
	T2	452.289	176.718	629.007		T2	101	73	91
	T3	459.316	172.549	631.865		T3	101	72	91
	T4	439.755	167.024	606.779		T4	102	70	91
	Année	458.642	174.719	633.361		Année	102	72	92
2015	T1	444.945	159.986	604.931	2015	T1	95	66	85
	T2	415.216	154.997	570.213		T2	93	64	83
	T3	410.121	151.067	561.187		T3	90	63	81
	T4	399.446	147.831	547.277		T4	93	62	82
	Année	417.432	153.470	570.902		Année	93	64	83

Tableau 47 (suite)

		CCI-DE	CCI-NDE	Total CCI			CCI-DE	CCI-NDE	Total CCI
2016	T1	412.661	145.531	558.193	2016	T1	89	60	79
	T2	392.724	139.714	532.439		T2	88	58	77
	T3	393.810	134.856	528.666		T3	87	56	76
	T4	381.655	128.571	510.226		T4	89	54	76
	Année	395.213	137.168	532.381		Année	88	57	77
2017	T1	394.734	123.111	517.845	2017	T1	85	50	73
	T2	368.335	116.002	484.337		T2	83	48	70
	T3	373.011	110.763	483.775		T3	82	46	70
	T4	358.723	104.484	463.206		T4	84	44	69
	Année	373.701	113.590	487.291		Année	83	47	71
2018	T1	369.026	98.745	467.771	2018	T1	79	40	66
	T2	344.480	92.830	437.310		T2	77	38	64
	T3	346.817	88.096	434.913		T3	76	37	63
	T4	332.561	81.352	413.913		T4	77	34	62
	Année	348.221	90.256	438.477		Année	78	37	63
2019	T1	346.969	72.184	419.153	2019	T1	74	30	59
	T2	322.926	64.226	387.152		T2	72	27	56
	T3	329.464	58.627	388.092		T3	72	24	56
	T4	318.081	51.676	369.757		T4	74	22	55
	Année	329.360	61.678	391.038		Année	73	26	57
2020	T1	330.925	46.097	377.022	2020	T1	71	19	53
	T2	347.504	40.620	388.124		T2	78	17	56

10.3.2

CCI-DE selon le régime

Tableau 48

Evolution des CCI-DE selon le régime à partir du 1^{er} trimestre de 2007

		Admis sur la base d'un travail à temps plein	Admis sur la base des études	Admis sur la base d'un travail à temps partiel volontaire	DE bénéficiaires d'un complément d'entreprise	Total	Admis sur la base d'un travail à temps plein	Admis sur la base des études	Admis sur la base d'un travail à temps partiel volontaire	DE bénéficiaires d'un complément d'entreprise
2007	T1	327.072	118.441	20.625	0	466.138	100	100	100	-
	T2	312.216	113.582	19.938	11	445.747	100	100	100	-
	T3	313.113	121.213	20.255	41	454.622	100	100	100	-
	T4	298.140	112.570	18.607	105	429.422	100	100	100	-
	Année	312.635	116.452	19.856	39	448.982	100	100	100	-
2008	T1	306.893	111.082	19.068	886	437.929	94	94	92	100
	T2	289.331	105.517	18.182	1.048	414.077	93	93	91	100
	T3	294.693	111.390	18.477	1.414	425.974	94	92	91	100
	T4	290.854	105.621	17.536	1.438	415.450	98	94	94	100
	Année	295.443	108.403	18.316	1.196	423.358	95	93	92	100
2009	T1	320.058	108.156	18.693	1.897	448.804	98	91	91	214
	T2	321.459	107.314	18.687	1.892	449.353	103	94	94	181
	T3	331.516	115.339	19.395	1.995	468.245	106	95	96	141
	T4	323.677	108.961	18.693	2.122	453.453	109	97	100	148
	Année	324.178	109.943	18.867	1.976	454.964	104	94	95	165
2010	T1	342.704	110.936	19.940	2.513	476.093	105	94	97	284
	T2	327.330	107.651	19.213	2.717	456.911	105	95	96	259
	T3	326.737	113.823	19.734	2.960	463.254	104	94	97	209
	T4	317.062	107.460	18.997	3.060	446.579	106	95	102	213
	Année	328.458	109.967	19.471	2.812	460.709	105	94	98	235
2011	T1	328.408	107.171	20.086	3.740	459.404	100	90	97	422
	T2	311.657	101.005	19.328	3.925	435.915	100	89	97	375
	T3	315.777	109.375	19.913	4.199	449.265	101	90	98	297
	T4	308.800	105.101	18.936	4.226	437.062	104	93	102	294
	Année	316.160	105.663	19.566	4.023	445.412	101	91	99	336
2012	T1	323.634	104.081	20.129	4.259	452.103	99	88	98	481
	T2	312.900	96.673	19.943	4.229	433.746	100	85	100	404
	T3	318.993	101.111	20.608	4.236	444.947	102	83	102	300
	T4	309.818	101.790	19.010	4.208	434.827	104	90	102	293
	Année	316.336	100.914	19.923	4.233	441.406	101	87	100	354
2013	T1	332.450	103.843	20.465	4.303	461.061	102	88	99	486
	T2	327.996	97.705	20.705	4.381	450.788	105	86	104	418
	T3	335.212	99.380	21.453	4.513	460.558	107	82	106	319
	T4	333.048	100.302	20.827	4.557	458.733	112	89	112	317
	Année	332.176	100.308	20.862	4.439	457.785	106	86	105	371
2014	T1	356.161	99.593	22.770	4.684	483.208	109	84	110	529
	T2	337.102	88.603	21.820	4.765	452.289	108	78	109	455
	T3	342.354	89.487	22.585	4.890	459.316	109	74	112	346
	T4	327.864	85.900	21.021	4.970	439.755	110	76	113	346
	Année	340.870	90.896	22.049	4.827	458.642	109	78	111	403
2015	T1	349.025	67.886	22.838	5.196	444.945	107	57	111	587
	T2	330.266	57.501	22.086	5.363	415.216	106	51	111	512
	T3	327.263	54.568	22.222	6.068	410.121	105	45	110	429
	T4	318.153	53.998	21.175	6.120	399.446	107	48	114	426
	Année	331.177	58.488	22.080	5.687	417.432	106	50	111	475

Tableau 48 (suite)

		Admis sur la base d'un travail à temps plein	Admis sur la base des études	Admis sur la base d'un travail à temps partiel volontaire	DE bénéficiaires d'un complément d'entreprise	Total	Admis sur la base d'un travail à temps plein	Admis sur la base des études	Admis sur la base d'un travail à temps partiel volontaire	DE bénéficiaires d'un complément d'entreprise	Total
2016	T1	330.141	54.133	22.200	6.188	412.661	101	46	108	699	89
	T2	314.709	49.890	21.710	6.415	392.724	101	44	109	612	88
	T3	316.259	48.984	22.107	6.460	393.810	101	40	109	457	87
	T4	305.945	48.368	20.891	6.450	381.655	103	43	112	449	89
	Année	316.764	50.344	21.727	6.378	395.213	101	43	109	533	88
2017	T1	318.672	47.415	22.050	6.597	394.734	97	40	107	745	85
	T2	298.906	41.596	20.920	6.913	368.335	96	37	105	660	83
	T3	302.794	41.349	21.553	7.315	373.011	97	34	106	517	82
	T4	289.905	40.852	20.203	7.763	358.723	97	36	109	540	84
	Année	302.569	42.803	21.181	7.147	373.701	97	37	107	597	83
2018	T1	298.966	40.673	21.072	8.314	369.026	91	34	102	939	79
	T2	279.889	35.871	20.136	8.584	344.480	90	32	101	819	77
	T3	281.742	35.542	20.564	8.969	346.817	90	29	102	634	76
	T4	268.921	35.338	18.995	9.307	332.561	90	31	102	647	77
	Année	282.380	36.856	20.192	8.794	348.221	90	32	102	735	78
2019	T1	282.305	35.244	19.920	9.500	346.969	86	30	97	1.073	74
	T2	263.651	30.795	18.852	9.627	322.926	84	27	95	919	72
	T3	268.501	31.156	19.607	10.201	329.464	86	26	97	721	72
	T4	258.366	31.055	18.207	10.454	318.081	87	28	98	727	74
	Année	268.206	32.063	19.146	9.945	329.360	86	28	96	831	73
2020	T1	270.637	30.776	18.935	10.577	330.925	83	26	92	1.194	71
	T2	285.083	30.912	20.996	10.512	347.504	91	27	105	1.003	78

10.3.3

CCI-DE par région

Tableau 49
Evolution des CCI-DE par région à partir du 1^{er} trimestre
de 2007

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles- Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles- Capitale	Pays
2007	T1	172.381	217.557	76.200	466.138	2007	T1	100	100	100	100
	T2	159.319	211.655	74.773	445.747		T2	100	100	100	100
	T3	160.698	217.023	76.901	454.622		T3	100	100	100	100
	T4	149.357	207.060	73.005	429.422		T4	100	100	100	100
	Année	160.439	213.324	75.220	448.982		Année	100	100	100	100
2008	T1	154.948	208.801	74.179	437.929	2008	T1	90	96	97	94
	T2	142.199	199.771	72.107	414.077		T2	89	94	96	93
	T3	148.124	204.485	73.365	425.974		T3	92	94	95	94
	T4	144.776	198.615	72.059	415.450		T4	97	96	99	97
	Année	147.512	202.918	72.928	423.358		Année	92	95	97	94
2009	T1	165.882	207.696	75.226	448.804	2009	T1	96	95	99	96
	T2	167.354	206.049	75.950	449.353		T2	105	97	102	101
	T3	175.749	213.434	79.062	468.245		T3	109	98	103	103
	T4	170.437	205.855	77.161	453.453		T4	114	99	106	106
	Année	169.855	208.258	76.850	454.964		Année	106	98	102	101
2010	T1	182.556	211.855	81.682	476.093	2010	T1	106	97	107	102
	T2	172.108	204.836	79.968	456.911		T2	108	97	107	103
	T3	172.387	209.278	81.590	463.254		T3	107	96	106	102
	T4	165.117	201.698	79.763	446.579		T4	111	97	109	104
	Année	173.042	206.917	80.751	460.709		Année	108	97	107	103
2011	T1	172.272	205.282	81.851	459.404	2011	T1	100	94	107	99
	T2	159.299	196.613	80.002	435.915		T2	100	93	107	98
	T3	163.819	203.722	81.724	449.265		T3	102	94	106	99
	T4	158.997	198.547	79.518	437.062		T4	106	96	109	102
	Année	163.597	201.041	80.774	445.412		Année	102	94	107	99
2012	T1	167.928	202.106	82.069	452.103	2012	T1	97	93	108	97
	T2	159.705	193.589	80.452	433.746		T2	100	91	108	97
	T3	163.015	199.887	82.045	444.947		T3	101	92	107	98
	T4	159.331	196.373	79.123	434.827		T4	107	95	108	101
	Année	162.495	197.989	80.922	441.406		Année	101	93	108	98
2013	T1	174.658	205.101	81.301	461.061	2013	T1	101	94	107	99
	T2	170.140	199.235	81.413	450.788		T2	107	94	109	101
	T3	174.538	203.735	82.285	460.558		T3	109	94	107	101
	T4	175.006	202.523	81.204	458.733		T4	117	98	111	107
	Année	173.586	202.648	81.551	457.785		Année	108	95	108	102
2014	T1	191.262	208.380	83.566	483.208	2014	T1	111	96	110	104
	T2	176.518	195.822	79.950	452.289		T2	111	93	107	101
	T3	178.641	199.556	81.119	459.316		T3	111	92	105	101
	T4	171.543	191.740	76.472	439.755		T4	115	93	105	102
	Année	179.491	198.874	80.277	458.642		Année	112	93	107	102
2015	T1	182.743	186.341	75.861	444.945	2015	T1	106	86	100	95
	T2	169.836	173.289	72.091	415.216		T2	107	82	96	93
	T3	168.638	170.447	71.035	410.121		T3	105	79	92	90
	T4	165.585	166.159	67.702	399.446		T4	111	80	93	93
	Année	171.700	174.059	71.672	417.432		Année	107	82	95	93

Tableau 49 (suite)

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2016	T1	171.795	171.956	68.911	412.661	2016	T1	100	79	90	89
	T2	160.887	164.564	67.273	392.724		T2	101	78	90	88
	T3	161.256	165.237	67.317	393.810		T3	100	76	88	87
	T4	157.293	160.833	63.529	381.655		T4	105	78	87	89
	Année	162.808	165.648	66.757	395.213		Année	101	78	89	88
2017	T1	164.856	162.765	67.113	394.734	2017	T1	96	75	88	85
	T2	152.456	151.164	64.715	368.335		T2	96	71	87	83
	T3	154.038	152.527	66.447	373.011		T3	96	70	86	82
	T4	148.227	146.456	64.040	358.723		T4	99	71	88	84
	Année	154.894	153.228	65.579	373.701		Année	97	72	87	83
2018	T1	153.943	149.964	65.119	369.026	2018	T1	89	69	85	79
	T2	141.153	139.465	63.861	344.480		T2	89	66	85	77
	T3	139.497	141.397	65.923	346.817		T3	87	65	86	76
	T4	133.190	136.818	62.553	332.561		T4	89	66	86	77
	Année	141.946	141.911	64.364	348.221		Année	88	67	86	78
2019	T1	141.328	141.030	64.610	346.969	2019	T1	82	65	85	74
	T2	129.517	130.904	62.505	322.926		T2	81	62	84	72
	T3	130.386	134.265	64.814	329.464		T3	81	62	84	72
	T4	125.641	130.239	62.201	318.081		T4	84	63	85	74
	Année	131.718	134.109	63.533	329.360		Année	82	63	84	73
2020	T1	132.746	134.571	63.608	330.925	2020	T1	77	62	83	71
	T2	141.079	140.710	65.714	347.504		T2	89	66	88	78

10.3.4

CCI-DE par sexe

Tableau 50
Evolution du nombre de CCI-DE par sexe à partir du 1^{er}
trimestre de 2007

		Hommes	Femmes	Total			Hommes	Femmes	Total
2007	T1	225.640	240.498	466.138	2007	T1	100	100	100
	T2	214.680	231.066	445.747		T2	100	100	100
	T3	217.178	237.444	454.622		T3	100	100	100
	T4	208.045	221.377	429.422		T4	100	100	100
	Année	216.386	232.596	448.982		Année	100	100	100
2008	T1	214.914	223.015	437.929	2008	T1	95	93	94
	T2	201.704	212.374	414.077		T2	94	92	93
	T3	206.275	219.699	425.974		T3	95	93	94
	T4	206.063	209.387	415.450		T4	99	95	97
	Année	207.239	216.119	423.358		Année	96	93	94
2009	T1	229.931	218.873	448.804	2009	T1	102	91	96
	T2	232.250	217.102	449.353		T2	108	94	101
	T3	241.674	226.571	468.245		T3	111	95	103
	T4	236.769	216.684	453.453		T4	114	98	106
	Année	235.156	219.808	454.964		Année	109	95	101
2010	T1	251.046	225.047	476.093	2010	T1	111	94	102
	T2	238.964	217.947	456.911		T2	111	94	103
	T3	239.421	223.833	463.254		T3	110	94	102
	T4	231.898	214.680	446.579		T4	111	97	104
	Année	240.332	220.377	460.709		Année	111	95	103
2011	T1	239.755	219.649	459.404	2011	T1	106	91	99
	T2	225.768	210.147	435.915		T2	105	91	98
	T3	231.256	218.008	449.265		T3	106	92	99
	T4	226.404	210.658	437.062		T4	109	95	102
	Année	230.796	214.616	445.412		Année	107	92	99
2012	T1	237.296	214.807	452.103	2012	T1	105	89	97
	T2	227.289	206.457	433.746		T2	106	89	97
	T3	231.702	213.245	444.947		T3	107	90	98
	T4	229.990	204.837	434.827		T4	111	93	101
	Année	231.569	209.836	441.406		Année	107	90	98
2013	T1	248.783	212.277	461.061	2013	T1	110	88	99
	T2	242.533	208.254	450.788		T2	113	90	101
	T3	245.779	214.778	460.558		T3	113	90	101
	T4	246.432	212.300	458.733		T4	118	96	107
	Année	245.882	211.903	457.785		Année	114	91	102
2014	T1	263.618	219.590	483.208	2014	T1	117	91	104
	T2	246.192	206.098	452.289		T2	115	89	101
	T3	247.785	211.531	459.316		T3	114	89	101
	T4	238.342	201.413	439.755		T4	115	91	102
	Année	248.984	209.658	458.642		Année	115	90	102
2015	T1	246.207	198.738	444.945	2015	T1	109	83	95
	T2	229.195	186.021	415.216		T2	107	81	93
	T3	225.189	184.931	410.121		T3	104	78	90
	T4	219.859	179.587	399.446		T4	106	81	93
	Année	230.113	187.319	417.432		Année	106	81	93

Tableau 50 (suite)

		Hommes	Femmes	Total			Hommes	Femmes	Total
2016	T1	230.063	182.598	412.661	2016	T1	102	76	89
	T2	217.232	175.492	392.724		T2	101	76	88
	T3	216.039	177.771	393.810		T3	99	75	87
	T4	209.474	172.181	381.655		T4	101	78	89
	Année	218.202	177.010	395.213		Année	101	76	88
2017	T1	218.554	176.181	394.734	2017	T1	97	73	85
	T2	203.277	165.058	368.335		T2	95	71	83
	T3	204.349	168.662	373.011		T3	94	71	82
	T4	196.780	161.943	358.723		T4	95	73	84
	Année	205.740	167.961	373.701		Année	95	72	83
2018	T1	204.045	164.981	369.026	2018	T1	90	69	79
	T2	189.738	154.741	344.480		T2	88	67	77
	T3	189.265	157.552	346.817		T3	87	66	76
	T4	182.639	149.922	332.561		T4	88	68	77
	Année	191.422	156.799	348.221		Année	88	67	78
2019	T1	193.407	153.562	346.969	2019	T1	86	64	74
	T2	179.882	143.044	322.926		T2	84	62	72
	T3	181.853	147.611	329.464		T3	84	62	72
	T4	176.195	141.886	318.081		T4	85	64	74
	Année	182.834	146.526	329.360		Année	84	63	73
2020	T1	185.795	145.131	330.925	2020	T1	82	60	71
	T2	194.789	152.715	347.504		T2	91	66	78

10.3.5

CCI-DE par classe d'âge

Tableau 51

Evolution des CCI-DE par la classe d'âge à partir du 1^{er} trimestre de 2007

		< 25 ans	25 – 49 ans	50-59 ans	60 ans ou plus	Total			< 25 ans	25 – 49 ans	50-59 ans	60 ans ou plus	Total
2007	T1	65.548	301.684	95.362	3.544	466.138	2007	T1	100	100	100	100	100
	T2	61.332	284.715	96.001	3.699	445.747		T2	100	100	100	100	100
	T3	66.695	286.518	97.408	4.001	454.622		T3	100	100	100	100	100
	T4	60.403	268.214	97.004	3.801	429.422		T4	100	100	100	100	100
	Année	63.494	285.283	96.444	3.761	448.982		Année	100	100	100	100	100
2008	T1	60.249	274.011	100.043	3.626	437.929	2008	T1	92	91	105	102	94
	T2	56.209	256.212	98.366	3.290	414.077		T2	92	90	102	89	93
	T3	61.542	261.814	99.615	3.003	425.974		T3	92	91	102	75	94
	T4	58.568	253.902	100.032	2.948	415.450		T4	97	95	103	78	97
	Année	59.142	261.485	99.514	3.217	423.358		Année	93	92	103	86	94
2009	T1	64.101	276.531	105.161	3.010	448.804	2009	T1	98	92	110	85	96
	T2	64.622	275.557	106.126	3.047	449.353		T2	105	97	111	82	101
	T3	70.895	285.288	108.802	3.259	468.245		T3	106	100	112	81	103
	T4	65.973	275.030	108.995	3.455	453.453		T4	109	103	112	91	106
	Année	66.398	278.102	107.271	3.193	454.964		Année	105	97	111	85	101
2010	T1	67.732	290.858	113.851	3.651	476.093	2010	T1	103	96	119	103	102
	T2	63.420	277.018	112.764	3.709	456.911		T2	103	97	117	100	103
	T3	67.145	278.971	113.249	3.890	463.254		T3	101	97	116	97	102
	T4	61.554	268.498	112.411	4.116	446.579		T4	102	100	116	108	104
	Année	64.963	278.836	113.069	3.841	460.709		Année	102	98	117	102	103
2011	T1	61.169	278.715	115.205	4.316	459.404	2011	T1	93	92	121	122	99
	T2	55.946	262.044	113.415	4.509	435.915		T2	91	92	118	122	98
	T3	62.254	268.162	114.046	4.803	449.265		T3	93	94	117	120	99
	T4	58.852	260.182	112.955	5.073	437.062		T4	97	97	116	133	102
	Année	59.555	267.276	113.905	4.675	445.412		Année	94	94	118	124	99
2012	T1	59.008	273.184	114.682	5.229	452.103	2012	T1	90	91	120	148	97
	T2	52.746	262.778	112.769	5.453	433.746		T2	86	92	117	147	97
	T3	56.417	270.031	112.419	6.081	444.947		T3	85	94	115	152	98
	T4	58.357	260.840	109.180	6.450	434.827		T4	97	97	113	170	101
	Année	56.632	266.708	112.262	5.803	441.406		Année	89	93	116	154	98
2013	T1	62.358	281.166	110.919	6.618	461.061	2013	T1	95	93	116	187	99
	T2	57.193	273.905	112.629	7.061	450.788		T2	93	96	117	191	101
	T3	58.457	279.166	115.388	7.546	460.558		T3	88	97	118	189	101
	T4	60.332	273.364	117.166	7.870	458.733		T4	100	102	121	207	107
	Année	59.585	276.900	114.026	7.274	457.785		Année	94	97	118	193	102
2014	T1	62.134	290.735	122.666	7.672	483.208	2014	T1	95	96	129	216	104
	T2	52.721	270.379	121.675	7.515	452.289		T2	86	95	127	203	101
	T3	52.293	275.531	123.391	8.101	459.316		T3	78	96	127	202	101
	T4	50.627	258.696	122.008	8.423	439.755		T4	84	96	126	222	102
	Année	54.444	273.835	122.435	7.928	458.642		Année	86	96	127	211	102
2015	T1	50.693	259.045	124.626	10.581	444.945	2015	T1	77	86	131	299	95
	T2	43.020	241.074	120.680	10.442	415.216		T2	70	85	126	282	93
	T3	41.579	237.538	118.912	12.092	410.121		T3	62	83	122	302	90
	T4	41.851	229.587	116.392	11.615	399.446		T4	69	86	120	306	93
	Année	44.286	241.811	120.152	11.183	417.432		Année	70	85	125	297	93

Tableau 51 (suite)

		< 25 ans	25 – 49 ans	50-59 ans	60 ans ou plus	Total			< 25 ans	25 – 49 ans	50-59 ans	60 ans ou plus	Total
2016	T1	42.865	240.586	117.075	12.136	412.661	2016	T1	65	80	123	342	89
	T2	37.726	227.917	112.421	14.660	392.724		T2	62	80	117	396	88
	T3	36.694	229.011	110.400	17.705	393.810		T3	55	80	113	443	87
	T4	36.825	218.812	106.126	19.892	381.655		T4	61	82	109	523	89
	Année	38.527	229.081	111.505	16.098	395.213		Année	61	80	116	428	88
2017	T1	37.093	229.129	106.597	21.916	394.734	2017	T1	57	76	112	618	85
	T2	30.818	212.033	100.997	24.487	368.335		T2	50	74	105	662	83
	T3	30.490	216.163	99.146	27.212	373.011		T3	46	75	102	680	82
	T4	30.452	204.546	94.347	29.378	358.723		T4	50	76	97	773	84
	Année	32.213	215.468	100.271	25.748	373.701		Année	51	76	104	685	83
2018	T1	31.315	211.889	94.028	31.794	369.026	2018	T1	48	70	99	897	79
	T2	26.292	196.185	88.733	33.270	344.480		T2	43	69	92	900	77
	T3	25.793	198.660	87.057	35.307	346.817		T3	39	69	89	882	76
	T4	26.130	186.580	82.468	37.383	332.561		T4	43	70	85	984	77
	Année	27.383	198.328	88.072	34.438	348.221		Année	43	70	91	916	78
2019	T1	27.603	196.462	83.283	39.621	346.969	2019	T1	42	65	87	1.118	74
	T2	23.320	180.817	77.888	40.901	322.926		T2	38	64	81	1.106	72
	T3	23.936	185.996	76.689	42.843	329.464		T3	36	65	79	1.071	72
	T4	24.344	176.320	72.828	44.589	318.081		T4	40	66	75	1.173	74
	Année	24.801	184.899	77.672	41.989	329.360		Année	39	65	81	1.116	73
2020	T1	25.355	185.288	73.807	46.475	330.925	2020	T1	39	61	77	1.311	71
	T2	26.847	198.559	75.259	46.840	347.504		T2	44	70	78	1.266	78

10.3.6

CCI-DE par durée de chômage

Tableau 52

Evolution des CCI-DE par durée de chômage à partir du
1^{er} trimestre de 2007

		< 1 an	1 à < 2 ans	2 ans ou plus	Total			< 1 an	1 à < 2 ans	2 ans ou plus	Total
2007	T1	147.851	74.983	243.304	466.138	2007	T1	100	100	100	100
	T2	134.250	72.018	239.479	445.747		T2	100	100	100	100
	T3	142.885	72.619	239.118	454.622		T3	100	100	100	100
	T4	136.776	66.577	226.068	429.422		T4	100	100	100	100
	Année	140.440	71.549	236.992	448.982		Année	100	100	100	100
2008	T1	147.214	67.592	223.123	437.929	2008	T1	100	90	92	94
	T2	133.576	65.076	215.426	414.077		T2	99	90	90	93
	T3	143.161	67.641	215.173	425.974		T3	100	93	90	94
	T4	144.638	65.013	205.798	415.450		T4	106	98	91	97
	Année	142.147	66.330	214.880	423.358		Année	101	93	91	94
2009	T1	170.452	70.843	207.509	448.804	2009	T1	115	94	85	96
	T2	170.691	72.628	206.034	449.353		T2	127	101	86	101
	T3	178.955	79.765	209.524	468.245		T3	125	110	88	103
	T4	169.562	80.309	203.582	453.453		T4	124	121	90	106
	Année	172.415	75.886	206.662	454.964		Année	123	106	87	101
2010	T1	176.008	90.766	209.319	476.093	2010	T1	119	121	86	102
	T2	158.555	90.613	207.743	456.911		T2	118	126	87	103
	T3	159.582	91.987	211.684	463.254		T3	112	127	89	102
	T4	154.967	83.693	207.918	446.579		T4	113	126	92	104
	Année	162.278	89.265	209.166	460.709		Année	116	125	88	103
2011	T1	163.822	83.038	212.544	459.404	2011	T1	111	111	87	99
	T2	149.206	77.571	209.138	435.915		T2	111	108	87	98
	T3	157.383	78.879	213.003	449.265		T3	110	109	89	99
	T4	156.397	74.183	206.482	437.062		T4	114	111	91	102
	Année	156.702	78.418	210.292	445.412		Année	112	110	89	99
2012	T1	168.427	76.710	206.965	452.103	2012	T1	114	102	85	97
	T2	153.511	76.052	204.183	433.746		T2	114	106	85	97
	T3	157.719	80.589	206.639	444.947		T3	110	111	86	98
	T4	159.055	77.224	198.548	434.827		T4	116	116	88	101
	Année	159.678	77.644	204.084	441.406		Année	114	109	86	98
2013	T1	178.956	82.009	200.096	461.061	2013	T1	121	109	82	99
	T2	170.385	79.225	201.178	450.788		T2	127	110	84	101
	T3	170.560	84.121	205.877	460.558		T3	119	116	86	101
	T4	173.307	82.966	202.459	458.733		T4	127	125	90	107
	Année	173.302	82.080	202.403	457.785		Année	123	115	85	102
2014	T1	188.684	88.585	205.939	483.208	2014	T1	128	118	85	104
	T2	166.514	84.626	201.150	452.289		T2	124	118	84	101
	T3	166.289	87.422	205.604	459.316		T3	116	120	86	101
	T4	156.949	81.759	201.047	439.755		T4	115	123	89	102
	Année	169.609	85.598	203.435	458.642		Année	121	120	86	102
2015	T1	165.442	83.389	196.114	444.945	2015	T1	112	111	81	95
	T2	148.404	76.391	190.421	415.216		T2	111	106	80	93
	T3	143.225	76.054	190.841	410.121		T3	100	105	80	90
	T4	142.466	71.159	185.821	399.446		T4	104	107	82	93
	Année	149.884	76.748	190.799	417.432		Année	107	107	81	93

Tableau 52 (suite)

		< 1 an	1 à < 2 ans	2 ans ou plus	Total			< 1 an	1 à < 2 ans	2 ans ou plus	Total
2016	T1	152.973	72.909	186.780	412.661	2016	T1	103	97	77	89
	T2	140.355	70.514	181.855	392.724		T2	105	98	76	88
	T3	137.110	72.255	184.445	393.810		T3	96	99	77	87
	T4	135.384	67.256	179.015	381.655		T4	99	101	79	89
	Année	141.455	70.734	183.024	395.213		Année	101	99	77	88
2017	T1	144.034	70.431	180.269	394.734	2017	T1	97	94	74	85
	T2	126.999	65.893	175.443	368.335		T2	95	91	73	83
	T3	127.765	66.741	178.505	373.011		T3	89	92	75	82
	T4	124.540	61.063	173.119	358.723		T4	91	92	77	84
	Année	130.835	66.032	176.834	373.701		Année	93	92	75	83
2018	T1	134.483	61.535	173.008	369.026	2018	T1	91	82	71	79
	T2	121.167	56.919	166.394	344.480		T2	90	79	69	77
	T3	123.985	56.738	166.094	346.817		T3	87	78	69	76
	T4	120.504	52.684	159.373	332.561		T4	88	79	70	77
	Année	125.035	56.969	166.217	348.221		Année	89	80	70	78
2019	T1	133.703	52.735	160.531	346.969	2019	T1	90	70	66	74
	T2	114.173	53.571	155.183	322.926		T2	85	74	65	72
	T3	116.649	56.611	156.204	329.464		T3	82	78	65	72
	T4	113.985	53.243	150.853	318.081		T4	83	80	67	74
	Année	119.628	54.040	155.693	329.360		Année	85	76	66	73
2020	T1	124.386	56.130	150.410	330.925	2020	T1	84	75	62	71
	T2	133.797	57.758	155.949	347.504		T2	100	80	65	78

10.3.7

CCI-DE par catégorie familiale

Tableau 53

Evolution des CCI-DE par catégorie familiale à partir du 1^{er} trimestre de 2007

		Chefs de ménage	Isolés	Cohabitants	Total			Chefs de ménage	Isolés	Cohabitants	Total
2007	T1	161.929	110.226	193.829	466.138	2007	T1	100	100	100	100
	T2	156.841	105.518	183.253	445.747		T2	100	100	100	100
	T3	157.406	106.575	190.527	454.622		T3	100	100	100	100
	T4	149.040	102.918	177.323	429.422		T4	100	100	100	100
	Année	156.304	106.309	186.233	448.982		Année	100	100	100	100
2008	T1	149.838	105.449	182.483	437.929	2008	T1	93	96	94	94
	T2	143.361	100.096	170.511	414.077		T2	91	95	93	93
	T3	145.397	100.797	179.645	425.974		T3	92	95	94	94
	T4	140.942	100.131	174.212	415.450		T4	95	97	98	97
	Année	144.884	101.618	176.713	423.358		Année	93	96	95	94
2009	T1	147.093	108.152	193.433	448.804	2009	T1	91	98	100	96
	T2	147.072	108.437	193.677	449.353		T2	94	103	106	101
	T3	150.441	111.827	205.854	468.245		T3	96	105	108	103
	T4	145.065	110.426	197.797	453.453		T4	97	107	112	106
	Année	147.418	109.710	197.690	454.964		Année	94	103	106	101
2010	T1	149.542	117.051	209.333	476.093	2010	T1	92	106	108	102
	T2	145.942	112.617	198.217	456.911		T2	93	107	108	103
	T3	147.438	112.682	203.100	463.254		T3	94	106	107	102
	T4	142.224	110.736	193.612	446.579		T4	95	108	109	104
	Année	146.286	113.272	201.065	460.709		Année	94	107	108	103
2011	T1	144.698	114.215	200.486	459.404	2011	T1	89	104	103	99
	T2	140.040	108.634	187.235	435.915		T2	89	103	102	98
	T3	142.581	109.706	196.974	449.265		T3	91	103	103	99
	T4	137.347	107.899	191.813	437.062		T4	92	105	108	102
	Année	141.167	110.113	194.127	445.412		Année	90	104	104	99
2012	T1	139.292	112.467	200.339	452.103	2012	T1	86	102	103	97
	T2	135.594	108.697	189.455	433.746		T2	86	103	103	97
	T3	137.822	109.589	197.537	444.947		T3	88	103	104	98
	T4	132.245	106.317	195.567	434.827		T4	89	103	110	101
	Année	136.238	109.267	195.724	441.406		Année	87	103	105	98
2013	T1	136.049	112.680	211.633	461.061	2013	T1	84	102	109	99
	T2	134.632	110.937	205.108	450.788		T2	86	105	112	101
	T3	136.573	111.950	212.007	460.558		T3	87	105	111	101
	T4	133.312	111.270	214.134	458.733		T4	89	108	121	107
	Année	135.141	111.709	210.720	457.785		Année	86	105	113	102
2014	T1	136.611	117.114	229.472	483.208	2014	T1	84	106	118	104
	T2	131.401	110.555	210.330	452.289		T2	84	105	115	101
	T3	132.737	110.896	215.682	459.316		T3	84	104	113	101
	T4	126.034	106.577	207.143	439.755		T4	85	104	117	102
	Année	131.696	111.286	215.657	458.642		Année	84	105	116	102
2015	T1	123.843	109.385	211.712	444.945	2015	T1	76	99	109	95
	T2	118.833	102.673	193.700	415.216		T2	76	97	106	93
	T3	118.074	100.043	191.994	410.121		T3	75	94	101	90
	T4	113.878	98.098	187.425	399.446		T4	76	95	106	93
	Année	118.657	102.550	196.208	417.432		Année	76	96	105	93

Tableau 53 (suite)

		Chefs de ménage	Isolés	Cohabitants	Total			Chefs de ménage	Isolés	Cohabitants	Total
2016	T1	116.625	101.668	194.345	412.661	2016	T1	72	92	100	89
	T2	113.634	98.064	181.004	392.724		T2	72	93	99	88
	T3	114.362	97.451	181.932	393.810		T3	73	91	95	87
	T4	109.950	95.132	176.573	381.655		T4	74	92	100	89
	Année	113.643	98.079	183.464	395.213		Année	73	92	99	88
2017	T1	111.777	98.996	183.961	394.734	2017	T1	69	90	95	85
	T2	107.621	93.619	167.095	368.335		T2	69	89	91	83
	T3	108.590	94.188	170.234	373.011		T3	69	88	89	82
	T4	103.385	91.869	163.469	358.723		T4	69	89	92	84
	Année	107.843	94.668	171.190	373.701		Année	69	89	92	83
2018	T1	104.165	94.565	170.296	369.026	2018	T1	64	86	88	79
	T2	100.124	89.592	154.764	344.480		T2	64	85	84	77
	T3	100.616	89.272	156.929	346.817		T3	64	84	82	76
	T4	95.452	86.865	150.243	332.561		T4	64	84	85	77
	Année	100.089	90.074	158.058	348.221		Année	64	85	85	78
2019	T1	97.663	90.763	158.543	346.969	2019	T1	60	82	82	74
	T2	93.551	85.503	143.872	322.926		T2	60	81	79	72
	T3	93.825	86.412	149.227	329.464		T3	60	81	78	72
	T4	89.486	84.888	143.708	318.081		T4	60	82	81	74
	Année	93.631	86.891	148.838	329.360		Année	60	82	80	73
2020	T1	91.289	88.481	151.155	330.925	2020	T1	56	80	78	71
	T2	95.241	92.083	160.180	347.504		T2	61	87	87	78

10.3.8

CCI-NDE par régime

Tableau 54
Evolution des CCI-NDE par régime à partir du 1^{er} tri-
mestre de 2007

		Après un emploi à temps partiel volontaire	Chômeurs âgés dispensés après des prestations à temps plein	Dispense pour une situation d'aidant proche ou pour raisons sociales ou familiales	RCC avec dispense d'IDE	Total	Après un emploi à temps partiel volontaire	Chômeurs âgés dispensés après des prestations à temps plein	Dispense pour une situation d'aidant proche ou pour raisons sociales ou familiales	RCC avec dispense d'IDE	Total
2007	T1	9.239	110.997	10.251	113.508	243.995	100	100	100	100	100
	T2	9.187	108.729	10.834	113.450	242.200	100	100	100	100	100
	T3	10.037	105.984	11.095	113.712	240.828	100	100	100	100	100
	T4	9.121	106.044	10.888	113.646	239.700	100	100	100	100	100
	Année	9.396	107.939	10.767	113.579	241.680	100	100	100	100	100
2008	T1	9.011	103.241	11.107	114.384	237.742	98	93	108	101	97
	T2	8.913	101.582	11.195	113.949	235.639	97	93	103	100	97
	T3	9.927	100.054	11.198	114.319	235.498	99	94	101	101	98
	T4	8.712	98.498	10.889	113.952	232.050	96	93	100	100	97
	Année	9.141	100.844	11.097	114.151	235.232	97	93	103	101	97
2009	T1	8.773	96.410	11.148	114.804	231.135	95	87	109	101	95
	T2	8.706	95.074	10.824	114.929	229.533	95	87	100	101	95
	T3	9.886	94.094	10.721	115.853	230.553	98	89	97	102	96
	T4	8.907	93.626	10.268	116.622	229.423	98	88	94	103	96
	Année	9.068	94.801	10.740	115.552	230.161	97	88	100	102	95
2010	T1	8.833	91.491	10.283	117.944	228.550	96	82	100	104	94
	T2	8.683	89.455	10.004	117.699	225.841	95	82	92	104	93
	T3	9.645	88.105	9.823	117.399	224.973	96	83	89	103	93
	T4	8.518	87.721	9.333	116.995	222.566	93	83	86	103	93
	Année	8.920	89.193	9.861	117.509	225.483	95	83	92	103	93
2011	T1	8.510	85.400	9.432	117.597	220.938	92	77	92	104	91
	T2	8.299	83.392	9.096	115.804	216.591	90	77	84	102	89
	T3	9.241	82.143	8.919	114.293	214.596	92	78	80	101	89
	T4	8.144	81.374	8.514	113.089	211.121	89	77	78	100	88
	Année	8.549	83.077	8.990	115.196	215.812	91	77	84	101	89
2012	T1	8.073	78.906	8.538	112.690	208.207	87	71	83	99	85
	T2	7.982	77.073	8.470	111.249	204.774	87	71	78	98	85
	T3	8.946	75.917	8.304	110.183	203.350	89	72	75	97	84
	T4	7.962	76.360	7.770	109.114	201.206	87	72	71	96	84
	Année	8.241	77.064	8.270	110.809	204.384	88	71	77	98	85
2013	T1	8.086	76.370	7.881	109.260	201.598	88	69	77	96	83
	T2	7.696	72.253	7.747	107.392	195.088	84	66	72	95	81
	T3	8.443	68.757	7.608	105.990	190.798	84	65	69	93	79
	T4	7.330	65.968	7.326	104.991	185.615	80	62	67	92	77
	Année	7.889	70.837	7.641	106.908	193.275	84	66	71	94	80
2014	T1	7.185	62.760	7.340	105.301	182.586	78	57	72	93	75
	T2	6.932	59.696	7.076	103.015	176.718	75	55	65	91	73
	T3	7.784	56.766	6.896	101.103	172.549	78	54	62	89	72
	T4	6.588	54.316	6.320	99.800	167.024	72	51	58	88	70
	Année	7.122	58.385	6.908	102.305	174.719	76	54	64	90	72
2015	T1	6.337	50.534	3.582	99.532	159.986	69	46	35	88	66
	T2	5.997	49.814	2.131	97.054	154.997	65	46	20	86	64
	T3	6.701	47.968	1.498	94.899	151.067	67	45	14	83	63
	T4	5.644	48.080	891	93.217	147.831	62	45	8	82	62
	Année	6.170	49.099	2.026	96.176	153.470	66	45	19	85	64

Tableau 54 (suite)

		Après un emploi à temps partiel volontaire	Chômeurs âgés dispensés après des prestations à temps plein	Dispense pour une situation d'aidant proche ou pour raisons sociales ou familiales	RCC avec dispense d'IDE	Total	Après un emploi à temps partiel volontaire	Chômeurs âgés dispensés après des prestations à temps plein	Dispense pour une situation d'aidant proche ou pour raisons sociales ou familiales	RCC avec dispense d'IDE	Total
2016	T1	5.546	47.505	692	91.789	145.531	60	43	7	81	60
	T2	5.301	44.231	740	89.443	139.714	58	41	7	79	58
	T3	6.182	41.002	719	86.953	134.856	62	39	6	76	56
	T4	5.068	38.464	715	84.324	128.571	56	36	7	74	54
	Année	5.524	42.800	716	88.127	137.168	59	40	7	78	57
2017	T1	4.935	35.809	752	81.614	123.111	53	32	7	72	50
	T2	4.682	32.446	764	78.110	116.002	51	30	7	69	48
	T3	5.446	29.363	781	75.173	110.763	54	28	7	66	46
	T4	4.291	26.688	785	72.719	104.484	47	25	7	64	44
	Année	4.838	31.077	771	76.904	113.590	51	29	7	68	47
2018	T1	4.222	23.622	817	70.084	98.745	46	21	8	62	40
	T2	4.031	20.734	824	67.242	92.830	44	19	8	59	38
	T3	4.906	18.108	800	64.281	88.096	49	17	7	57	37
	T4	3.738	15.703	800	61.111	81.352	41	15	7	54	34
	Année	4.224	19.542	810	65.680	90.256	45	18	8	58	37
2019	T1	3.737	13.369	821	54.257	72.184	40	12	8	48	30
	T2	3.529	11.114	812	48.771	64.226	38	10	7	43	27
	T3	4.387	8.943	736	44.562	58.627	44	8	7	39	24
	T4	3.070	7.080	664	40.862	51.676	34	7	6	36	22
	Année	3.680	10.127	758	47.113	61.678	39	9	7	41	26
2020	T1	3.004	5.480	631	36.982	46.097	33	5	6	33	19
	T2	2.656	4.051	598	33.315	40.620	29	4	6	29	17

10.3.9

Evolution dynamique des CCI-DE

Tableau 55

Evolution dynamique des CCI-DE à partir du 1^{er} trimestre de 2007

		Restants	Entrants	Stock	Sortants	Stock en T-1	Restants	Entrants	Sortants
2007	T1	442.141	77.598	519.739	98.298	540.439	85,1%	14,9%	18,2%
	T2	440.031	80.815	520.846	79.708	519.739	84,5%	15,5%	15,3%
	T3	426.056	76.945	503.001	94.790	520.846	84,7%	15,3%	18,2%
	T4	423.552	87.362	510.914	79.449	503.001	82,9%	17,1%	15,8%
	Année	432.945	80.680	513.625	88.061	521.006	84,3%	15,7%	16,9%
2008	T1	409.424	75.127	484.551	101.490	510.914	84,5%	15,5%	19,9%
	T2	405.009	83.985	488.994	79.542	484.551	82,8%	17,2%	16,4%
	T3	396.691	76.736	473.427	92.303	488.994	83,8%	16,2%	18,9%
	T4	395.122	87.400	482.522	78.305	473.427	81,9%	18,1%	16,5%
	Année	401.562	80.812	482.374	87.910	489.472	83,2%	16,8%	18,0%
2009	T1	388.059	80.317	468.376	94.463	482.522	82,9%	17,1%	19,6%
	T2	397.498	99.706	497.204	70.878	468.376	79,9%	20,1%	15,1%
	T3	411.150	91.355	502.505	86.054	497.204	81,8%	18,2%	17,3%
	T4	430.142	93.828	523.970	72.363	502.505	82,1%	17,9%	14,4%
	Année	406.712	91.302	498.014	80.940	487.652	81,7%	18,3%	16,6%
2010	T1	427.856	84.460	512.316	96.114	523.970	83,5%	16,5%	18,3%
	T2	436.106	88.697	524.803	76.210	512.316	83,1%	16,9%	14,9%
	T3	433.047	81.058	514.105	91.756	524.803	84,2%	15,8%	17,5%
	T4	431.625	89.952	521.577	82.480	514.105	82,8%	17,2%	16,0%
	Année	432.159	86.042	518.200	86.640	518.799	83,4%	16,6%	16,7%
2011	T1	420.792	83.851	504.643	100.785	521.577	83,4%	16,6%	19,3%
	T2	421.981	87.342	509.323	82.662	504.643	82,9%	17,1%	16,4%
	T3	414.274	79.316	493.590	95.049	509.323	83,9%	16,1%	18,7%
	T4	413.752	91.775	505.527	79.838	493.590	81,8%	18,2%	16,2%
	Année	417.700	85.571	503.271	89.584	507.283	83,0%	17,0%	17,7%
2012	T1	409.482	83.990	493.472	96.045	505.527	83,0%	17,0%	19,0%
	T2	411.215	88.758	499.973	82.257	493.472	82,2%	17,8%	16,7%
	T3	408.414	76.352	484.766	91.559	499.973	84,2%	15,8%	18,3%
	T4	407.698	92.042	499.740	77.068	484.766	81,6%	18,4%	15,9%
	Année	409.202	85.286	494.488	86.732	495.935	82,8%	17,2%	17,5%
2013	T1	405.243	84.302	489.545	94.497	499.740	82,8%	17,2%	18,9%
	T2	410.141	95.720	505.861	79.404	489.545	81,1%	18,9%	16,2%
	T3	419.165	82.598	501.763	86.696	505.861	83,5%	16,5%	17,1%
	T4	423.686	95.888	519.574	78.077	501.763	81,5%	18,5%	15,6%
	Année	414.559	89.627	504.186	84.669	499.227	82,2%	17,8%	17,0%
2014	T1	423.947	91.349	515.296	95.627	519.574	82,3%	17,7%	18,4%
	T2	436.840	95.839	532.679	78.456	515.296	82,0%	18,0%	15,2%
	T3	433.843	72.823	506.666	98.836	532.679	85,6%	14,4%	18,6%
	T4	426.863	89.370	516.233	79.803	506.666	82,7%	17,3%	15,8%
	Année	430.373	87.345	517.719	88.181	518.554	83,1%	16,9%	17,0%
2015	T1	415.809	81.077	496.886	100.424	516.233	83,7%	16,3%	19,5%
	T2	403.171	87.272	490.443	93.715	496.886	82,2%	17,8%	18,9%
	T3	393.935	70.274	464.209	96.508	490.443	84,9%	15,1%	19,7%
	T4	385.724	81.655	467.379	78.485	464.209	82,5%	17,5%	16,9%
	Année	399.660	80.070	479.729	92.283	491.943	83,3%	16,7%	18,8%

Tableau 55 (suite)

		Restants	Entrants	Stock	Sortants	Stock en T-1	Restants	Entrants	Sortants
2016	T1	372.303	79.354	451.657	95.076	467.379	82,4%	17,6%	20,3%
	T2	375.438	81.090	456.528	76.219	451.657	82,2%	17,8%	16,9%
	T3	373.039	66.171	439.210	83.489	456.528	84,9%	15,1%	18,3%
	T4	366.456	75.273	441.729	72.754	439.210	83,0%	17,0%	16,6%
	Année	371.809	75.472	447.281	81.885	453.694	83,1%	16,9%	18,0%
2017	T1	356.078	73.729	429.807	85.651	441.729	82,8%	17,2%	19,4%
	T2	357.481	78.303	435.784	72.326	429.807	82,0%	18,0%	16,8%
	T3	351.922	59.597	411.519	83.862	435.784	85,5%	14,5%	19,2%
	T4	342.609	76.728	419.337	68.910	411.519	81,7%	18,3%	16,7%
	Année	352.023	72.089	424.112	77.687	429.710	83,0%	17,0%	18,1%
2018	T1	333.807	70.420	404.227	85.530	419.337	82,6%	17,4%	20,4%
	T2	334.557	76.013	410.570	69.670	404.227	81,5%	18,5%	17,2%
	T3	329.273	56.966	386.239	81.297	410.570	85,3%	14,7%	19,8%
	T4	317.373	74.210	391.583	68.866	386.239	81,0%	19,0%	17,8%
	Année	328.753	69.402	398.155	76.341	405.093	82,6%	17,4%	18,8%
2019	T1	308.390	67.013	375.403	83.193	391.583	82,1%	17,9%	21,2%
	T2	310.707	74.944	385.651	64.696	375.403	80,6%	19,4%	17,2%
	T3	306.761	54.928	361.689	78.890	385.651	84,8%	15,2%	20,5%
	T4	298.644	73.687	372.331	63.045	361.689	80,2%	19,8%	17,4%
	Année	306.126	67.643	373.769	72.456	378.582	81,9%	18,1%	19,1%
2020	T1	293.669	66.007	359.676	78.662	372.331	81,6%	18,4%	21,1%
	T2	297.266	71.852	369.118	62.410	359.676	80,5%	19,5%	17,4%

10.3.10

DEI-NI par type d'inscription

Tableau 56
Evolution des DEI-NI par type d'inscription à partir du 1^{er}
trimestre de 2007

		Jeunes en stage d'insertion	Autres DE inscrits obliga-toirement	DE inscrits librement	Total			Jeunes en stage d'insertion	Autres DE inscrits obliga-toirement	DE inscrits librement	Total
2007	T1	38.729	32.318	35.503	106.550	2007	T1	100	100	100	100
	T2	26.807	31.016	33.421	91.244		T2	100	100	100	100
	T3	49.852	29.496	35.550	114.898		T3	100	100	100	100
	T4	41.013	30.937	35.386	107.335		T4	100	100	100	100
	Année	39.100	30.942	34.965	105.007		Année	100	100	100	100
2008	T1	35.572	32.022	35.498	103.092	2008	T1	92	99	100	97
	T2	25.666	32.697	34.049	92.411		T2	96	105	102	101
	T3	46.687	30.964	35.410	113.062		T3	94	105	100	98
	T4	39.768	32.270	37.731	109.770		T4	97	104	107	102
	Année	36.923	31.988	35.672	104.584		Année	94	103	102	100
2009	T1	37.773	32.754	39.895	110.423	2009	T1	98	101	112	104
	T2	28.901	31.219	41.049	101.170		T2	108	101	123	111
	T3	51.341	30.947	44.145	126.432		T3	103	105	124	110
	T4	45.050	31.406	45.021	121.477		T4	110	102	127	113
	Année	40.766	31.582	42.528	114.875		Année	104	102	122	109
2010	T1	41.156	33.441	46.346	120.943	2010	T1	106	103	131	114
	T2	29.648	34.397	45.945	109.989		T2	111	111	137	121
	T3	51.948	35.454	50.115	137.516		T3	104	120	141	120
	T4	43.824	36.027	48.203	128.054		T4	107	116	136	119
	Année	41.644	34.830	47.652	124.126		Année	107	113	136	118
2011	T1	38.260	37.014	49.610	124.884	2011	T1	99	115	140	117
	T2	27.920	36.212	48.323	112.454		T2	104	117	145	123
	T3	48.688	36.926	49.257	134.871		T3	98	125	139	117
	T4	42.002	37.015	50.305	129.322		T4	102	120	142	120
	Année	39.217	36.792	49.374	125.383		Année	100	119	141	119
2012	T1	40.624	37.966	52.793	131.383	2012	T1	105	117	149	123
	T2	36.474	36.810	50.275	123.560		T2	136	119	150	135
	T3	56.844	37.648	53.560	148.052		T3	114	128	151	129
	T4	47.777	37.728	55.277	140.782		T4	116	122	156	131
	Année	45.430	37.538	52.976	135.944		Année	116	121	152	129
2013	T1	42.238	38.721	56.979	137.938	2013	T1	109	120	160	129
	T2	37.394	38.035	55.675	131.103		T2	139	123	167	144
	T3	58.541	39.140	57.739	155.420		T3	117	133	162	135
	T4	48.991	39.345	59.049	147.385		T4	119	127	167	137
	Année	46.791	38.810	57.360	142.962		Année	120	125	164	136
2014	T1	43.519	40.467	62.839	146.825	2014	T1	112	125	177	138
	T2	36.725	40.930	59.638	137.292		T2	137	132	178	150
	T3	59.326	42.147	59.956	161.429		T3	119	143	169	140
	T4	50.302	43.683	61.697	155.682		T4	123	141	174	145
	Année	47.468	41.807	61.033	150.307		Année	121	135	175	143
2015	T1	43.664	49.001	68.469	161.134	2015	T1	113	152	193	151
	T2	36.474	48.493	66.973	151.940		T2	136	156	200	167
	T3	55.789	48.831	67.593	172.213		T3	112	166	190	150
	T4	49.117	49.549	70.949	169.615		T4	120	160	201	158
	Année	46.261	48.969	68.496	163.725		Année	118	158	196	156

Tableau 56 (suite)

		Jeunes en stage d'insertion	Autres DE inscrits obligatoirement	DE inscrits librement	Total			Jeunes en stage d'insertion	Autres DE inscrits obligatoirement	DE inscrits librement	Total
2016	T1	44.647	48.880	71.878	165.405	2016	T1	115	151	202	155
	T2	38.616	47.256	69.052	154.924		T2	144	152	207	170
	T3	58.925	48.225	69.346	176.496		T3	118	163	195	154
	T4	52.695	55.647	64.768	173.110		T4	128	180	183	161
	Année	48.721	50.002	68.761	167.484		Année	125	162	197	159
2017	T1	47.490	57.376	64.061	168.927	2017	T1	123	178	180	159
	T2	39.742	56.651	60.239	156.632		T2	148	183	180	172
	T3	58.382	56.670	60.340	175.391		T3	117	192	170	153
	T4	52.878	53.674	59.720	166.272		T4	129	173	169	155
	Année	49.623	56.093	61.090	166.806		Année	127	181	175	159
2018	T1	47.057	52.729	59.177	158.963	2018	T1	122	163	167	149
	T2	40.655	50.782	55.463	146.900		T2	152	164	166	161
	T3	57.067	65.563	56.687	179.317		T3	114	222	159	156
	T4	50.350	63.362	56.701	170.413		T4	123	205	160	159
	Année	48.782	58.109	57.007	163.898		Année	125	188	163	156
2019	T1	42.612	62.677	57.596	162.885	2019	T1	110	194	162	153
	T2	36.557	61.352	56.457	154.367		T2	136	198	169	169
	T3	51.337	61.964	61.783	175.084		T3	103	210	174	152
	T4	47.035	62.430	60.980	170.444		T4	115	202	172	159
	Année	44.385	62.106	59.204	165.695		Année	114	201	169	158
2020	T1	42.766	62.098	61.226	166.090	2020	T1	110	192	172	156
	T2	43.153	59.150	54.949	157.252		T2	161	191	164	172

Source : services régionaux de l'emploi et calculs ONEM

10.4

Travailleurs à temps partiel

10.4.1

Selon le régime

Tableau 57

Evolution des travailleurs à temps partiel selon le régime
à partir du 1^{er} trimestre de 2007 (partie 1)

		Travailleurs à temps partiel avec maintien des droits et AGR	Travailleurs à temps partiel volontaire avec AGR	Total	Travailleurs à temps partiel avec maintien des droits et AGR	Travailleurs à temps partiel volontaire avec AGR	Total
2007	T1	47.370	-	47.370	100	-	100
	T2	49.777	-	49.777	100	-	100
	T3	46.673	-	46.673	100	-	100
	T4	46.243	-	46.243	100	-	100
	Année	47.516	-	47.516	100	-	100
2008	T1	49.663	-	49.663	105	-	105
	T2	48.648	-	48.648	98	-	98
	T3	45.893	-	45.893	98	-	98
	T4	47.801	-	47.801	103	-	103
	Année	48.001	-	48.001	101	-	101
2009	T1	52.293	-	52.293	110	-	110
	T2	51.753	-	51.753	104	-	104
	T3	48.411	-	48.411	104	-	104
	T4	50.631	-	50.631	109	-	109
	Année	50.772	-	50.772	107	-	107
2010	T1	54.078	-	54.078	114	-	114
	T2	54.474	-	54.474	109	-	109
	T3	49.372	-	49.372	106	-	106
	T4	52.497	-	52.497	114	-	114
	Année	52.605	-	52.605	111	-	111
2011	T1	54.457	-	54.457	115	-	115
	T2	53.122	-	53.122	107	-	107
	T3	49.898	-	49.898	107	-	107
	T4	52.580	-	52.580	114	-	114
	Année	52.514	-	52.514	111	-	111
2012	T1	52.518	-	52.518	111	-	111
	T2	54.089	-	54.089	109	-	109
	T3	50.173	-	50.173	107	-	107
	T4	50.081	-	50.081	108	-	108
	Année	51.715	-	51.715	109	-	109
2013	T1	52.619	-	52.619	111	-	111
	T2	53.964	-	53.964	108	-	108
	T3	49.280	61	49.341	106	-	106
	T4	50.875	260	51.135	110	-	111
	Année	51.685	80	51.765	109	-	109
2014	T1	53.939	394	54.332	114	100	115
	T2	52.330	427	52.757	105	100	106
	T3	48.430	428	48.858	104	100	105
	T4	48.111	439	48.550	104	100	105
	Année	50.702	422	51.124	107	100	108
2015	T1	49.443	426	49.869	104	108	105
	T2	46.559	417	46.976	94	98	94
	T3	39.210	344	39.554	84	80	85
	T4	42.082	381	42.463	91	87	92
	Année	44.323	392	44.716	93	93	94

Tableau 57 (suite)

		Travailleurs à temps partiel avec maintien des droits et AGR	Travailleurs à temps partiel volontaire avec AGR	Total	Travailleurs à temps partiel avec maintien des droits et AGR	Travailleurs à temps partiel volontaire avec AGR	Total
2016	T1	42.502	363	42.865	90	92	90
	T2	41.189	389	41.578	83	91	84
	T3	37.286	344	37.630	80	80	81
	T4	38.488	370	38.858	83	84	84
	Année	39.866	367	40.233	84	87	85
2017	T1	39.014	403	39.416	82	102	83
	T2	38.365	399	38.763	77	93	78
	T3	35.513	334	35.847	76	78	77
	T4	36.984	365	37.349	80	83	81
	Année	37.469	375	37.844	79	89	80
2018	T1	36.947	388	37.335	78	99	79
	T2	36.738	432	37.170	74	101	75
	T3	33.513	353	33.867	72	82	73
	T4	34.272	376	34.648	74	86	75
	Année	35.368	387	35.755	74	92	75
2019	T1	35.694	424	36.118	75	108	76
	T2	33.771	398	34.169	68	93	69
	T3	30.956	344	31.300	66	80	67
	T4	32.339	377	32.716	70	86	71
	Année	33.190	386	33.576	70	91	71
2020	T1	33.801	390	34.192	71	99	72
	T2	32.663	458	33.121	69	116	70

10.4.2

Par région

Tableau 58

Evolution des travailleurs à temps partiel selon la région à partir du 1^{er} trimestre de 2007 (partie 1)

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	24.835	17.605	4.930	47.370	2007	T1	100	100	100	100
	T2	26.143	18.532	5.102	49.777		T2	100	100	100	100
	T3	24.634	17.431	4.609	46.673		T3	100	100	100	100
	T4	23.662	17.825	4.756	46.243		T4	100	100	100	100
	Année	24.819	17.848	4.849	47.516		Année	100	100	100	100
2008	T1	25.376	19.174	5.114	49.663	2008	T1	102	109	104	105
	T2	24.679	18.879	5.090	48.648		T2	94	102	100	98
	T3	23.389	18.000	4.504	45.893		T3	95	103	98	98
	T4	23.683	19.236	4.881	47.801		T4	100	108	103	103
	Année	24.282	18.822	4.897	48.001		Année	98	105	101	101
2009	T1	26.065	20.970	5.257	52.293	2009	T1	105	119	107	110
	T2	25.891	20.487	5.375	51.753		T2	99	111	105	104
	T3	24.495	19.123	4.794	48.411		T3	99	110	104	104
	T4	24.999	20.542	5.090	50.631		T4	106	115	107	109
	Année	25.363	20.281	5.129	50.772		Année	102	114	106	107
2010	T1	26.700	21.871	5.507	54.078	2010	T1	108	124	112	114
	T2	27.086	21.776	5.613	54.474		T2	104	118	110	109
	T3	24.407	20.020	4.945	49.372		T3	99	115	107	106
	T4	25.725	21.477	5.295	52.497		T4	109	120	111	114
	Année	25.980	21.286	5.340	52.606		Année	105	119	110	111
2011	T1	26.640	22.204	5.613	54.457	2011	T1	107	126	114	115
	T2	25.907	21.630	5.585	53.122		T2	99	117	109	107
	T3	24.625	20.295	4.978	49.898		T3	100	116	108	107
	T4	25.424	21.914	5.243	52.580		T4	107	123	110	114
	Année	25.649	21.511	5.355	52.514		Année	103	121	110	111
2012	T1	25.298	21.877	5.342	52.518	2012	T1	102	124	108	111
	T2	26.149	22.479	5.462	54.089		T2	100	121	107	109
	T3	24.170	20.992	5.011	50.173		T3	98	120	109	107
	T4	23.853	21.168	5.060	50.081		T4	101	119	106	108
	Année	24.868	21.629	5.219	51.715		Année	100	121	108	109
2013	T1	25.323	21.923	5.373	52.619	2013	T1	102	125	109	111
	T2	25.794	22.373	5.797	53.964		T2	99	121	114	108
	T3	23.749	20.522	5.070	49.341		T3	96	118	110	106
	T4	24.386	21.426	5.323	51.135		T4	103	120	112	111
	Année	24.813	21.561	5.391	51.765		Année	100	121	111	109
2014	T1	26.179	22.451	5.703	54.332	2014	T1	105	128	116	115
	T2	25.517	21.684	5.556	52.757		T2	98	117	109	106
	T3	23.831	19.991	5.036	48.858		T3	97	115	109	105
	T4	23.521	19.909	5.120	48.550		T4	99	112	108	105
	Année	24.762	21.009	5.354	51.124		Année	100	118	110	108
2015	T1	23.930	20.542	5.397	49.869	2015	T1	96	117	109	105
	T2	22.600	19.090	5.286	46.976		T2	86	103	104	94
	T3	19.061	16.246	4.247	39.554		T3	77	93	92	85
	T4	20.098	17.671	4.694	42.463		T4	85	99	99	92
	Année	21.422	18.387	4.906	44.716		Année	86	103	101	94

Tableau 58 (suite)

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles- Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles- Capitale
2016	T1	20.168	18.014	4.683	42.865	2016	T1	81	102	95
	T2	19.569	17.336	4.673	41.578		T2	75	94	92
	T3	17.648	15.914	4.068	37.630		T3	72	91	88
	T4	18.022	16.621	4.215	38.858		T4	76	93	89
	Année	18.852	16.971	4.410	40.233		Année	76	95	91
2017	T1	18.022	16.933	4.462	39.416	2017	T1	73	96	91
	T2	17.567	16.880	4.317	38.763		T2	67	91	85
	T3	16.243	15.821	3.783	35.847		T3	66	91	82
	T4	16.801	16.509	4.040	37.349		T4	71	93	85
	Année	17.158	16.536	4.151	37.844		Année	69	93	86
2018	T1	16.534	16.798	4.003	37.335	2018	T1	67	95	81
	T2	16.465	16.643	4.062	37.170		T2	63	90	80
	T3	14.970	15.199	3.698	33.867		T3	61	87	80
	T4	15.083	15.767	3.798	34.648		T4	64	88	80
	Année	15.763	16.102	3.890	35.755		Année	64	90	80
2019	T1	15.691	16.454	3.973	36.118	2019	T1	63	93	81
	T2	14.787	15.496	3.886	34.169		T2	57	84	76
	T3	13.559	14.260	3.482	31.300		T3	55	82	76
	T4	14.076	14.937	3.703	32.716		T4	59	84	78
	Année	14.528	15.287	3.761	33.576		Année	59	86	78
2020	T1	14.654	15.691	3.847	34.192	2020	T1	59	89	78
	T2	14.422	15.007	3.693	33.121		T2	58	85	75

10.4.3

Par sexe

Tableau 59
Evolution des travailleurs à temps partiel selon le sexe à
partir du 1^{er} trimestre de 2007 (partie 1)

		Hommes	Femmes	Total			Hommes	Femmes	Total
2007	T1	9.927	37.443	47.370	2007	T1	100	100	100
	T2	10.391	39.386	49.777		T2	100	100	100
	T3	9.583	37.090	46.673		T3	100	100	100
	T4	9.591	36.652	46.243		T4	100	100	100
	Année	9.873	37.643	47.516		Année	100	100	100
2008	T1	10.092	39.571	49.663	2008	T1	102	106	105
	T2	9.998	38.650	48.648		T2	96	98	98
	T3	9.173	36.720	45.893		T3	96	99	98
	T4	9.669	38.131	47.801		T4	101	104	103
	Année	9.733	38.268	48.001		Année	99	102	101
2009	T1	10.531	41.762	52.293	2009	T1	106	112	110
	T2	10.638	41.115	51.753		T2	102	104	104
	T3	9.904	38.507	48.411		T3	103	104	104
	T4	10.468	40.163	50.631		T4	109	110	109
	Année	10.385	40.387	50.772		Année	105	107	107
2010	T1	11.275	42.803	54.078	2010	T1	114	114	114
	T2	11.517	42.957	54.474		T2	111	109	109
	T3	10.265	39.108	49.372		T3	107	105	106
	T4	11.046	41.451	52.497		T4	115	113	114
	Année	11.026	41.580	52.606		Année	112	110	111
2011	T1	11.416	43.042	54.457	2011	T1	115	115	115
	T2	11.252	41.870	53.122		T2	108	106	107
	T3	10.376	39.522	49.898		T3	108	107	107
	T4	11.059	41.521	52.580		T4	115	113	114
	Année	11.026	41.489	52.514		Année	112	110	111
2012	T1	11.027	41.490	52.518	2012	T1	111	111	111
	T2	11.484	42.605	54.089		T2	111	108	109
	T3	10.597	39.576	50.173		T3	111	107	107
	T4	10.606	39.476	50.081		T4	111	108	108
	Année	10.929	40.787	51.715		Année	111	108	109
2013	T1	11.242	41.377	52.619	2013	T1	113	111	111
	T2	11.760	42.205	53.964		T2	113	107	108
	T3	10.570	38.771	49.341		T3	110	105	106
	T4	11.058	40.078	51.135		T4	115	109	111
	Année	11.157	40.608	51.765		Année	113	108	109
2014	T1	11.912	42.420	54.332	2014	T1	120	113	115
	T2	11.683	41.074	52.757		T2	112	104	106
	T3	10.621	38.238	48.858		T3	111	103	105
	T4	10.730	37.820	48.550		T4	112	103	105
	Année	11.237	39.888	51.124		Année	114	106	108
2015	T1	11.363	38.506	49.869	2015	T1	114	103	105
	T2	10.980	35.996	46.976		T2	106	91	94
	T3	9.010	30.544	39.554		T3	94	82	85
	T4	9.895	32.569	42.463		T4	103	89	92
	Année	10.312	34.404	44.716		Année	104	91	94

Tableau 59 (suite)

		Hommes	Femmes	Total			Hommes	Femmes	Total
2016	T1	9.911	32.954	42.865	2016	T1	100	88	90
	T2	9.861	31.717	41.578		T2	95	81	84
	T3	8.704	28.926	37.630		T3	91	78	81
	T4	8.986	29.873	38.858		T4	94	82	84
	Année	9.365	30.867	40.233		Année	95	82	85
2017	T1	9.315	30.101	39.416	2017	T1	94	80	83
	T2	9.214	29.549	38.763		T2	89	75	78
	T3	8.310	27.537	35.847		T3	87	74	77
	T4	8.797	28.552	37.349		T4	92	78	81
	Année	8.909	28.935	37.844		Année	90	77	80
2018	T1	8.895	28.440	37.335	2018	T1	90	76	79
	T2	8.865	28.305	37.170		T2	85	72	75
	T3	8.022	25.845	33.867		T3	84	70	73
	T4	8.333	26.315	34.648		T4	87	72	75
	Année	8.529	27.226	35.755		Année	86	72	75
2019	T1	8.692	27.426	36.118	2019	T1	88	73	76
	T2	8.358	25.812	34.169		T2	80	66	69
	T3	7.520	23.780	31.300		T3	78	64	67
	T4	8.023	24.693	32.716		T4	84	67	71
	Année	8.148	25.428	33.576		Année	83	68	71
2020	T1	8.424	25.768	34.192	2020	T1	85	69	72
	T2	8.072	25.049	33.121		T2	81	67	70

10.4.4

Par classe d'âge

Tableau 60
Evolution des travailleurs à temps partiel selon la classe
d'âge à partir du 1^{er} trimestre de 2007 (partie 1)

		< 25 ans	25 – 49 ans	50 ans et plus	Total			< 25 ans	25 – 49 ans	50 ans et plus	Total
2007	T1	2.123	37.431	7.816	47.370	2007	T1	100	100	100	100
	T2	2.161	39.338	8.277	49.777		T2	100	100	100	100
	T3	1.930	36.633	8.110	46.673		T3	100	100	100	100
	T4	1.956	36.176	8.111	46.243		T4	100	100	100	100
	Année	2.043	37.395	8.079	47.516		Année	100	100	100	100
2008	T1	2.015	38.744	8.905	49.663	2008	T1	95	104	114	105
	T2	1.990	37.718	8.940	48.648		T2	92	96	108	98
	T3	1.871	35.301	8.721	45.893		T3	97	96	108	98
	T4	2.134	36.541	9.126	47.801		T4	109	101	113	103
	Année	2.002	37.076	8.923	48.001		Année	98	99	110	101
2009	T1	2.214	39.776	10.303	52.293	2009	T1	104	106	132	110
	T2	2.433	39.002	10.319	51.753		T2	113	99	125	104
	T3	2.310	36.114	9.987	48.411		T3	120	99	123	104
	T4	2.532	37.706	10.393	50.631		T4	129	104	128	109
	Année	2.372	38.150	10.250	50.772		Année	116	102	127	107
2010	T1	2.534	40.151	11.393	54.078	2010	T1	119	107	146	114
	T2	2.644	40.287	11.543	54.474		T2	122	102	139	109
	T3	2.332	36.282	10.759	49.372		T3	121	99	133	106
	T4	2.534	38.448	11.516	52.497		T4	130	106	142	114
	Année	2.511	38.792	11.303	52.606		Année	123	104	140	111
2011	T1	2.518	39.725	12.215	54.457	2011	T1	119	106	156	115
	T2	2.444	38.550	12.128	53.122		T2	113	98	147	107
	T3	2.211	35.809	11.878	49.898		T3	115	98	146	107
	T4	2.354	37.723	12.503	52.580		T4	120	104	154	114
	Année	2.382	37.952	12.181	52.514		Année	117	101	151	111
2012	T1	2.322	37.516	12.680	52.518	2012	T1	109	100	162	111
	T2	2.439	38.376	13.273	54.089		T2	113	98	160	109
	T3	2.199	35.285	12.689	50.173		T3	114	96	156	107
	T4	2.227	35.088	12.767	50.081		T4	114	97	157	108
	Année	2.297	36.566	12.852	51.715		Année	112	98	159	109
2013	T1	2.290	36.640	13.689	52.619	2013	T1	108	98	175	111
	T2	2.485	37.457	14.022	53.964		T2	115	95	169	108
	T3	2.176	33.903	13.262	49.341		T3	113	93	164	106
	T4	2.478	34.899	13.759	51.135		T4	127	96	170	111
	Année	2.357	35.725	13.683	51.765		Année	115	96	169	109
2014	T1	2.571	36.824	14.937	54.332	2014	T1	121	98	191	115
	T2	2.515	35.627	14.614	52.757		T2	116	91	177	106
	T3	2.189	32.669	14.000	48.858		T3	113	89	173	105
	T4	2.253	32.400	13.898	48.550		T4	115	90	171	105
	Année	2.382	34.380	14.362	51.124		Année	117	92	178	108
2015	T1	2.142	32.915	14.812	49.869	2015	T1	101	88	190	105
	T2	1.926	30.968	14.083	46.976		T2	89	79	170	94
	T3	1.512	25.730	12.312	39.554		T3	78	70	152	85
	T4	1.696	27.507	13.261	42.463		T4	87	76	163	92
	Année	1.819	29.280	13.617	44.716		Année	89	78	169	94

Tableau 60 (suite)

		< 25 ans	25 – 49 ans	50 ans et plus	Total			< 25 ans	25 – 49 ans	50 ans et plus	Total
2016	T1	1.570	27.628	13.666	42.865	2016	T1	74	74	175	90
	T2	1.444	26.828	13.306	41.578		T2	67	68	161	84
	T3	1.213	23.910	12.507	37.630		T3	63	65	154	81
	T4	1.360	24.651	12.847	38.858		T4	70	68	158	84
	Année	1.397	25.754	13.082	40.233		Année	68	69	162	85
2017	T1	1.315	24.878	13.224	39.416	2017	T1	62	66	169	83
	T2	1.349	24.475	12.939	38.763		T2	62	62	156	78
	T3	1.085	22.436	12.326	35.847		T3	56	61	152	77
	T4	1.194	23.351	12.804	37.349		T4	61	65	158	81
	Année	1.236	23.785	12.823	37.844		Année	60	64	159	80
2018	T1	1.132	23.120	13.083	37.335	2018	T1	53	62	167	79
	T2	1.104	22.914	13.152	37.170		T2	51	58	159	75
	T3	869	20.717	12.280	33.867		T3	45	57	151	73
	T4	954	21.291	12.403	34.648		T4	49	59	153	75
	Année	1.015	22.011	12.730	35.755		Année	50	59	158	75
2019	T1	1.002	22.012	13.104	36.118	2019	T1	47	59	168	76
	T2	880	20.832	12.458	34.169		T2	41	53	151	69
	T3	754	18.868	11.679	31.300		T3	39	52	144	67
	T4	844	19.857	12.015	32.716		T4	43	55	148	71
	Année	870	20.392	12.314	33.576		Année	43	55	152	71
2020	T1	856	20.566	12.770	34.192	2020	T1	40	55	163	72
	T2	834	19.789	12.498	33.121		T2	39	53	160	70

10.5

Mesures pour l'emploi et la formation

10.5.1

Mesures pour l'emploi et l'activation

Tableau 61

Evolution des mesures pour l'emploi et d'activation selon le régime à partir du 1^{er} trimestre de 2007

		Compétences transférées (fédéral vers régional)					Compétences non-transférées (fédéral)	Total
		Activa	Programme de transition professionnelle	SINE	Complément de reprise du travail	Allocation de formation	Occupation en entreprises de travail adapté	
2007	T1	35.793	5.717	7.974	3.603	2.932	491	56.509
	T2	38.636	6.197	8.833	4.367	2.390	516	60.939
	T3	39.359	4.974	9.075	4.931	2.140	503	60.982
	T4	39.237	6.104	8.970	5.521	2.967	449	63.249
Année		38.256	5.748	8.713	4.605	2.607	490	60.420
2008	T1	41.715	6.120	10.369	6.188	3.108	523	68.022
	T2	40.590	6.033	10.200	7.164	2.285	481	66.753
	T3	38.832	4.860	10.124	7.441	2.013	447	63.718
	T4	37.560	6.011	10.154	7.975	2.920	432	65.052
Année		39.674	5.756	10.212	7.192	2.581	471	65.886
2009	T1	38.566	6.138	11.564	8.155	2.726	508	67.656
	T2	34.890	5.978	10.938	8.625	1.864	524	62.820
	T3	32.121	4.798	10.787	9.067	1.591	452	58.815
	T4	31.431	5.859	11.083	10.271	2.272	427	61.342
Année		34.252	5.693	11.093	9.029	2.113	478	62.658
2010	T1	30.916	5.770	12.247	11.036	2.378	483	62.831
	T2	28.197	5.567	11.761	12.533	1.960	435	60.453
	T3	26.120	4.140	11.168	13.521	1.971	399	57.319
	T4	25.899	5.374	11.329	15.150	3.021	361	61.135
Année		27.783	5.213	11.626	13.060	2.333	420	60.434
2011	T1	25.952	5.319	11.906	15.792	2.788	424	62.181
	T2	24.903	5.219	11.250	16.969	2.209	356	60.905
	T3	24.168	3.912	11.234	17.831	2.039	352	59.536
	T4	24.835	5.150	11.209	18.994	2.900	372	63.459
Année		24.964	4.900	11.400	17.396	2.484	376	61.520
2012	T1	24.816	5.027	11.320	19.016	2.400	363	62.942
	T2	27.998	5.230	11.077	20.448	2.165	374	67.293
	T3	29.314	4.023	11.043	20.446	2.091	359	67.276
	T4	30.463	5.104	10.373	20.554	2.610	301	69.405
Année		28.148	4.846	10.953	20.116	2.316	349	66.729
2013	T1	31.685	5.131	11.196	20.450	2.802	357	71.621
	T2	32.388	5.236	11.200	19.838	2.225	355	71.243
	T3	31.534	3.981	10.740	18.744	2.059	303	67.361
	T4	33.398	5.089	10.367	18.497	2.744	283	70.378
Année		32.251	4.859	10.876	19.382	2.458	325	70.151
2014	T1	34.129	5.022	11.163	17.666	2.856	362	71.198
	T2	34.782	4.965	10.632	17.387	2.207	300	70.274
	T3	35.757	3.758	10.683	16.882	1.976	315	69.371
	T4	35.452	4.886	9.776	16.495	2.584	270	69.464
Année		35.030	4.658	10.564	17.108	2.406	312	70.077
2015	T1	37.867	5.018	11.184	15.791	2.946	318	73.125
	T2	37.755	4.915	10.775	15.413	2.407	307	71.572
	T3	36.690	3.263	9.973	15.070	2.113	249	67.359
	T4	38.299	3.670	10.245	15.035	2.866	257	70.372
Année		37.653	4.217	10.544	15.327	2.583	283	70.607

Tableau 61 (suite)

		Compétences transférées (fédéral vers régional)					Compétences non-transférées (fédéral)	Total
		Activa	Programme de transition professionnelle	SINE	Complément de reprise du travail	Allocation de formation	Occupation en entreprises de travail adapté	
2016	T1	39.274	3.505	10.939	14.612	3.037	242	71.608
	T2	37.276	3.521	9.911	14.860	2.448	263	68.279
	T3	38.887	2.288	10.308	14.608	2.318	217	68.626
	T4	38.802	3.457	10.118	14.897	3.099	206	70.579
Année		38.560	3.193	10.319	14.744	2.726	232	69.773
2017	T1	35.896	3.413	10.258	14.425	3.028	237	67.257
	T2	32.942	3.453	9.991	14.755	2.503	218	63.862
	T3	31.379	2.288	9.873	14.450	2.241	178	60.409
	T4	34.209	3.602	9.674	14.587	2.439	164	64.674
Année		33.606	3.189	9.949	14.554	2.553	199	64.051
2018	T1	33.426	3.518	9.970	14.149	2.247	204	63.514
	T2	34.475	3.372	9.942	13.212	1.881	192	63.074
	T3	34.488	2.146	9.278	11.958	1.779	158	59.807
	T4	34.584	3.248	9.654	11.052	1.223	163	59.923
Année		34.243	3.071	9.711	12.593	1.783	179	61.580
2019	T1	35.327	2.863	9.898	10.026	539	187	58.841
	T2	35.620	2.706	9.629	9.286	173	169	57.583
	T3	34.524	1.593	9.594	8.659	144	145	54.659
	T4	38.059	2.699	9.289	8.083	158	153	58.441
Année		35.883	2.465	9.602	9.013	254	164	57.381
2020	T1	35.943	2.330	9.527	7.503	361	163	55.827
	T2	24.487	2.076	7.686	6.698	1.074	118	42.140

10.5.2

Dispenses

Tableau 62
Evolution des dispenses selon le type à partir du 1^{er} trimestre de 2007

		Formations		Autres dispenses		Total
		Suivre une formation professionnelle	Reprise d'études	Actions à l'étranger	Activités ALE et APS	
2007	T1	25.614	11.529	28	1.307	38.478
	T2	27.205	10.318	21	1.307	38.851
	T3	22.185	7.461	27	1.347	31.019
	T4	25.206	11.683	30	1.350	38.270
Année		25.053	10.248	27	1.328	36.655
2008	T1	25.863	12.201	33	1.389	39.486
	T2	25.420	11.014	24	1.410	37.867
	T3	20.259	7.294	22	1.457	29.032
	T4	24.827	9.671	29	1.469	35.997
Année		24.092	10.045	27	1.431	35.595
2009	T1	25.857	10.066	28	1.482	37.433
	T2	26.203	9.116	23	1.443	36.786
	T3	22.323	7.186	24	1.470	31.003
	T4	27.899	10.894	25	1.466	40.284
Année		25.570	9.316	25	1.465	36.376
2010	T1	28.365	11.504	22	1.471	41.363
	T2	28.486	10.678	14	1.401	40.579
	T3	21.828	8.379	19	1.416	31.643
	T4	26.786	11.828	21	1.412	40.047
Année		26.366	10.597	19	1.425	38.408
2011	T1	26.073	12.414	22	1.397	39.907
	T2	26.591	11.230	12	1.334	39.167
	T3	21.406	8.920	11	1.373	31.710
	T4	25.810	12.223	11	1.339	39.382
Année		24.970	11.197	14	1.361	37.542
2012	T1	25.437	12.611	13	1.349	39.410
	T2	27.191	11.469	9	1.333	40.001
	T3	21.478	9.407	7	1.384	32.277
	T4	26.463	12.993	14	1.334	40.805
Année		25.142	11.620	11	1.350	38.123
2013	T1	26.808	13.587	22	1.341	41.758
	T2	27.897	12.609	14	1.324	41.843
	T3	21.956	10.466	16	1.399	33.836
	T4	27.769	14.430	11	1.414	43.624
Année		26.108	12.773	16	1.369	40.265
2014	T1	28.951	14.996	15	1.434	45.396
	T2	29.012	13.469	15	1.434	43.929
	T3	23.159	11.483	16	1.496	36.155
	T4	27.868	15.027	10	1.468	44.373
Année		27.247	13.744	14	1.458	42.463
2015	T1	28.172	15.704	12	1.426	45.313
	T2	27.566	14.376	12	1.375	43.329
	T3	21.041	11.640	6	1.421	34.109
	T4	26.298	14.272	7	1.449	42.025
Année		25.769	13.998	9	1.418	41.194

Tableau 62 (suite)

		Formations		Autres dispenses		Total
		Suivre une formation professionnelle	Reprise d'études	Actions à l'étranger	Activités ALE et APS	
2016	T1	24.827	13.980	11	1.466	40.284
	T2	24.434	13.245	7	1.488	39.175
	T3	19.301	11.215	4	1.646	32.166
	T4	24.433	13.906	6	1.686	40.031
Année		23.249	13.086	7	1.572	37.914
2017	T1	24.383	13.936	6	1.682	40.006
	T2	25.251	13.086	7	1.721	40.066
	T3	19.264	10.822	7	1.750	31.843
	T4	24.512	12.330	6	1.735	38.582
Année		23.352	12.543	6	1.722	37.624
2018	T1	25.898	12.309	6	1.725	39.938
	T2	26.586	11.785	7	1.677	40.055
	T3	21.706	9.544	6	1.634	32.890
	T4	27.800	10.627	5	1.623	40.055
Année		25.497	11.066	6	1.665	38.235
2019	T1	28.892	10.786	4	1.620	41.302
	T2	28.701	10.297	4	1.632	40.635
	T3	23.332	8.339	4	1.608	33.283
	T4	28.194	9.435	4	1.598	39.230
Année		27.280	9.714	4	1.614	38.612
2020	T1	27.649	9.617	7	1.583	38.856
	T2	23.639	9.267	3	1.475	34.385

10.5.3

Total des mesures pour l'emploi et la formation

Tableau 63

Evolution du total des mesures pour l'emploi et la formation à partir du 1^{er} trimestre de 2007

		Emploi et mesures d'activation	Dispenses	Autres	Mesures éteintes	Total	Emploi et mesures d'activation	Dispenses	Autres	Mesures éteintes	Total
2007	T1	56.509	38.478	21	1.240	96.248	100	100	100	100	100
	T2	60.939	38.851	25	838	100.653	100	100	100	100	100
	T3	60.982	31.019	20	852	92.874	100	100	100	100	100
	T4	63.249	38.270	25	6.202	107.746	100	100	100	100	100
	Année	60.420	36.655	23	2.283	99.380	100	100	100	100	100
2008	T1	68.022	39.486	18	1.363	108.888	120	103	84	110	113
	T2	66.753	37.867	28	850	105.498	110	97	112	101	105
	T3	63.718	29.032	22	5.149	97.921	104	94	108	604	105
	T4	65.052	35.997	26	7.007	108.081	103	94	103	113	100
	Année	65.886	35.595	23	3.592	105.097	109	97	102	157	106
2009	T1	67.656	37.433	10	1.408	106.508	120	97	49	114	111
	T2	62.820	36.786	168	1.093	100.867	103	95	680	130	100
	T3	58.815	31.003	568	6.865	97.251	96	100	2.792	805	105
	T4	61.342	40.284	903	6.739	109.268	97	105	3.612	109	101
	Année	62.658	36.376	412	4.026	103.473	104	99	1.812	176	104
2010	T1	62.831	41.363	1.297	3.102	108.593	111	107	6.178	250	113
	T2	60.453	40.579	1.440	14.638	117.110	99	104	5.837	1.747	116
	T3	57.319	31.643	1.322	30.500	120.784	94	102	6.504	3.578	130
	T4	61.135	40.047	1.305	38.823	141.310	97	105	5.220	626	131
	Année	60.434	38.408	1.341	21.766	121.949	100	105	5.895	953	123
2011	T1	62.181	39.907	1.263	43.448	146.799	110	104	6.016	3.505	153
	T2	60.905	39.167	1.274	48.725	150.071	100	101	5.163	5.814	149
	T3	59.536	31.710	1.173	58.632	151.051	98	102	5.770	6.879	163
	T4	63.459	39.382	1.235	60.599	164.675	100	103	4.939	977	153
	Année	61.520	37.542	1.236	52.851	153.149	102	102	5.434	2.315	154
2012	T1	62.942	39.410	1.336	52.530	156.218	111	102	6.363	4.237	162
	T2	67.293	40.001	1.283	36.337	144.914	110	103	5.202	4.336	144
	T3	67.276	32.277	1.230	28.915	129.697	110	104	6.052	3.392	140
	T4	69.405	40.805	1.067	13.388	124.665	110	107	4.268	216	116
	Année	66.729	38.123	1.229	32.792	138.874	110	104	5.403	1.436	140
2013	T1	71.621	41.758	1.024	2.340	116.743	127	109	4.878	189	121
	T2	71.243	41.843	1.008	1.172	115.265	117	108	4.085	140	115
	T3	67.361	33.836	876	7.034	109.107	110	109	4.307	825	117
	T4	70.378	43.624	859	5.606	120.468	111	114	3.437	90	112
	Année	70.151	40.265	942	4.038	115.396	116	110	4.140	177	116
2014	T1	71.198	45.396	910	1.153	118.658	126	118	4.335	93	123
	T2	70.274	43.929	874	1.808	116.884	115	113	3.541	216	116
	T3	69.371	36.155	871	8.025	114.422	114	117	4.284	942	123
	T4	69.464	44.373	889	5.881	120.607	110	116	3.557	95	112
	Année	70.077	42.463	886	4.217	117.643	116	116	3.895	185	118
2015	T1	73.125	45.313	851	1.773	121.062	129	118	4.054	143	126
	T2	71.572	43.329	825	2.381	118.106	117	112	3.343	284	117
	T3	67.359	34.109	648	8.433	110.548	110	110	3.186	989	119
	T4	70.372	42.025	653	5.712	118.761	111	110	2.611	92	110
	Année	70.607	41.194	744	4.575	117.120	117	112	3.271	200	118

Tableau 63 (suite)

		Emploi et mesures d'activation	Dispenses	Autres	Mesures éteintes	Total	Emploi et mesures d'activation	Dispenses	Autres	Mesures éteintes	Total
2016	T1	71.608	40.284	669	1.584	114.145	127	105	3.184	128	119
	T2	68.279	39.175	693	2.198	110.345	112	101	2.809	262	110
	T3	68.626	32.166	657	2.393	103.842	113	104	3.230	281	112
	T4	70.579	40.031	673	1.701	112.983	112	105	2.691	27	105
	Année	69.773	37.914	673	1.969	110.329	115	103	2.957	86	111
2017	T1	67.257	40.006	682	1.295	109.240	119	104	3.246	104	113
	T2	63.862	40.066	710	1.596	106.235	105	103	2.879	190	106
	T3	60.409	31.843	653	1.698	94.602	99	103	3.210	199	102
	T4	64.674	38.582	607	789	104.652	102	101	2.428	13	97
	Année	64.051	37.624	663	1.345	103.682	106	103	2.914	59	104
2018	T1	63.514	39.938	532	121	104.104	112	104	2.532	10	108
	T2	63.074	40.055	520	49	103.699	104	103	2.109	6	103
	T3	59.807	32.890	471	22	93.190	98	106	2.317	3	100
	T4	59.923	40.055	480	7	100.464	95	105	1.920	0	93
	Année	61.580	38.235	501	50	100.364	102	104	2.201	2	101
2019	T1	58.841	41.302	537	17	100.697	104	107	2.556	1	105
	T2	57.583	40.635	512	35	98.764	94	105	2.075	4	98
	T3	54.659	33.283	476	6	88.424	90	107	2.343	1	95
	T4	58.441	39.230	521	1	98.194	92	103	2.085	0	91
	Année	57.381	38.612	512	15	96.520	95	105	2.249	1	97
2020	T1	55.827	38.856	475	48	95.206	99	101	2.262	4	99
	T2	42.140	34.385	381	216	77.122	69	89	1.544	26	77

10.6

Crédit-temps, congé thématique et interruption de carrière

Tableau 64

Evolution des allocataires en interruption de carrière, en crédit-temps et en congé thématique à partir du 1^{er} trimestre de 2007

		Interruption de carrière (ICP)	ICP, dont entités fédérales	ICP, dont entités fédérées	Crédit-temps	Congés thématiques	Total
2007	T1	71.457	26.495	44.962	108.930	39.312	219.699
	T2	71.849	26.545	45.305	110.997	39.868	222.714
	T3	71.564	26.463	45.101	112.509	40.530	224.604
	T4	72.256	25.420	46.836	114.234	39.769	226.259
	Année	71.781	26.231	45.551	111.668	39.870	223.319
2008	T1	72.566	25.615	46.951	117.647	43.681	233.894
	T2	73.045	25.691	47.354	118.985	44.635	236.666
	T3	71.674	25.015	46.659	119.172	44.936	235.782
	T4	72.256	23.969	48.287	119.624	44.491	236.372
	Année	72.385	25.073	47.313	118.857	44.436	235.678
2009	T1	71.877	23.644	48.232	122.824	48.435	243.135
	T2	72.601	23.797	48.804	127.226	51.630	251.457
	T3	71.870	23.922	47.948	129.829	54.951	256.650
	T4	72.647	23.087	49.561	131.104	54.721	258.473
	Année	72.249	23.612	48.636	127.746	52.434	252.429
2010	T1	72.053	22.517	49.535	132.058	59.547	263.658
	T2	72.578	22.531	50.047	132.678	61.476	266.733
	T3	71.587	22.534	49.053	131.694	62.670	265.950
	T4	72.616	21.715	50.901	132.844	60.498	265.959
	Année	72.208	22.324	49.884	132.318	61.048	265.575
2011	T1	71.644	20.781	50.863	134.375	64.222	270.240
	T2	72.253	20.681	51.572	135.540	63.875	271.668
	T3	71.770	20.552	51.218	136.022	63.465	271.257
	T4	74.263	19.779	54.484	137.208	60.523	271.994
	Année	72.482	20.448	52.034	135.786	63.021	271.290
2012	T1	74.223	19.617	54.606	139.339	63.437	276.998
	T2	74.240	19.204	55.036	137.761	62.126	274.127
	T3	71.810	18.614	53.196	135.077	62.771	269.658
	T4	72.395	17.834	54.561	133.389	61.503	267.287
	Année	73.167	18.817	54.350	136.391	62.459	272.018
2013	T1	70.453	17.268	53.184	132.981	65.980	269.414
	T2	70.233	17.100	53.133	133.149	66.780	270.162
	T3	68.879	16.875	52.004	132.356	68.454	269.689
	T4	69.737	16.308	53.429	132.425	66.682	268.844
	Année	69.826	16.888	52.938	132.728	66.974	269.527
2014	T1	68.952	16.048	52.904	133.088	71.442	273.482
	T2	68.717	15.803	52.914	133.564	73.231	275.512
	T3	67.511	15.510	52.001	133.295	75.653	276.459
	T4	69.490	15.013	54.477	138.378	71.881	279.749
	Année	68.668	15.594	53.074	134.581	73.052	276.301
2015	T1	70.725	16.354	54.371	146.519	73.647	290.891
	T2	70.899	16.532	54.368	145.863	74.234	290.996
	T3	69.878	16.211	53.667	142.505	76.615	288.998
	T4	70.873	15.300	55.573	138.662	72.008	281.543
	Année	70.594	16.099	54.495	143.387	74.126	288.107

Tableau 64 (suite)

		Interruption de carrière (ICP)	ICP, dont entités fédérales	ICP, dont entités fédérées	Crédit-temps	Congés thématiques	Total
2016	T1	70.025	14.615	55.409	134.285	75.651	279.961
	T2	69.769	14.175	55.594	130.573	77.191	277.532
	T3	74.297	14.120	60.177	126.647	80.052	280.996
	T4	82.524	13.718	68.805	124.929	74.845	282.298
	Année	74.153	14.157	59.996	129.109	76.935	280.197
2017	T1	78.932	12.734	66.198	122.012	79.167	280.111
	T2	76.676	12.652	64.024	118.791	80.774	276.242
	T3	70.569	12.563	58.006	115.815	86.208	272.592
	T4	62.755	12.421	50.334	115.070	81.510	259.334
	Année	72.233	12.593	59.640	117.922	81.915	272.070
2018	T1	61.516	12.348	49.168	113.921	83.480	258.916
	T2	60.006	12.289	47.717	111.873	83.213	255.093
	T3	58.127	12.151	45.976	109.420	87.750	255.297
	T4	56.989	11.818	45.171	110.382	81.489	248.860
	Année	59.160	12.152	47.008	111.399	83.983	254.541
2019	T1	55.543	11.327	44.216	111.973	84.981	252.497
	T2	54.423	11.267	43.156	108.664	84.965	248.052
	T3	52.814	11.208	41.606	105.290	92.898	251.002
	T4	51.925	10.997	40.928	103.642	90.351	245.918
	Année	53.676	11.200	42.477	107.392	88.299	249.367
2020	T1	50.545	10.454	40.091	102.012	96.672	249.229
	T2	48.120	9.952	38.168	95.027	117.927	261.074

10.7

Mesures prises dans le cadre de la mise en place du Statut Unique

Tableau 65

Evolution du nombre mensuel moyen de paiements et des dépenses totales pour les primes de crise, allocations de licenciement et les indemnités en compensation du licenciement à partir du 1^{er} trimestre de 2010

Unités physiques						Dépenses (en milliers EUR)				
		Primes de crise	Allocations de licenciement	Indemnités en compensation du licenciement payées en plusieurs fois	Indemnités en compensation du licenciement payées en 1 fois		Primes de crise	Allocations de licenciement	Indemnités en compensation du licenciement	Total
2010	T1	628	-	-	-	2010 T1	683,1	-	-	683,1
	T2	2.793	-	-	-	2010 T2	9.381,9	-	-	9.381,9
	T3	2.658	-	-	-	2010 T3	9.206,2	-	-	9.206,2
	T4	3.436	-	-	-	2010 T4	11.713,5	-	-	11.713,5
	Année	2.379	-	-	-	Année	30.984,8	-	-	30.984,8
2011	T1	3.763	-	-	-	2011 T1	12.486,9	-	-	12.486,9
	T2	3.683	-	-	-	2011 T2	12.476,0	-	-	12.476,0
	T3	2.962	-	-	-	2011 T3	9.927,2	-	-	9.927,2
	T4	3.689	-	-	-	2011 T4	12.615,8	-	-	12.615,8
	Année	3.524	-	-	-	Année	47.505,9	-	-	47.505,9
2012	T1	2.923	744	-	-	2012 T1	9.720,5	3.398,9	-	13.119,5
	T2	728	2.857	-	-	2012 T2	2.267,9	12.774,4	-	15.042,3
	T3	265	2.712	-	-	2012 T3	747,7	12.385,3	-	13.133,0
	T4	134	3.102	-	-	2012 T4	381,9	14.456,2	-	14.838,1
	Année	1.012	2.354	-	-	Année	13.118,1	43.014,8	-	56.132,9
2013	T1	91	4.161	-	-	2013 T1	259,2	19.578,8	-	19.838,0
	T2	53	4.400	-	-	2013 T2	157,4	21.030,5	-	21.187,9
	T3	28	3.823	-	-	2013 T3	87,0	18.500,8	-	18.587,7
	T4	21	4.098	-	-	2013 T4	58,1	19.923,5	-	19.981,6
	Année	48	4.120	-	-	Année	561,6	79.033,6	-	79.595,2
2014	T1	18	4.716	-	27	2014 T1	61,2	23.184,5	1.413,8	24.659,6
	T2	11	3.197	2	178	2014 T2	35,3	15.418,2	11.414,4	26.867,9
	T3	8	2.397	458	181	2014 T3	26,6	11.305,4	13.488,4	24.820,4
	T4	4	2.236	1.071	155	2014 T4	10,4	10.720,4	14.079,0	24.809,8
	Année	10	3.136	383	135	Année	133,4	60.628,6	40.395,6	101.157,6
2015	T1	2	2.789	2.333	266	2015 T1	5,6	13.928,8	26.661,9	40.596,2
	T2	3	2.465	3.079	289	2015 T2	11,8	13.380,4	30.260,1	43.652,3
	T3	1	2.163	3.201	200	2015 T3	1,8	14.244,0	25.376,4	39.622,2
	T4	2	1.560	3.013	183	2015 T4	6,7	8.244,8	23.460,9	31.712,4
	Année	2	2.244	2.906	235	Année	25,8	49.798,0	105.759,4	155.583,2

Tableau 65 (suite)

		Primes de crise	Allocations de licenciement	Indemnités en compensation du licenciement payées en plusieurs fois	Indemnités en compensation du licenciement payées en 1 fois			Primes de crise	Allocations de licenciement	Indemnités en compensation du licenciement	Total
2016	T1	2	1.640	2.771	241	2016	T1	5,6	9.022,5	23.654,0	32.682,1
	T2	1	1.370	2.427	251		T2	4,4	7.526,9	21.654,1	29.185,4
	T3	1	906	2.290	268		T3	2,2	4.944,1	22.283,2	27.229,6
	T4	0	869	2.115	261		T4	1,1	4.789,0	20.416,5	25.206,6
	Année	1	1.196	2.401	255		Année	13,3	26.282,5	88.007,8	114.303,6
2017	T1	0	851	2.429	397	2017	T1	0,7	4.828,4	25.385,9	30.215,0
	T2	0	572	2.314	426		T2	1,6	3.357,3	23.859,7	27.218,6
	T3	0	316	2.214	477		T3	1,1	2.045,6	23.499,3	25.545,9
	T4	1	347	2.213	681		T4	2,2	2.191,7	29.576,0	31.770,0
	Année	0	521	2.292	495		Année	5,6	12.423,0	102.321,0	114.749,6
2018	T1	0	339	2.200	557	2018	T1	1,1	2.068,1	27.964,9	30.034,1
	T2	0	93	1.841	411		T2	0,6	642,5	21.386,6	22.029,8
	T3	-	113	1.619	379		T3	-	574,5	19.300,5	19.875,1
	T4	-	15	1.566	447		T4	-	88,3	19.595,2	19.683,5
	Année	-	140	1.807	449		Année	-	3.373,4	88.247,4	91.622,5
2019	T1	-	6	1.664	547	2019	T1	-	38,6	24.461,1	24.499,7
	T2	-	5	1.485	413		T2	0,5	21,5	19.509,5	19.531,4
	T3	-	2	1.401	404		T3	-	10,0	19.786,9	19.796,9
	T4	-	1	1.278	381		T4	-	3,8	17.221,2	17.225,0
	Année	-	3	1.457	436		Année	-	73,9	80.978,7	81.053,0
2020	T1	-	-	1.410	506	2020	T1	-	-	23.088,9	23.088,9
	T2	-	0	1.523	462		T2	-	3,8	23.845,1	23.848,8

10.8

Comparaison internationale

10.8.1

Emploi

Tableau 66

Evolution de l'emploi en Belgique et en Europe à partir
du 1^{er} trimestre de 2007

		UE 27	Zone euro	Belgique			UE 27	Zone euro	Belgique
2007	T1	187.586,7	142.832,6	4.347,8	2007	T1	100	100	100
	T2	190.756,1	144.989,8	4.344,7		T2	100	100	100
	T3	193.053,5	146.519,6	4.385,3		T3	100	100	100
	T4	192.219,2	146.279,6	4.443,3		T4	100	100	100
	Année	190.903,9	145.155,4	4.380,3		Année	100	100	100
2008	T1	191.207,3	145.513,3	4.449,5	2008	T1	102	102	102
	T2	193.343,4	146.721,5	4.414,3		T2	101	101	102
	T3	194.988,7	147.717,9	4.464,6		T3	101	101	102
	T4	193.119,1	146.505,1	4.455,1		T4	100	100	100
	Année	193.164,6	146.614,5	4.445,9		Année	101	101	101
2009	T1	189.241,2	143.590,1	4.418,0	2009	T1	101	101	102
	T2	190.234,1	143.970,7	4.395,7		T2	100	99	101
	T3	190.232,2	143.683,7	4.414,9		T3	99	98	101
	T4	189.025,0	143.398,6	4.454,2		T4	98	98	100
	Année	189.683,1	143.660,8	4.420,7		Année	99	99	101
2010	T1	185.045,6	141.141,4	4.470,0	2010	T1	99	99	103
	T2	187.289,0	142.240,6	4.442,8		T2	98	98	102
	T3	188.200,9	142.767,2	4.488,0		T3	97	97	102
	T4	187.122,3	142.492,2	4.554,1		T4	97	97	102
	Année	186.914,5	142.160,4	4.488,7		Année	98	98	102
2011	T1	185.239,0	141.220,8	4.453,6	2011	T1	99	99	102
	T2	187.519,0	142.826,6	4.543,7		T2	98	99	105
	T3	188.086,5	142.968,9	4.489,2		T3	97	98	102
	T4	186.886,1	142.324,3	4.550,6		T4	97	97	102
	Année	186.932,7	142.335,2	4.509,3		Année	98	98	103
2012	T1	184.569,1	140.646,1	4.502,0	2012	T1	98	98	104
	T2	186.679,9	141.823,9	4.524,8		T2	98	98	104
	T3	187.651,8	142.302,3	4.536,2		T3	97	97	103
	T4	185.967,9	141.236,6	4.532,6		T4	97	97	102
	Année	186.217,2	141.502,2	4.523,9		Année	98	97	103
2013	T1	183.284,2	139.445,0	4.487,4	2013	T1	98	98	103
	T2	185.803,8	140.947,5	4.548,8		T2	97	97	105
	T3	186.906,5	141.548,9	4.558,7		T3	97	97	104
	T4	185.920,7	140.986,8	4.526,3		T4	97	96	102
	Année	185.478,8	140.732,1	4.530,3		Année	97	97	103
2014	T1	185.061,0	140.451,8	4.505,9	2014	T1	99	98	104
	T2	187.676,3	142.180,8	4.543,7		T2	98	98	105
	T3	189.391,6	143.104,1	4.549,3		T3	98	98	104
	T4	188.574,0	142.832,4	4.575,3		T4	98	98	103
	Année	187.675,7	142.142,3	4.543,6		Année	98	98	104
2015	T1	187.060,8	141.927,8	4.558,4	2015	T1	100	99	105
	T2	189.558,5	143.499,3	4.517,9		T2	99	99	104
	T3	191.346,3	144.645,4	4.563,3		T3	99	99	104
	T4	190.905,9	144.586,6	4.566,9		T4	99	99	103
	Année	189.717,9	143.664,8	4.551,6		Année	99	99	104

Tableau 66 (suite)

		UE 27	Zone euro	Belgique			UE 27	Zone euro	Belgique
2016	T1	190.125,9	144.450,7	4.532,4	2016	T1	101	101	104
	T2	192.610,6	146.069,4	4.555,1		T2	101	101	105
	T3	194.136,5	147.244,8	4.575,1		T3	101	100	104
	T4	193.556,4	146.961,9	4.684,2		T4	101	100	105
	Année	192.607,4	146.181,7	4.586,7		Année	101	101	105
2017	T1	192.596,4	146.253,0	4.570,5	2017	T1	103	102	105
	T2	195.823,0	148.164,7	4.611,8		T2	103	102	106
	T3	197.438,6	149.604,9	4.650,3		T3	102	102	106
	T4	196.605,1	149.339,6	4.718,5		T4	102	102	106
	Année	195.615,8	148.340,6	4.637,8		Année	102	102	106
2018	T1	195.507,5	148.520,7	4.715,1	2018	T1	104	104	108
	T2	198.134,0	150.258,9	4.698,0		T2	104	104	108
	T3	199.606,2	151.495,2	4.795,1		T3	103	103	109
	T4	198.644,1	151.161,8	4.812,4		T4	103	103	108
	Année	197.973,0	150.359,2	4.755,2		Année	104	104	109
2019	T1	197.748,9	150.490,2	4.769,1	2019	T1	105	105	110
	T2	200.099,0	152.027,1	4.854,5		T2	105	105	112
	T3	200.972,9	152.660,0	4.863,8		T3	104	104	111
	T4	201.000,5	153.132,9	4.840,7		T4	105	105	109
	Année	199.955,3	152.077,6	4.832,0		Année	105	105	110

Source : Eurostat - Emploi total de la population résidente (en milliers) -15 ans et plus - EFT (lfsq_egaps)

10.8.2

Taux d'inactivité

Tableau 67

Evolution du taux d'inactivité en Belgique et en Europe à partir du 1^{er} trimestre de 2007

		UE 27	Zone euro	Belgique
2007	T1	30,9	29,7	32,9
	T2	30,5	29,4	33,3
	T3	30,0	28,9	33,0
	T4	30,3	29,1	32,5
	Année	30,4	29,3	32,9
2008	T1	30,5	29,2	32,7
	T2	30,0	28,8	33,7
	T3	29,7	28,6	32,1
	T4	30,0	28,7	33,0
	Année	30,1	28,8	32,9
2009	T1	30,2	28,9	32,9
	T2	29,8	28,7	33,6
	T3	29,7	28,8	33,1
	T4	29,9	28,7	32,7
	Année	29,9	28,8	33,1
2010	T1	29,9	28,8	32,3
	T2	29,6	28,7	33,1
	T3	29,5	28,7	32,1
	T4	29,7	28,6	31,9
	Année	29,7	28,7	32,4
2011	T1	29,9	28,8	34,0
	T2	29,5	28,6	33,1
	T3	29,4	28,5	33,1
	T4	29,3	28,3	33,0
	Année	29,5	28,6	33,3
2012	T1	29,5	28,4	33,7
	T2	29,0	28,0	33,5
	T3	28,7	27,9	32,6
	T4	28,8	27,8	32,5
	Année	29,0	28,0	33,1
2013	T1	29,0	28,0	33,0
	T2	28,6	27,8	32,5
	T3	28,5	27,8	31,7
	T4	28,6	27,7	32,6
	Année	28,7	27,8	32,5
2014	T1	28,7	27,9	32,6
	T2	28,5	27,8	32,5
	T3	28,1	27,6	32,1
	T4	28,1	27,4	32,0
	Année	28,4	27,7	32,3
2015	T1	28,5	27,7	32,1
	T2	28,1	27,6	33,0
	T3	27,9	27,5	32,3
	T4	27,9	27,3	32,3
	Année	28,1	27,5	32,4

Tableau 67 (suite)

		UE 27	Zone euro	Belgique
2016	T1	28,2	27,5	32,8
	T2	27,7	27,2	32,6
	T3	27,5	27,0	32,5
	T4	27,6	27,0	31,6
	Année	27,8	27,2	32,4
2017	T1	27,8	27,3	32,5
	T2	27,2	27,0	32,4
	T3	27,0	26,7	31,6
	T4	27,1	26,7	31,4
	Année	27,3	26,9	32,0
2018	T1	27,4	26,9	31,9
	T2	26,9	26,6	32,1
	T3	26,6	26,5	30,8
	T4	26,8	26,4	30,8
	Année	26,9	26,6	31,4
2019	T1	27,0	26,6	31,6
	T2	26,6	26,4	30,7
	T3	26,4	26,3	30,4
	T4	26,5	26,2	31,1
	Année	26,6	26,4	31,0

Source : Eurostat – pourcentage d’inactivité par rapport au total de la population -15 à 64 ans - EFT (lfsq_ipga)

